

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE
2024
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA
REGION D'YVELINES POUR
L'ADDUCTION DE L'EAU – EAU POTABLE



Table des matières

EDITORIAL	3
LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE	6
SYNTHESE DU CONTRAT 2024	7
Le patrimoine de votre contrat	7
Le service aux usagers	7
Le bilan de l'activité	8
La qualité de l'eau	8
La consommation d'énergie	8
Les interventions et l'entretien du patrimoine	9
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE	10
LA VIE DE VOTRE CONTRAT	12
Les avenants du contrat	12
Les collectivités adhérentes	13
Les conventions du contrat	14
LES REPRESENTANTS DU CONTRAT	17
LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION	19
ARRET DES RESEAUX 2G ET 3G	20
LE CARE	22
METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE	23
RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE	27
LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT	31
LE PATRIMOINE DE SERVICE	33
Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes	34
Les ouvrages de stockage	34
Les installations de surpression	35
LE RESEAU	35
Le linéaire de canalisations par commune	37
Les équipements de réseau	38
LES COMPTEURS	39
LA GESTION CLIENTELE	41
Les branchements par commune :	41
Les volumes consommés par communes	42
Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG)	43
Les consommations par tranche	45
LA FACTURE 120 M³	50
NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU ET FACTURES 120 M³	54
LES VOLUMES D'EAU	56
LES INDICATEURS	59
Le Rendement IDM (Indicateur du maire)	59
L'Indice Linéaire de Pertes	61
L'Indice Linéaire de Volumes Non Comptés	62
L'Indice Linéaire de Consommation	63
CONSOMMATION D'ENERGIE	64
L'EAU BRUTE	66
Synthèse des analyses sur l'eau brute	66
L'EAU TRAITEE	66
Synthèse des analyses sur l'eau traitée	66
L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION	66
Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution	66
Détail des non conformités sur l'eau point de mise en distribution	66
L'EAU DISTRIBUEE	67
Synthèse des analyses sur l'eau distribuée	67

Commentaire sur l'eau distribuée	67
Suivi des paramètres spécifiques du contrat	68
SYNTHESE	71
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	73
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE	88
LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT	95
ANNEXES	97
NOUVELLE DIRECTIVE EUROPEENNE	106
METABOLITES DE PESTICIDES	109
FACE AUX METABOLITES : LE CARBOPLUS® DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICROPOLLUANTS ..	114
PFAS	115
NITRATES	116
MANGANESE	116
CHLORURE DE VINYL MONOMERE (CVM)	117
ATTESTATIONS D'ASSURANCES	119
Attestation Dommages aux Biens	119
Responsabilité civile	120
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)	121
Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement	125
Attestation Tous risques chantiers	126
ATTESTATIONS D'ASSURANCES	127
Attestation Dommages aux Biens	127
Responsabilité civile	128
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)	129
Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement	133
Attestation Tous risques chantiers	134
LE GLOSSAIRE	135
LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES	141

EDITORIAL

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué pour l'année 2024. Ce document illustre avec précision l'activité et l'engagement du Groupe Saur sur le territoire que vous administrez, en pointant les actions conduites pour préserver et valoriser la ressource en eau, ce bien commun essentiel qui connaît, dans notre pays, des tensions grandissantes sur sa qualité et sa disponibilité.

Ainsi, cette édition reflète les défis et les transformations auxquels nous sommes confrontés. Si l'année 2022 a été marquée par une sécheresse sans précédent, l'année 2024 a été traversée par de nombreux aléas climatiques, d'une intensité et d'une répétition inédites. Ces désormais réalités imposent aux collectivités comme à leurs délégués de s'adapter pour assurer une gestion performante et durable de la ressource en eau.

Face à ces défis, le Groupe Saur s'engage aux côtés des collectivités, en mettant à leur disposition les savoir-faire et expertises de ses collaborateurs ainsi que des solutions adaptées, qu'il s'agisse de traiter les micropolluants, de réutiliser les eaux usées traitées (REUT), ou encore de favoriser la gestion circulaire de l'eau et la production d'énergie renouvelable.

Notre organisation décentralisée, soutenue par nos 16 Centres de Pilotage Opérationnels répartis sur tout le territoire hexagonal, est le gage d'une forte proximité et la garantie d'une collaboration étroite et continue avec vos équipes.

Cette gouvernance partagée, dont le Groupe Saur a toujours été promoteur, et qu'entretient une diffusion transparente des données des services d'eau, est un atout pour la déclinaison opérationnelle de la transition hydrique de nos territoires. En effet, nous avons la conviction que cette dernière repose sur une approche concertée avec l'ensemble des parties prenantes.

À travers ce rapport, nous souhaitons favoriser un moment d'échange privilégié avec vous et vos équipes, pour imaginer ensemble les meilleures perspectives pour votre service public. Nos équipes locales restent pleinement disponibles pour accompagner votre collectivité dans la mise en œuvre des solutions les plus adaptées à vos besoins et à ceux de vos administrés.

Au nom des collaborateurs du Groupe Saur qui interviennent chaque jour à votre service, je vous remercie de la confiance que vous leur accordez, et nous nous engageons à continuer à œuvrer, avec détermination et en partenariat avec vous, pour préserver durablement notre ressource en eau.

Je vous souhaite une excellente lecture.

Avec mes salutations respectueuses.



Estelle Grelier
Présidente de Saur France

LA SYNTHÈSE DE VOTRE CONTRAT





1 L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

Les temps forts et les chiffres clés de l'année d'exercice

LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE



4 ouvrages de prélèvement

2 stations de production



4 482 124 m³ produits sur la période de relèvement ramenés à 365 jours

2 882 099 m³ importés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours

837 368 m³ exportés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours



14 ouvrages de stockage, soit **19 400 m³** de stockage

6 526 855 m³ distribués sur la période de relèvement ramenés à 365 jours



7 stations de surpression

961,059 kml de réseau

39 742 branchements dont **255** neufs



138 fuites sur conduites réparées

117 fuites sur branchements réparées



100% des analyses ARS bactériologiques conformes

100% des analyses ARS physico-chimiques conformes



82,80% de rendement de réseau

3,61 m³/km/j d'Indice linéaire de perte

17,38 m³/km/j d'Indice linéaire de consommation

3,74 m³/km/j d'Indice linéaire des volumes non comptés



5 216 188 m³ consommés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours

Prix de l'eau : **2,53€ TTC/m³** Au 1^{er} janvier 2025 pour une facture de 120 m³



SYNTHESE DU CONTRAT 2024

Le patrimoine de votre contrat

Patrimoine	2024
Nombre d'ouvrages de prélèvement	4
Nombre de stations de production	2
Nombre de stations de surpression	7
Nombre d'ouvrages de stockage	14
Volume de stockage (en m³)	19 400

Réseau	2023	2024	Evolution
Linéaire de réseaux (en km)	959,441	961,059	0,17%
Longueur des canalisations renouvelées en 2024 (en km)	0	0,349	-
Total de la longueur des canalisations renouvelées au cours des cinq dernières années (en km)	3,499	3,801	8,63%
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,07%	0,08%	14,29%
Linéaire de réseau avec âge renseigné (en km)	925,898	926,189	0,03%
Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations	96,5%	96,37%	-0,13%
Linéaire de réseau avec diamètre et matériaux connus (en km)	952,795	953,087	0,03%
Pourcentage de connaissance des informations structurelles	99,31%	99,17%	-0,14%
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale (sur 120 points)	120	120	0%

Le service aux usagers

Vos usagers	2023	2024	Evolution
Nombre de branchements du contrat	39 523	40 104	1,47 %

Service à l'utilisateur	2023	2024	Evolution
Délai maximal d'ouverture des branchements d'eau potable pour les nouveaux abonnés défini par le service	2 j	2 j	0%
Nombre total de mise en service de branchement au 31/12	2 156	1 896	-12,06%
Nombre total de mise en service de branchement dans les délais au 31/12	2 117	1 861	-12,09%
Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	98,19%	98,15%	-0,04%
Nombre d'interruptions de service non programmées	285	255	-10,53%
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1 000 contrats d'abonnés	7,31	6,42	-12,18%
Nombre de réclamations écrites reçues par le délégataire	46	64	-39,13%

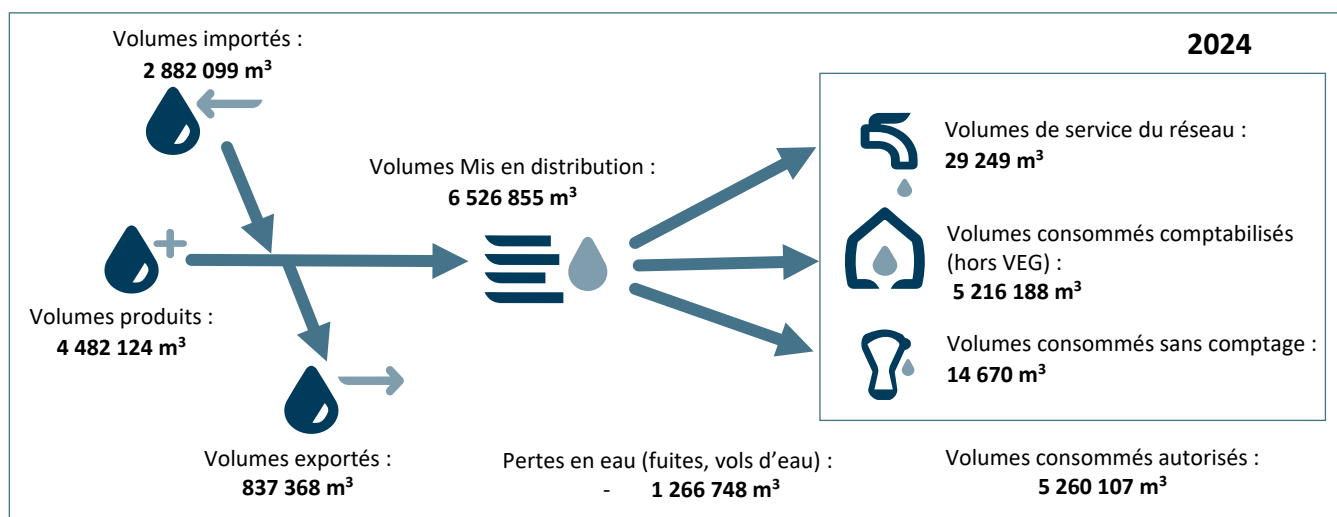
Motifs de réclamations (tous modes de transmission)	2023	2024
Facturation encaissement	60	75
Produit	3	9
Qualité de service	74	55

Tarif de l'eau	2023	2024	Evolution
Prix du service d'eau potable (€ TTC/m³)	2,39	2,53	5,7%
Montant total d'une facture 120 m³ TTC au 1er janvier de l'année N+1 (€ TTC)	287,27	303,81	5,76%

Le bilan de l'activité

Volumes produits	2024
Nombre d'ouvrages de prélèvement	4
Nombre de stations de production	2

Performance	2023	2024	Evolution
Volumes produits (en m³)	4 300 158	4 482 124	4,23%
Volumes importés (achat d'eau) (en m³)	3 393 121	2 882 099	-15,06%
Volumes exportés (vente d'eau) (en m³)	761 394	837 368	9,98%
Volumes consommés (hors vente en gros) (en m³)	5 581 372	5 216 188	-6,54%
Volumes mis en distribution (en m³)	6 931 885	6 526 855	-5,84%
Rendement de réseau IDM (en point)	83,02%	82,80	-0,22 pts
Indice Linéaire de Consommation (m³/km/jour)	18,24	17,38	-4,8%
Indice Linéaire de Pertes (m³/km/jour)	3,73	3,61	-3,21%
Indice Linéaire de Volumes Non Comptés (m³/km/jour)	3,86	3,74	-3,1%



La qualité de l'eau

Qualité de l'eau pour tous les types d'eau analysés par l'ARS (hors eau brute)	2023	2024	Evolution
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques	251	319	27,09%
Nombre d'analyses microbiologiques non conformes	0	0	-
Taux de conformité des analyses bactériologiques	100%	100%	0%
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	261	341	30,65%
Nombre d'analyses physico-chimiques non conformes	1	0	-100%
Taux de conformité des analyses physico-chimiques	99,62%	100%	0,38%

La consommation d'énergie

Consommation électrique	2023	2024	Evolution
Consommation (en kWh)	3 746 386	3 733 797	-0,34%

Les interventions et l'entretien du patrimoine

Synthèse du nombre d'interventions par type	2023	2024	Evolution
Nombre de nettoyages des réservoirs	12	8	-33,33%
Nombre de campagnes de recherche de fuites	112	99	-20,16%
Linéaire de réseau inspecté (en ml)	27 422	14 087	-48,63%
Nombre de fuites trouvées	72	47	-34,72%
Nombre de réparations de fuites ou de casses sur conduites	121	138	14%
Nombre de réparations de fuites ou de casses sur branchements	165	117	-29,09%
Nombre d'interventions d'entretien	99	82	-17,17%

Nombre d'interventions de maintenance selon leur type	2023	2024	Evolution
Nombre d'entretiens de niveau 2 (entretien avec habilitation électrique et mise en conformité : électrique, levage, pression, ouvrants...)	237	126	-46,84%
Nombre de contrôles réglementaires (électrique, levage, pression, ouvrants...)	33	48	45,45%

LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE

Liste des travaux votés lors du Comité Syndical pour l'année 2024

Commune - adresse
Le Perray-en-Yvelines Rue de Parfond
Neauphle-le-Château Rue du Stade
Le Mesnil Saint-Denis Avenue Port Royal des Champs De l'antenne espace vert à la place des Pensées
Magny-les-Hameaux Rue Gabriel Péri De la rue Vaillant Couturier à la rue de Mars

Avril 2024 :

Entretien annuel de la tour de décarbonation de l'usine de Rosay

Entre mai et octobre 2024 :

Création de chambres pour les débitmètres de sectorisation prévus au renouvellement programmé qui en sont dépourvus (jusqu'à présent enterrés)

Juillet 2024 :

Entretien annuel de la tour de décarbonation de l'usine des Bîmes

Octobre 2024 :

Rechemisage du puits B2 de l'usine des Bîmes



Arrêt usine des Bîmes du 09 au 14 octobre suite à l'ouragan KIRK et la montée des eaux de la Mauldre.

Entre octobre et novembre 2024 :

Pose de compteurs de sectorisation sur la commune de JOUARS PONTCHARTRAIN



2 LE CONTRAT

Le respect des obligations contractuelles, notre principale préoccupation

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Le service de l'eau potable du SIRYAE est délégué à SAUR dans le cadre d'une Délégation de service public. Le contrat, signé à la date du 01 janvier 2013, arrivera à échéance le 31 décembre 2024.

Le contrat a été renouvelé pour une période allant du 1 janvier 2025 au 31 décembre 2038.

Les avenants du contrat

AVENANT N° 1	
Objet	Modification tarifaire
Visa de la préfecture	09/09/2013
Date d'application	01/01/2013

AVENANT N° 2	
Objet	Adhésion de la commune du Mesnil st Denis
Visa de la préfecture	10/07/2014
Date d'application	10/07/2014

AVENANT N° 3	
Objet	Nouvelles données financières – Modification de la formule d'actualisation – Modification du périmètre d'affermage – CSD – Construire sans détruire
Visa de la préfecture	27/09/2016
Date d'application	27/09/2016

AVENANT N° 4	
Objet	Nouvelles données financières – Modification du périmètre d'affermage
Visa de la préfecture	01/01/2019
Date d'application	01/01/2019

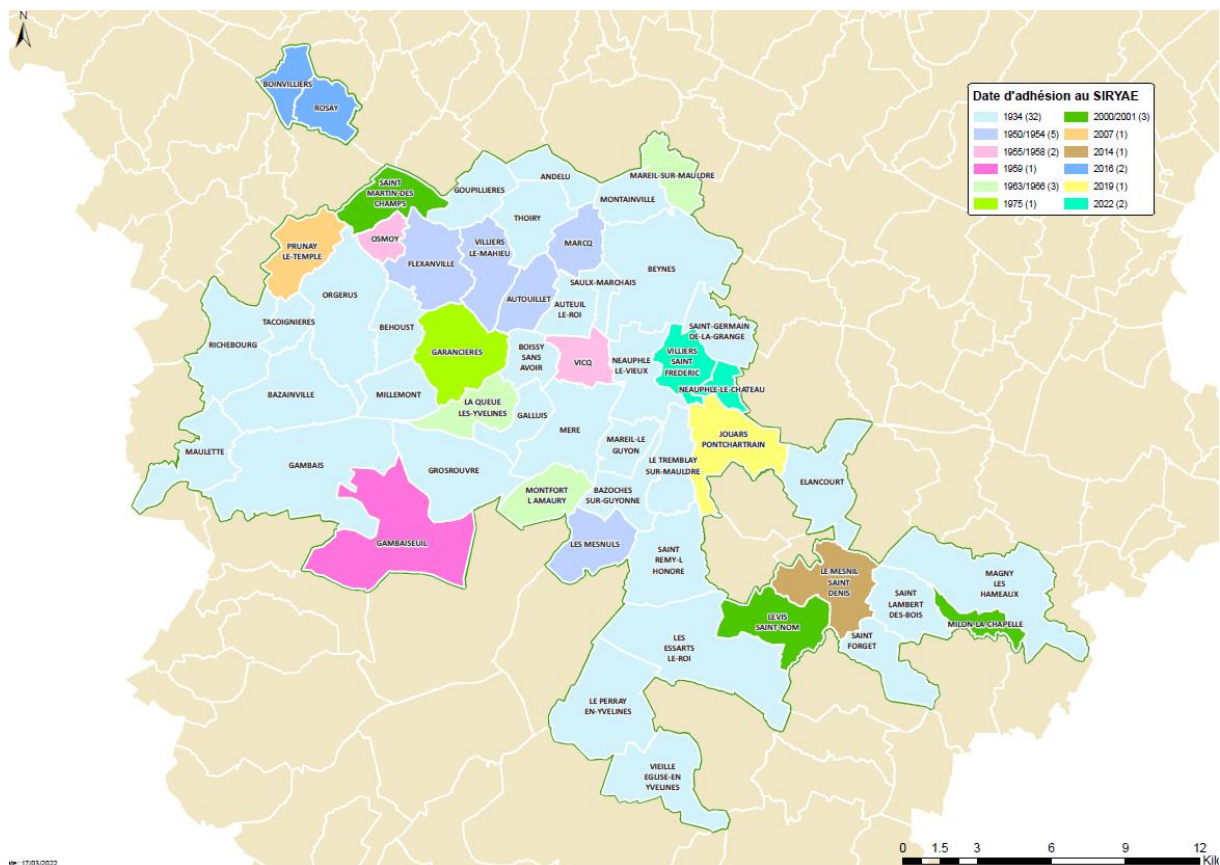
AVENANT N° 5	
Objet	Nouvelles données financières – Modification du périmètre d'affermage – Prise en compte de nouveaux ouvrages
Visa de la préfecture	20/07/2020
Date d'application	20/07/2020

Les collectivités adhérentes (sources – préfecture des Yvelines – MAJ du 29/10/2024)

Collectivité adhérente	Maire au 29/10/2024
ANDELU	M. Olivier RAVENEL
AUTEUIL LE ROI	Mme Marie-Christine CHAVILLON
AUTOUILLET	Mme Françoise LÉNARD
BAZAINVILLE	M. Daniel FÉRÉDIE
BAZOCHE SUR GUYONNE	M. Dominique NICCO
BEHOUST	M. Guy PELISSIER
BEYNES	M. Yves REVEL
BOINVILLIERS	M. Jacques NEDELLEC
BOISSY SANS AVOIR	M. Grégoire CORBY
ELANCOURT	M. Jean-Michel FOURGOUS
FLEXANVILLE	M. Didier SAUSSAY
GALLUIS	Mme Annie LOBSTEIN
GAMBAIS	M. Raphaël NIVOIT
GAMBAISEUIL	M. Claude CAZANEUVE
GARANCIERES	Mme Ghislaine LESADE
GOUPILLIERES	Mme Régine FRANCOIS
GROSROUVRE	M. Yves LAMBERT
JOUARS PONTCHARTRAIN	M. Thomas MENGELLE-TOUYA
LA QUEUE LEZ YVELINES	M. Laurent LOUESDON
LE MESNIL ST DENIS	M. Christophe BUHOT
LE PERRAY EN YVELINES	M. Geoffroy BAX DE KEATING
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	Mme Françoise CHANCEL
LES ESSARTS LE ROI	M. Ismaël NEHLIL
LES MESNULS	M. Michel ROUX
LEVIS ST NOM	Mme Anne GRIGNON
MAGNY LES HAMEAUX	M. Bertrand HOUILLON

Collectivité adhérente	Maire au 29/10/2024
MARCQ	Mme Magali MEJEAN
MAREIL LE GUYON	M. Michel LOMMIS
MAREIL SUR MAULDRE	Mme Nathalie CAHUZAC
MAULETTE	M. Eric TONDU
MERE	M. Michel RECOUSSINES
MILLEMONT	Mme Annie JOSEPH
MILON LA CHAPELLE	M. Pascal HAMON
MONTAINVILLE	M. Eric MARTIN
MONTFORT L'AMAURY	M. Hervé PLANCHENAUT
NEAUPHE LE VIEUX	Mme Denise PLANCHON
ORGERUS	M. Jean-Michel VERPLAETSE
OSMOY	M. Jerome DURAND
PRUNAY LE TEMPLE	M. Jean MYOTTE
RICHEBOURG	Mme Bernadette COURTY
ROSAY	M. Bruno MARMIN
SAINT FORGET	M. Jean-Luc JANNIN
SAINT GERMAIN DE LA GRANGE	M. Bertrand HAUET
SAINT LAMBERT DES BOIS	M. Olivier BEDOUELLE
SAINT MARTIN DES CHAMPS	M. Stéphane BAZONNET
SAINT REMY L'HONORE	Mme Toine BOURRAT
SAULX MARCHAIS	M. Jacques CHAUMETTE
TACOIGNIERES	M. Patrice LE BAIL
THOIRY	M. François MOUTOT
VICQ	M. Bernard JACQUES
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	M. Jean-Louis DUCHAMP
VILLIERS LE MAHIEU	M. Patrick BOURDEAUX

Les communes d'Elancourt et de Magny-les-Hameaux sont adhérentes du SIRYAE par le biais de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (SQY). Les communes du Perray en Yvelines, des Essarts le Roi, de Vieille Eglise en Yvelines et de Gambaiseuil sont adhérentes de la Communauté d'Agglomération de Rambouillet Territoires (RT78). Les Communautés d'Agglomération se substituent aux communes dans la délégation de compétence eau potable.



Deux communes du SIRYAE, Villiers Saint Frédéric et Neauphle le Château, ne font pas partie du périmètre confié à SAUR.

Les conventions du contrat

Les conventions d'export :

Acheteur	Pour le compte	Date début	Durée
SUEZ	Rambouillet Territoires – ville de Rambouillet	1/1/2020	20 ans
	SIAEP de Feucherolles	En cours	En cours
Veolia	SIAEP Forêt de Rambouillet	En cours	En cours
	Commune de Septeuil	1/1/2013	12 ans
Aqualia	GPSEO	1/1/2011	8 ans + tacite reconduction

Deux autres exportations d'eau au sens hydraulique sont intégrées dans la convention d'achat d'eau entre le SIRYAE et le SIVOM de la Vaucoeurs Rive Droite (voir ci-après) :

- Entre Maulette et Houdan ;
- Entre Richebourg et Gressey.

Elles viennent en déduction de l'achat d'eau en gros au SIVOM de la Vaucoeurs Rive Droite.

Par ailleurs, les habitants de plusieurs écarts de communes non adhérentes sont directement clients du SIRYAE :

- Hameau des Brûlins, Commune d'Auffargis, SIAEP de Cernay ;
- Une rue de Vieille Église dont un côté est Vieille Église et l'autre Rambouillet ;
- Plusieurs antennes en limite de communes (entre Neauphle et Villiers St Frédéric, entre le Tremblay et Maurepas).

Le recensement exhaustif a été réalisé afin que le Syndicat soit en mesure de décider s'il y a lieu d'établir des conventions à ce titre.

Les conventions d'import :

Vendeur	Zone desservie	Date début	Durée	Origine de l'eau	Particularité
SIVRD / SAUR	Ouest du SIRYAE	01/01/2011	20 ans	St Lubin de la Haye	secours du SIRYAE vers le SIVRD
SUEZ	Est du SIRYAE et Elancourt	01/01/2013	12 ans	Aubergenville, la Chapelle, Morsang, Viry	quota la Chapelle = 500000m ³
AQUAVESC	Elancourt ZAC des Côtes	01/01/2013	12 ans	Louveciennes	

SAUR n'est pas signataire de la convention avec SUEZ.

Enfin deux échanges d'eau doivent faire l'objet d'une convention, en cours de rédaction :

- Avec AQUAVESC comprenant :
 - L'export de Jouars Pontchartrain vers Maurepas ;
 - L'import de Maurepas vers Elancourt (quartier de la Villeparc)
 - L'import de Trappes vers Elancourt (quartier de la Clef St Pierre) ;
 - Le secours entre la Verrière et le Mesnil et entre Maurepas et Jouars (au niveau du réservoir du Bout des Clos) ;
- Avec le SIAEP de Cernay la Ville, entre le Perray et Auffargis.

Les autres conventions :

Conventions de reversement de redevances assainissement :

Communes concernées	Parties signataires (outre SAUR)	Service assainissement	Date de signature
Elancourt, Magny les Hameaux	CA SQY / SEOP	CA SQY	Non signée
Le Perray en Yvelines	Commune	Le Perray en Yvelines	Signée sans date
Les Essarts le Roi	Commune	Les Essarts le Roi (collecte)	24/03/2014
Levis St Nom	Commune	Levis St Nom (collecte)	17/03/2014
Richebourg	Lyonnaise des Eaux	Richebourg	05/11/2013
Maulette		SIA Houdan Maulette	
St Forget, Magny les Hameaux		SIA Dampierre/SIAHVY (collecte)	11/02/2014
Montainville, Mareil sur Mauldre	Lyonnaise des Eaux	SIA Vallée de la Mauldre	14/11/2013
Levis St Nom, Les Essarts le Roi	Syndicat	SIA des Sources de l'Yvette (traitement)	2014
St Forget, Magny les Hameaux	Syndicat	SIAAP (traitement)	Non signée
Neauphle le Vieux, Le Tremblay sur Mauldre, St Rémy l'Honoré, Saulx Marchais, Mareil le Guyon, Bazoches sur Guyonne, Galluis, Villiers le Mahieu, Les Mesnuls, Montfort l'Amaury, St Germain de la Grange	Syndicat	SIARNC	10/12/2013
St Lambert des Bois	Commune	St Lambert des Bois	19/08/2013
St Martin des Champs	Commune	St Martin des Champs	02/10/2013
Andelu, Marcq, Thoiry	Aqualter	SIAR Thoiry	20/09/2013
Vieille Eglise en Yvelines	Commune	Vieille Eglise en Yvelines (collecte)	2014
Vieille Eglise en Yvelines	Syndicat	SI Région de Rambouillet (traitement)	Non signée

Les communes disposant de l'assainissement collectif et dont le délégataire est SAUR ne font pas l'objet d'une convention de reversement de redevances assainissement.

Les gestionnaires de service d'assainissement collectif n'ayant pas contracté de convention avec SAUR se voient néanmoins appliquer les mêmes règles et tarifs que les autres, en application des termes du contrat de délégation de service public du SIRYAE.

LES REPRESENTANTS DU CONTRAT

Vos interlocuteurs privilégiés

Territoire Seine Yvelines



Chef de secteur Sud Yvelines
DUHAUT Kévin
@ : kevin.duhaut@saur.com
☎ : 06.74.97.20.79



Responsable de Territoire
MONTEIL Charles
@ : charles.monteil@saur.com
☎ : 06.63.37.24.97



Chef de secteur Nord Yvelines
DESESSARD Laura
@ : laura.desessard@saur.com
☎ : 06.47.32.88.36



Responsable clientèle
MARTY Diane
@ : diane.marty@saur.com
☎ : 07.83.20.92.99



Chimiste
GIELARA Mélissa
@ : melissa.gielara@saur.com
☎ : 06.50.49.28.53



Responsable maintenance
FEUGEAS Nicolas
@ : nicolas.feugeas@saur.com
☎ : 06.83.73.67.77



Responsable travaux
FLEURY Jean-Luc
@ : jean-luc.fleury@saur.com
☎ : 06.77.05.10.95



3 LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Améliorer votre patrimoine, une priorité

LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

➔ Accessoires réseau

- Refonte complète des vannes motorisées de Vicq y compris chambres compte tenu de l'emplacement stratégique sur le réseau

➔ Programme annuel de travaux

Dans le cadre de son assistance technique en vue de maintenir ou d'améliorer l'état des stations de production, des réservoirs et du réseau de distribution et par là, d'assurer la qualité de l'eau et la continuité de service, SAUR communique chaque année des propositions de travaux au Syndicat et son maître d'œuvre.

Ces propositions, sous forme de programme chiffré par le maître d'œuvre, sont examinées par les membres du Bureau Syndical, afin d'établir le programme de travaux de l'année à venir.

Le programme de travaux est construit à partir des éléments suivants :

- ➔ expertises et audits techniques par l'exploitant des installations et du réseau ;
- ➔ analyse de l'historique des interventions sur le réseau ;
- ➔ analyse des événements exceptionnels rencontrés dans l'année ;
- ➔ analyse des demandes des communes du SIRYAE et collectivités, administrations et concessionnaires responsables de voirie et réseaux sur le périmètre syndical ;
- ➔ analyse des programmes de travaux de voirie des communes, lorsqu'ils sont communiqués suffisamment à l'avance ;
- ➔ analyse de l'évolution de la réglementation.

SAUR propose des degrés de priorité pour chaque opération soumise à l'appréciation du Syndicat. Le programme prévisionnel de travaux pour l'année à venir se trouve ci-après :

Liste des travaux votés lors du Comité Syndical du 18 mars 2025

PROGRAMME 2025		
Canalisations	Gambais Rue de la Citadelle	Programme voté en Comité du 18 mars 2025 Appel d'offres en cours de consultation
	Maulette Rue de l'opton	
	Saint-Rémy-l'Honoré Rue du Moulin	
	Saulx-Marchais Rue de la Tuilerie (du clos Mondion jusqu'à la rue de la Mairie)	

ARRET DES RESEAUX 2G ET 3G

Les réseaux 2G et 3G, notamment utilisés pour la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, seront progressivement arrêtés d'ici 2029, avec d'abord l'arrêt de la 2G entre fin 2025 et fin 2026 puis l'arrêt de la 3G entre fin 2028 et fin 2029. Cette évolution technologique implique donc le remplacement de certains équipements actuellement en service.

Vous êtes concernés par cette évolution et une partie de vos équipements sensibles (de télégestion assurant la surveillance 24h/24 de vos installations et de télérelève le cas échéant) **doit faire l'objet d'un changement de technologie dès cette année.**

Nous vous proposons de suivre un plan d'action s'appuyant sur les étapes suivantes :

- réactualisation des inventaires des installations et équipements concernés,
- chiffrage du coût de remplacement par des modèles compatibles 4G et 5G,
- définition du mode de financement et de mise en place des solutions de communication adaptées.

Afin de vous accompagner au mieux dans cette transition **vous serez contacté très prochainement par votre interlocuteur SAUR** qui vous expliquera en détail le niveau d'urgence pour votre territoire, l'impact du changement sur vos installations et les mesures de remplacement à engager pour garantir la continuité de service.

Pour en savoir plus et comprendre plus largement quelles sont les conséquences de l'arrêt de la 2G et de la 3G pour votre territoire :

- la Fédération Française des Télécoms a publié récemment une FAQ <https://www.fftelecoms.org/nos-travaux-et-champs-dactions/reseaux/foire-aux-questions-sur-la-fermeture-des-reseaux-2g-et-3g/> ;
- l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse) et la DGE (Direction générale des Entreprises) se tiennent également à votre disposition.

Le remplacement des équipements est prévu dans le plan de renouvellement du nouveau contrat de délégation de service public. Il n'y aura donc pas de dépense budgétaire pour le SIRYAE.



4 LE CARE

Le compte rendu financier sur l'année d'exercice

SAUR SAS

Compte annuel de résultat de l'exploitation

En Application du décret du 14 mars 2005

ANNEE 2024

COLLECTIVITE

SIRYAE-ep

ACTIVITE

Eau Potable

En milliers d'euros	2023	2024	Ecart en %
PRODUITS	11 951,4	11 735,8	-1,8
Exploitation du service	6 871,5	6 858,7	
Collectivités et autres organismes publics	4 450,0	4 252,9	
Travaux attribués à titre exclusif	522,4	525,8	
Produits accessoires	107,5	98,4	
CHARGES	12 574,4	12 351,3	-1,8
Personnel	1 286,3	1 244,0	
Energie électrique	472,9	601,8	
Achats d'eau	2 522,6	2 290,8	
Produits de traitement	694,7	404,1	
Analyses	25,0	22,0	
Sous-traitance, matières et fournitures	739,2	1 019,1	
Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)	90,9	87,6	
Autres dépenses d'exploitation	680,5	640,8	
<i>Télécommunications, poste et télégestion</i>	25,2	22,6	
<i>Engins et véhicules</i>	254,0	253,5	
<i>Informatique</i>	220,6	224,7	
<i>Assurances</i>	29,1	36,4	
<i>Locaux</i>	85,8	60,8	
<i>Divers</i>	65,8	42,8	
Contribution des services centraux et recherche	499,0	509,1	
Collectivités et autres organismes publics	4 450,0	4 252,9	
<i>Part collectivité</i>	1 962,0	1 880,9	
<i>Autres organismes publics</i>	2 488,0	2 372,0	
Charges relatives aux renouvellements	538,8	368,6	
<i>Pour garantie de continuité du service</i>	259,0	103,8	
<i>Programme contractuel</i>	36,9	21,0	
<i>Fonds contractuel</i>	242,9	243,8	
Charges relatives aux investissements contractuels		640,8	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	170,4	212,7	
Charges relatives investissements du domaine privé	347,4	31,1	
Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux	56,7	25,9	
RESULTAT AVANT IMPOT	-623,0	-615,6	-1,2
RESULTAT	-623,0	-615,6	-1,2

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006
Réf : 01780200

Validé le 05/06/2025

(1) Si impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :
y compris redevance domaniale : département, région, Etat et redevance
d'occupation du domaine public de la collectivité.

METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci-joint est préparé conformément à l'article 2 de la loi du 08/02/1995, qui impose au délégataire de service public l'obligation de publier un rapport annuel. Ce rapport a pour objectif d'informer le délégant sur les comptes financiers, la qualité de service et l'exécution du service public délégué.

La présentation du CARE est en conformité avec les directives de la circulaire n° 740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau, et elle tient compte des recommandations formulées par le Comité "Secteur public" de l'Ordre des experts-comptables, telles que présentées dans ses ouvrages "Le rapport annuel du délégataire de service public" et "L'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public", publiés dans la collection "Maîtrise de la gestion locale".

En plus de cette circulaire, celle du 31/01/2006, en application du décret 2005-236 du 14/03/2005, a été ajoutée. Cette circulaire inclut les chiffres de l'année en cours, et à partir de l'exercice 2006, ceux de l'année précédente sont également mentionnés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente est systématiquement indiquée.

L'annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objectif d'expliquer les méthodes de préparation de la partie financière du rapport annuel, y compris ses composantes. Elle commence par présenter les différents niveaux d'organisation du rapport.

Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques :

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

1) PRODUITS • la rubrique "Produits" comprend :

Exploitation du Service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.

Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.

Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.

Produits accessoires : les montants hors TVA facturés, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

2) CHARGES • les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante

Des charges directement affectées au contrat : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Territoire. Elles comprennent :

- Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat,
- Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules...).
- La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie...) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du Territoire.
- La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plateforme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance...) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.
- Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- Des Charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :
 - Des « Frais de Territoire et de secteur » représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge,
 - Des "Frais de structure centraux" représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche et Développement.
- Des Charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

CHARGES • La rubrique "charges" comprend :

Personnel : Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise...) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.

L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiches de pointage. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.

Cette rubrique comprend également la « Participation légale des salariés aux résultats de l'entreprise ».

Énergie électrique : Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

Achats d'Eau : Cette rubrique comprend les Achats d'eau en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

Produits de traitement : Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

Analyses : Cette rubrique comprend les analyses réglementaires ARS et celles réalisées par le Déléataire dans le cadre de son autocontrôle.

Sous-traitance, Matières et Fournitures : Cette rubrique comprend :

- Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprennent les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, hydrocurage, espaces verts, cartographie ...) ainsi que des prestations réalisées par des services communs de l'entreprise telles que des prestations d'hydrocurage, de lavage de réservoir, de recherche de fuites par corrélation acoustique.
- Matières et Fournitures : ce poste comprend :
 - Les charges relatives au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise ;
 - La location de courte durée de matériel sans chauffeur ;
 - Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau ;
 - Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique ;
 - Le matériel de sécurité ;
 - Les consommables divers.

Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : Cette rubrique comprend :

- La contribution économique territoriale (CET) ;
- La contribution sociale de solidarité ;
- La taxe foncière ;
- Les redevances d'occupation du domaine public.

Autres dépenses d'exploitation :

- "Télécommunications, poste et télégestion" : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).
- "Engins et véhicules" : ce poste comprend les charges de location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances. Le total des charges de la section "Engins et véhicules" fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- "Informatique" : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier, nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :
 - SAPHIR et NAÏA, logiciel de gestion de la relation clientèle ;
 - QUALITE-PRODUIT, logiciel de suivi de la qualité ;
 - GAM&EAU et NEO, logiciel de suivi de la production, suivi de la force motrice et de planification ;
 - J@DE, logiciel de gestion et des achats ;
 - eSigis, logiciel de cartographie ;
 - GEREMI, logiciel de télésurveillance.
- "Assurances" : ce poste comprend :
 - La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au délégataire ;
 - Les primes dommages ouvrages ;
 - Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu ;
 - Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- "Locaux" : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- "Divers" : autres charges.

Frais de contrôle : Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au délégataire.

Contribution aux Services Centraux et Recherche : Une quote-part de frais de structures nationale et régionale, telle que décrite au chapitre 1, est imputée sur chaque contrat.

Collectivités et autres organismes publics : Ce poste comprend :

- La part communale ou intercommunale ;
- Les taxes (TVA) ;
- Les redevances (Agence de l'eau, voies navigables de France, etc).

Charges relatives aux Renouvellements : ce poste comprend plusieurs notions compatibles :

- « Garantie pour continuité de service » implique que le délégataire assume entièrement et à ses risques tous les coûts d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires pour maintenir la continuité du service. Ces dépenses doivent être couvertes par le délégataire sans qu'il y ait d'ajustement (à la hausse ou à la baisse) de sa rémunération contractuelle. Le montant indiqué dans cette rubrique comprend la somme des dépenses réelles pour le renouvellement non planifié et l'entretien électromécanique.
- "Programme contractuel de renouvellement" : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.
- "Compte (ou Fonds contractuel) de renouvellement" : le délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation du délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuel), c'est le montant de cette dotation qui doit alors figurer sur le CARE.

Charges relatives aux Investissements : Elles comprennent les différents types d'obligations existant dans le contrat :

- Programme contractuel d'investissements ;
- Fonds contractuel d'investissements ;
- Annuité d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire ;
- Investissements incorporels.

Les montants engagés par le délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la collectivité et que le délégataire s'est engagé contractuellement à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.

Charges relatives aux Investissements du domaine privé : Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, des engins et véhicules, du gros outillage et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

Perte sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement : Ce poste comprend :

- Les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL Eau) ;
- Les provisions pour créances douteuses ;
- Les frais d'actes et de contentieux.

3) RESULTAT AVANT IMPOT

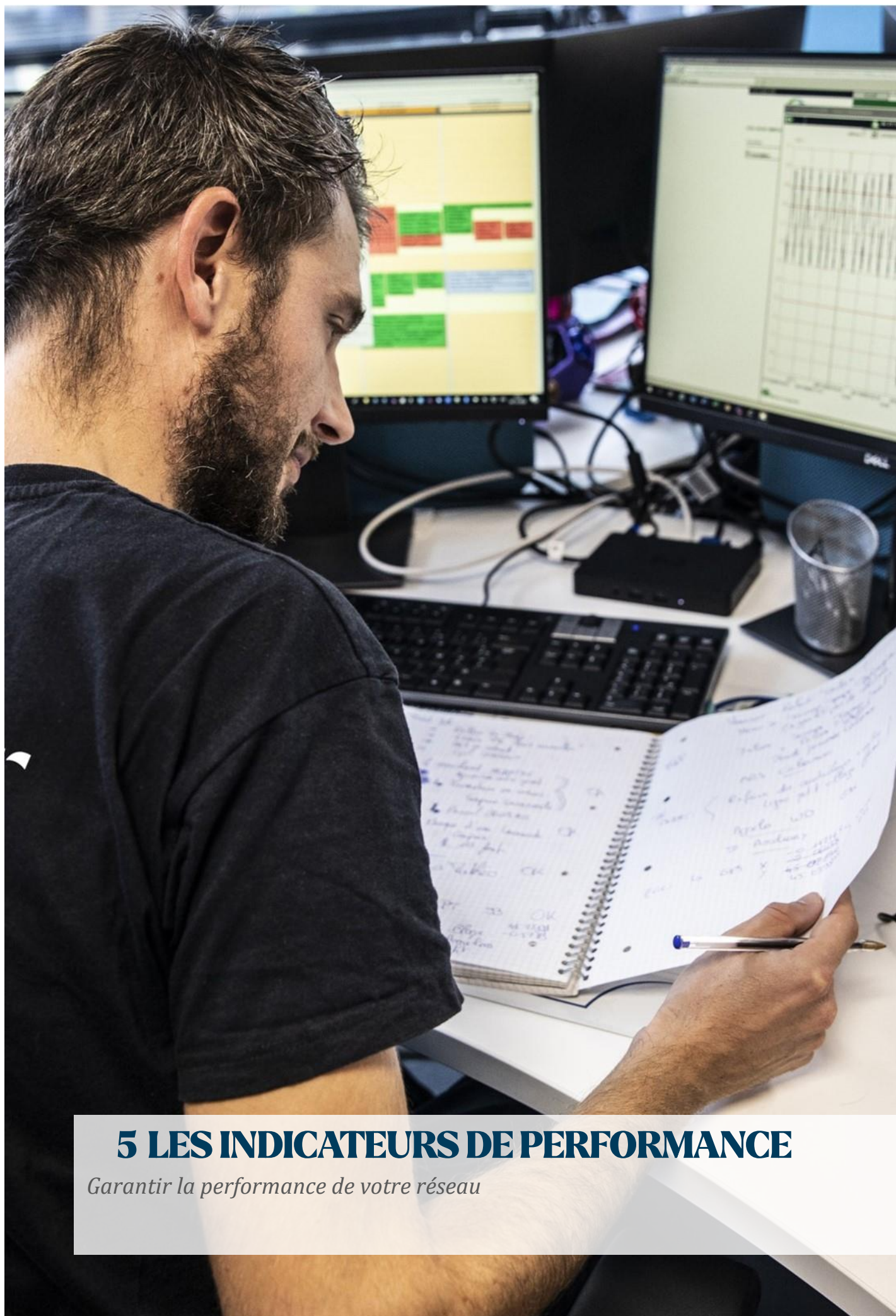
Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

4) IMPOT SUR LES SOCIETES

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant Impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué au résultat des contrats est de 33.33%.

5) RESULTAT

Il s'agit du Résultat restant après éventuel Impôt sur les Sociétés.



5 LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Garantir la performance de votre réseau

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE

Description du contrat			
SIAEP REGION YVELINES SIRYAE EP DSP			
Délégation de service public			
début contrat : 1 janvier 2025 fin contrat : 31 décembre 2038			

Tarification de l'eau potable			
D102.0 Tarification de l'eau potable au m ³ pour 120m ³ au 01/01/N+1 pour l'année 2025			
Part communale et intercommunale			
VP.191	Montant de la part fixe (Abonnement) revenant à la collectivité	0,00	€HT/an
	Montant de la part variable (Consommation) revenant à la collectivité : Prix unitaire de 0 à 120 m ³	0,4180	€HT/m ³
VP.178	Montant total HT de la facture 120m³ revenant à la collectivité (abonnement + consommation x 120)	50,16	€HT/120m ³
Part distributeur (délégataire)			
VP.190	Montant de la part fixe (Abonnement) revenant au délégataire	15,00	€HT/an
	Montant de la part variable (Consommation) revenant au délégataire : Prix unitaire de 0 à 120 m ³	1,2787	€HT/m ³
VP.177	Montant total HT de la facture 120m³ revenant au délégataire (abonnement + consommation x 120)	168,44	€HT/120m ³
Taxes des organismes publics			
VP.345	Redevance Consommation part Consommation (Agence de l'eau) et Redevance Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	0,5610	€HT/m ³
VP.346	Redevance consommation part Performance (Agence de l'eau) et Redevance Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	0,0170	€HT/m ³
VP.214	Redevance prélèvements AEP (Voies Navigables de France)	0,0010	€HT/m ³
VP.219	Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (hors TVA)	0,0000	€HT/m ³
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	5,5%	%
VP.179	Montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ (VP.214+VP.215+VP.216+VP.219) x 120 x (1+VP.213/100) + (VP.177+VP.178) x VP.213/100	85,32	€TTC/120m ³
	Montant total d'une facture 120m³ TTC au 1^{er} janvier de l'année N+1	303,92	€TTC/120m ³
D102.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier de l'année N+1	2,53	€TTC/m ³
VP.185	Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2023 au 31/12/2024	12 073 175	€TTC
DC.184	Montant HT des recettes liées à la facturation pour 2024 (hors travaux)	11 111 564	€HT

Qualité de l'eau		
Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité		
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les paramètres microbiologiques		
P101.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques	484
P101.1b	Nombre de prélèvements non conformes microbiologiquement	0
P101.1	Conformité microbiologique de l'eau distribuée (La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.)	100%
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les paramètres physico-chimiques		
P102.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	499
P102.1b	Nombre de prélèvements non conformes physico-chimiquement	2
P102.1	Conformité physico-chimique de l'eau distribuée (La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.)	99,6 %
DC.192	Nature des ressources utilisées (part des eaux souterraines) <i>Rapport en pourcentage entre les volumes prélevés par pompage sur volumes prélevés total moins les imports</i>	100 %

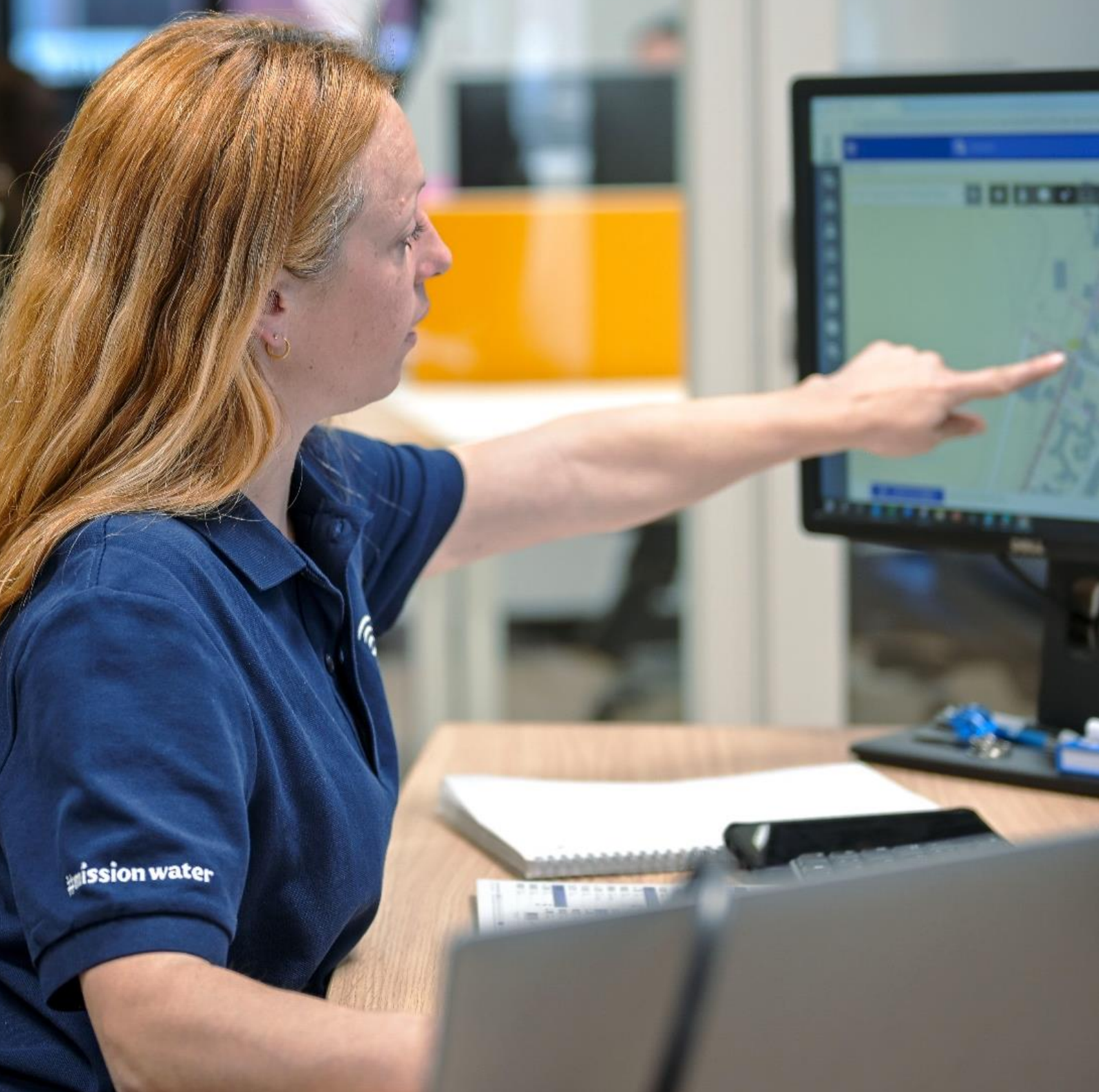
Réseau			
P104.3 Rendement du réseau de distribution			
Production propre du service (Volumes sur la période de relève ramenés sur 365 jours)			
VP.059	Total des Volumes produits	4 482 124	m ³
VP.060	Total des Volumes importés	2 882 099	m ³
VP.061	Total des Volumes exportés	837 368	m ³
VP.232	Total des Volumes consommés comptabilisés	5 216 188	m ³
VP.221	Volumes consommés sans comptage	14 670	m ³
VP.220	Volumes de service du réseau	29 249	m ³
Rendement du réseau de distribution			
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement	961,059	Km
VP.235	Y a-t-il eu une variation importante des ventes d'eau de votre service par rapport aux années précédentes ?	9,98%	Oui si + de 5% Non si – de 5%
VP.056	Nombre total d'abonnés (abonnements)	39 742	ab
VP.228	Densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnements au kilomètre)	41	ab/Km
P104.3	Rendement du réseau de distribution	82,80%	
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	3,61	m³/Km /j
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	3,74	m³/Km/j
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable			
VP.141	Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur)	0,349	Km
VP.140	Linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur) sous réserve des informations en notre possession	3,801	Km
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement	961,059	Km
DC.195	Montant financier HT des travaux engagés pour l'année	Voir le CARE	€HT
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,08	%

P103.2B : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux				
Condition d'acquisition	Code SISPEA	Descriptif	Résultats	Note
PARTIE A : Plan des réseaux				
Sur 10 points	VP.236	Existence d'un plan du réseau d'eau potable pour l'année 2024	OUI	10 points
Sur 5 points	VP.237	Mise à jour au moins annuelle des plans du réseau d'eau potable	OUI	5 points
Total Partie A : (Sur 15 points)			15 points / 15 points	
PARTIE B : Inventaire des réseaux				
	VP.238	Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage	OUI	
	VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eau potable à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.	OUI	
Si les 2 conditions précédentes sont « Oui » alors les indicateurs suivants ont 10 points chacun. Les 5 points restants sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >80%=3 ; >90%=4 ; >95%=5 points				
Sur 15 points	VP.239	Pourcentage de connaissance des informations structurelles	99,17%	15 points
		- Linéaire de réseau d'eau potable avec diamètre / matériau renseigné pour l'année 2024	953,087	Km
Sur 15 points	VP.241	Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations	96,37%	15 points
		- Linéaire de réseau d'eau potable avec période de pose renseignée pour l'année 2024	926,189	Km
Pour évaluer :		- Linéaire total de réseau d'eau potable pour l'année 2024	961,059	Km
Total Partie B : (Sur 30 points)			30 points / 30 points	
Pour comptabiliser le total de la partie B, la partie A doit être à 15 points				
PARTIE C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux				
Sur 10 points	VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes du réseau d'eau potable	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.243	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.244	Localisation des branchements du réseau d'eau potable	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.245	Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.246	Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.247	Localisation et identification complète des interventions sur le réseau d'eau potable	OUI	10 points
Sur 10 points (conditionnel)	VP.248	Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	Si les 2 conditions suivantes sont « Oui »	10 points
		- Existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable		
		- Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable		
Sur 5 points	VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux.	OUI	5 points
Total Partie C : (Sur 75 points)			75 points / 75 points	
Pour comptabiliser le total de la partie C, la somme des parties A+B doit être à minima de 40 points				
	P103.2B	VALEUR DE L'INDICE	120 points / 120 points	

Abonnés			
VP.056	Nombre d'abonnés (abonnements) total	40 104	Ab
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis (selon données INSEE N-2)	115 534	Hab
VP.229	Ratio du nombre d'habitants par abonnement	2,88	Habitants/abonnements
VP.020	Nombre d'interruptions de service non programmées	255	
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1000 abonnements	6,36	‰
P152.1	Taux de respect du délai d'ouverture	98,15	%
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis par le service	2	jours
VP.003	Nombre de réclamations écrites reçues par le délégataire	64	
VP.152	Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité	Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité	
P155.1	Taux de réclamations pour 1000 abonnements	1,60	‰

Gestion financière			
VP.119	Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)	106	€HTVA
VP.232	Volumes consommés comptabilisés (sur la période de relève ramenés sur 365 jours)	5 216 188	m³
VP.063	- Volumes consommés comptabilisés domestique (sur la période de relève ramenés sur 365 jours)	5 134 174	m³
VP.201	- Volumes consommés comptabilisés non domestique (sur la période de relève ramenés sur 365 jours)	82 014	m³
Les données suivantes relèvent de la responsabilité de la collectivité :			
VP.182	Encours total de la dette	Données SIRYAE	€
VP.183	Epargne brute annuelle	Données SIRYAE	€
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Données SIRYAE	
VP.268	Montant restant impayés au 31/12/2024 sur les factures émises au titre de l'année 2023	142 163,34	€TTC
VP.185	Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2023 au 31/12/2024	12 073 175	€TTC
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau	1,18	%

LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT

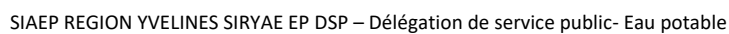




6 LE PATRIMOINE DE SERVICE

Votre patrimoine sous surveillance

Schéma de fonctionnement :



Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes

Ouvrage	Année de mise en service	Capacité nominale	Nature de l'eau	Télesurveillance	Groupe électrogène	Commune
Station de production de Rosay	Rosay 1 : 1959 Rosay 2 : 1974	200 m³/h	Souterraine : Nappe – Calcaires de Septeuil	Oui	Non	ROSAY
Station de production des Bîmes	B1 : 1961 B2 : 1989	500 m³/h	Souterraine : Nappe – Craie du Sénonien	Oui	Non	MAREIL-SUR-MAULDRE

Chaque station comporte deux forages et est équipée d'une filtration sur charbons actifs en grains, d'une désinfection au chlore gazeux, d'une bache de stockage (voir ci-après) et de groupes de pompage de reprise. La station des Bîmes comprend en outre une pré-ozonation et une rectification du pH. La mise en œuvre des filières de décarbonatation sur les 2 sites complète le process de traitement depuis fin 2017.

Les ouvrages de stockage

Châteaux d'eau et réservoirs :

Libellé	Capacité stockage	Cote trop plein	Cote radier	Cote sol	Télesurveillance	Commune
Réservoir des Quatre Piliers	5000 m³	220	208	177	Oui	GAMBAIS
Réservoir du Boulay	1000 m³	170	162	126,2	Oui	GAMBAIS
Réservoir des Essarts	2000 m³	220	215	173,3	Oui	LES ESSARTS-LE-ROI
Réservoir de Saint Santin - Marcq - Cuve	2000 m³	185	179	167	Oui	MARCQ
Réservoir de Saint Martin des Champs	2000 m³	190	184	173,3	Oui	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS

Réservoirs semi-enterrés, Bâches de reprise et bâches de surpression :

Nom de la bache	Capacité stockage	Télesurveillance	Commune	Type
Bâche eau traitée production des Bîmes	500 m³	Oui	MAREIL-SUR-MAULDRE	Bâche de reprise
Bâche eau traitée production de Rosay	200 m³	Oui	ROSAY	Bâche de reprise
Bâche de Beynes	500 m³	Oui	BEYNES	Bâche de surpression
Bâche de Mareil sur Mauldre	200 m³	Oui	MAREIL-SUR-MAULDRE	Bâche de surpression
Bâche surpression de Egremont	1300 m³	Oui	MERE	Bâche de surpression
Bâche de Milon-la-Chapelle	200 m³	Oui	MILON-LA-CHAPELLE	Bâche de surpression
Bâche du Bout des Clos 1000 m³	1000 m³	Oui	MAUREPAS	Réservoir semi enterré
Bâche du Bout des Clos 3000 m³	3000 m³	Oui	MAUREPAS	Réservoir semi enterré
Bâches des Bineaux - Flacourt	400 m³	Oui	MAUREPAS	Réservoir semi enterré

Les installations de surpression

Désignation	Commune	Année de mise en service	Débit nominal	Télesurveillance	Groupe électrogène
Accélérateur de Bazainville	BAZAINVILLE	1995	90 m³/h	Oui	Non
Surpression en ligne de Goupillières	GOUPILLIERES	1993	9 m³/h	Oui	Non
Surpression en ligne des Mesnuls	LES MESNULS	1994	70 m³/h	Oui	Non
Reprise du réservoir de Marcq Saint Santin	MARCQ	-	-	Oui	Non
Surpression en ligne de Marcq	MARCQ	1998	72 m³/h	Oui	Non
Accélérateur de Saint Martin des Champs	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	1995	200 m³/h	Oui	Non
Surpression en ligne de Thoiry	THOIRY	1998	12 m³/h	Oui	Non

LE RESEAU

Le réseau se constitue d'équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant, soit de façon gravitaire ou sous pression, l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage etc.) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué d'équipements hydrauliques, de conduites de transport appelés feeders et de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Acier	0	35,99
Acier	100	14901,66
Acier	125	9123,47
Acier	150	3120,8
Acier	200	2004,54
Acier	250	8284,44
Acier	300	25,87
Acier	350	5735,85
Acier	40	786,23
Acier	400	46,1
Acier	50	336,92
Acier	60	21236,31
Acier	600	8,65
Acier	65	1902,71
Acier	80	27949,03
Amiante ciment	100	7215,43
Amiante ciment	125	903,79
Amiante ciment	150	7894,13
Amiante ciment	200	939,93

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Amiante ciment	300	282,05
Amiante ciment	400	1585,1
Amiante ciment	60	4324,03
Amiante ciment	80	6244,53
Béton	300	44,26
Fonte	0	43,95
Fonte	100	54034,03
Fonte	110	4486,03
Fonte	125	24281,26
Fonte	150	188413,62
Fonte	160	2143,62
Fonte	200	28258,52
Fonte	25	8,68
Fonte	250	43041,11
Fonte	300	37315,3
Fonte	350	22,53
Fonte	40	1616,67
Fonte	400	27532,57
Fonte	50	122,4
Fonte	500	26245,92
Fonte	60	25348,67
Fonte	600	18440,12
Fonte	63	0,49
Fonte	70	5434,76
Fonte	80	21070,27
Fonte	90	2700,3
Inconnu	0	5863,2
Inconnu	100	966,87
Inconnu	110	45,52
Inconnu	125	18
Inconnu	150	755,06
Inconnu	350	25,09
Inconnu	50	136,35
Inconnu	60	5,28
Plomb	40	45,35
Polyéthylène	0	77,27
Polyéthylène	110	485,71
Polyéthylène	125	1503,04
Polyéthylène	160	1388,42
Polyéthylène	180	1104,24
Polyéthylène	25	9,08
Polyéthylène	32	78

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Polyéthylène	40	196,99
Polyéthylène	50	7102,46
Polyéthylène	63	9542,84
Polyéthylène	75	393,37
Polyéthylène	90	1224,87
Pvc	110	109732,03
Pvc	125	2800,47
Pvc	140	3296,1
Pvc	150	29,89
Pvc	160	7844,35
Pvc	20	6,3
Pvc	200	942,19
Pvc	32	134,13
Pvc	40	2786,59
Pvc	50	7234,29
Pvc	60	115
Pvc	63	107777,45
Pvc	75	1781,31
Pvc	90	50119,59
Total		961 059,34

Le linéaire de canalisations par commune

Commune	Linéaire
Andelu	3 647,51
Auteuil	8 823,55
Autouillet	9 096,65
Bazainville	23 310,79
Bazoches-sur-Guyonne	15 568,04
Béhoust	7 418,19
Beynes	61 634,61
Boinvilliers	5 170,47
Boissy-sans-Avoir	7 929,15
Élancourt	52 541,12
Flexanville	8 137,19
Galluis	10 556,65
Gambais	43 527,39
Gambaiseuil	2 863,61
Garancières	20 541,83
Goupillières	10 000,72
Grosrouvre	22 119,51
Hargeville*	8,72
Jouars-Pontchartrain	46 488,19
La Queue-les-Yvelines	22 079,86
Le Mesnil-Saint-Denis	42 073,75
Le Perray-en-Yvelines	46 543,97
Le Tremblay-sur-Mauldre	9 729,55

Les Essarts-le-Roi	49 533,66
Les Mesnuls	15 604,94
Lévis-Saint-Nom	21 190,17
Magny-les-Hameaux	52 576,01
Marcq	10 552,47
Mareil-le-Guyon	6 769,37
Mareil-sur-Mauldre	17 979,20
Maulette	14 972,63
Maurepas*	1 745,63
Méré	27 872,27
Millemont	3 435,51
Milon-la-Chapelle	6 356,32
Montainville	12 476,49
Montfort-l'Amaury	24 933,84
Neauphle-le-Vieux	16 672,64
Orgerus	29 406,71
Osmoy	6 144,79
Prunay-le-Temple	4 211,33
Richebourg	14 737,93
Rosay	11 519,77
Saint-Forget	9 896,05
Saint-Germain-de-la-Grange	11 569,57
Saint-Lambert	9 563,34
Saint-Martin-des-Champs	10 903,39
Saint-Rémy-l'Honoré	26 392,04
Saulx-Marchais	4 646,97
Septeuil*	2 193,22
Tacoignières	9 353,37
Thoiry	14 772,16
Vicq	9 437,96
Vieille-Église-en-Yvelines	9 050,38
Villiers-le-Mahieu	11 236,45
Villiers-Saint-Frédéric*	3 541,73
TOTAL	961 059,34

* : ces communes ne sont pas adhérentes au SIRYAE. Il s'agit des linéaires des conduites de transport du syndicat présentes sur la commune.

Les équipements de réseau

Type équipement	Nombre
Compteurs et débitmètres	158
Vanne / Robinet	6085
Régulateur / Réducteur	54
Ventouse	228
Vidange / Purge	2096

LES COMPTEURS

Diamètre Age	<=15mm	20mm	25mm	30mm	40mm	50mm	>50mm	Total
1	1770	33	0	1	0	0	0	1804
2	1439	101	0	33	9	0	5	1587
3	1174	0	0	0	23	0	6	1203
4	1790	436	0	62	18	0	2	2308
5	2970	305	0	25	22	5	3	3330
6	2741	220	0	19	16	0	3	2999
7	2416	337	0	48	0	0	0	2801
8	2864	68	0	5	26	0	4	2967
9	3233	59	0	13	75	0	18	3398
10	2577	30	0	12	103	0	3	2725
11	803	14	0	7	2	0	3	829
12	914	45	0	10	1	0	11	981
13	790	30	0	5	6	1	3	835
14	2774	204	0	39	119	0	6	3142
15	3150	431	0	18	20	0	5	3624
16	875	132	0	25	32	3	23	1090
17	705	747	0	13	32	1	8	1506
18	429	87	0	12	28	0	1	557
19	314	112	0	4	15	2	0	447
20	78	16	0	23	13	1	5	136
21	66	42	0	5	31	1	4	149
22	128	32	0	10	17	6	3	196
>22	705	249	2	84	64	15	16	1135
Total	34705	3730	2	473	672	35	132	39749



7 LE SERVICE AUX USAGERS

Leur satisfaction au cœur de nos préoccupations

LA GESTION CLIENTELE

Les branchements par commune :

Le Branchement : Il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution privé d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau et un compteur.

Le Compteur : C'est un équipement intégré au branchement qui permet de mesurer le volume d'eau consommé par le branchement.

Commune	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution n/n-1
ANDELU	211	212	215	215	226	5,12%
AUTEUIL	397	400	410	413	417	1%
AUTOUILLET	273	277	286	287	288	0,35%
BAZAINVILLE	609	612	615	630	641	1,75%
BAZOUCHES-SUR-GUYONNE	341	347	347	349	353	1,15%
BEHOUST	223	229	232	233	236	1,29%
BEYNES	2 639	2 669	2 690	2 704	2 714	0,37%
BOINVILLIERS	135	140	140	137	142	3,65%
BOISSY-SANS-AVOIR	263	270	276	279	281	0,72%
ELANCOURT	3 379	3 482	3 484	3 477	3 515	1,09%
FLEXANVILLE	258	264	271	272	275	1,10%
GALLUIS	548	552	558	561	571	1,78%
GAMBAIS	1 130	1 151	1 173	1 186	1 199	1,10%
GAMBAISEUIL	35	35	33	33	33	0%
GARANCIERES	1 058	1 067	1 088	1 094	1 113	1,74%
GOUPILLIERES	241	251	262	264	265	0,38%
GROSROUVRE	495	498	505	511	519	1,57%
JOUARS-PONTCHARTRAIN	2 261	2 271	2 346	2 362	2 413	2,16%
LA QUEUE-LES-YVELINES	975	1 032	1 034	1 043	1 078	3,36%
LE MESNIL-SAINT-DENIS	2 473	2 572	2 644	2 622	2 637	0,57%
LE PERRAY-EN-YVELINES	2 610	2 624	2 622	2 629	2 642	0,49%
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE	388	389	403	412	420	1,94%
LES ESSARTS-LE-ROI	2 474	2 496	2 505	2 501	2 528	1,08%
LES MESNULS	439	443	448	447	453	1,34%
LEVIS-SAINT-NOM	743	747	748	751	757	0,80%
MAGNY-LES-HAMEAUX	2 819	2 843	2 927	2 926	2 966	1,37%
MARCQ	349	347	354	356	357	0,28%
MAREIL-LE-GUYON	188	189	185	187	196	4,81%
MAREIL-SUR-MAULDRE	706	707	705	736	757	2,85%
MAULETTE	456	457	490	523	529	1,15%
MERE	820	832	835	844	886	5%
MILLEMONT	124	123	124	124	125	0,81%
MILON-LA-CHAPELLE	109	110	110	110	110	0%
MONTAINVILLE	263	266	271	272	276	1,47%

MONTFORT-L'AMAURY	1 148	1 161	1 153	1 166	1 225	5,06%
NEAUPHLE-LE-VIEUX	374	375	378	374	380	1,60%
ORGERUS	1 157	1 167	1 168	1 165	1 188	2%
OSMOY	170	171	173	192	198	3,13%
PRUNAY-LE-TEMPLE	160	160	172	171	173	1,17%
RICHEBOURG	508	515	517	520	531	2,12%
ROSAY	190	191	194	196	204	4,08%
SAINT-FORGET	228	228	235	236	238	0,85%
SAINT-GERMAIN-DE-LA-GRANGE	652	655	655	656	660	0,61%
SAINT-LAMBERT	163	164	165	167	171	2,40%
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	152	152	162	164	163	-0,61%
SAINT-REMY-L'HONORE	653	658	668	666	673	1,05%
SAULX-MARCHAIS	373	375	373	375	379	1,07%
TACOIGNIERES	454	509	511	515	516	0,19%
THOIRY	557	573	579	581	586	0,86%
VICQ	166	171	169	169	171	1,18%
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	350	355	364	367	374	1,91%
VILLIERS-LE-MAHIEU	324	327	344	353	356	0,85%
Total	38 211	38 811	39 316	39 523	40 104	1,47%

Les volumes consommés par communes

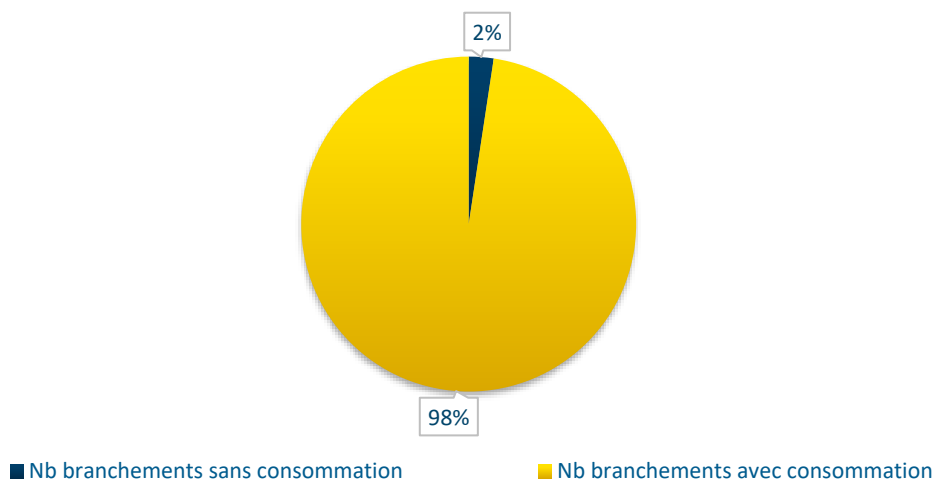
	2019	2020-2021	2022	2023	2024	Evolution
ANDELU	20 412	21 089	21 675	22 360	31 852	42,45%
AUTEUIL	43 493	41 084	50 643	51 374	45 325	-11,77%
AUTOUILLET	28 295	28 706	28 741	32 239	31 562	-2,10%
BAZAINVILLE	91 608	92 384	90 776	93 344	82 532	-11,58%
BAZOCHE-SUR-GUYONNE	40 952	43 520	41 687	46 019	42 557	-7,52%
BEHOUST	34 795	50 189	44 306	34 216	39 154	14,43%
BEYNES	336 129	329 487	312 842	350 493	338 367	-3,46%
BOINVILLIERS	16 552	25 797	21 170	24 789	11 558	-53,37%
BOISSY-SANS-AVOIR	26 765	27 446	27 505	29 699	29 037	-2,23%
ELANCOURT	834 922	874 932	901 271	882 016	839 561	-4,81%
FLEXANVILLE	23 695	23 685	29 064	30 011	25 259	-15,83%
GALLUIS	58 317	63 285	61 342	56 788	56 538	-0,44%
GAMBAIS	130 370	138 497	134 109	133 017	128 931	-3,07%
GAMBAISEUIL	4 393	3 954	5 642	4 083	5 136	25,79%
GARANCIERES	107 780	119 614	115 994	108 285	108 133	-0,14%
GOUPILLIERES	27 754	33 027	28 116	28 233	28 352	0,42%
GROSROUVRE	65 196	76 474	71 258	74 057	81 450	10%
JOUARS-PONTCHARTRAIN	273 370	332 292	284 428	282 542	284 610	0,73%
LA QUEUE-LES-YVELINES	122 308	118 889	130 797	142 695	142 412	-0,20%
LE MESNIL-SAINT-DENIS	318 839	326 948	322 832	293 764	236 323	-19,55%
LE PERRAY-EN-YVELINES	325 472	341 711	320 105	322 429	303 460	-5,88%
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE	54 549	60 727	32 194	47 807	47 786	0%
LES ESSARTS-LE-ROI	316 374	316 190	327 811	348 983	309 180	-11,41%
LES MESNULS	60 787	62 531	57 487	57 704	72 310	25,31%
LEVIS-SAINT-NOM	82 957	85 191	82 492	91 046	86 844	-4,62%
MAGNY-LES-HAMEAUX	427 545	462 917	431 633	576 723	437 264	-24,18%
MARCQ	33 937	38 889	37 211	42 276	34 920	-17,40%

MAREIL-LE-GUYON	24 768	26 726	17 741	20 913	22 502	7,60%
MAREIL-SUR-MAULDRE	83 660	87 890	82 617	101 245	89 706	-11,40%
MAULETTE	54 578	62 417	60 451	59 674	55 550	-6,91%
MERE	108 063	108 301	101 244	104 186	106 172	1,91%
MILLEMONT	12 109	13 706	12 388	10 651	12 449	16,88%
MILON-LA-CHAPELLE	18 308	20 051	20 287	18 332	16 383	-10,63%
MONTAINVILLE	25 771	30 229	28 164	30 686	33 295	8,50%
MONTFORT-L'AMAURY	205 114	216 658	193 357	190 064	203 936	7,30%
NEAUPHLE-LE-VIEUX	42 711	44 476	40 493	42 542	38 187	-10,24%
ORGERUS	125 511	125 206	136 162	118 200	122 383	3,54%
OSMOY	19 737	19 707	19 465	16 417	20 680	26%
PRUNAY-LE-TEMPLE	15 885	17 976	16 310	17 492	15 855	-9,36%
RICHEBOURG	87 639	92 787	84 165	85 108	79 018	-7,16%
ROSAY	32 649	22 060	23 996	22 941	21 732	-5,27%
SAINT-FORGET	26 088	30 652	24 897	27 481	26 679	-2,92%
SAINT-GERMAIN-DE-LA-GRANGE	70 423	70 096	69 291	65 292	65 342	0,08%
SAINT-LAMBERT	30 492	31 446	27 077	29 473	26 525	-10%
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	14 522	20 578	17 057	16 138	14 971	-7,23%
SAINT-REMY-L'HONORE	89 546	90 894	87 821	84 901	80 341	-5,37%
SAULX-MARCHAIS	38 449	39 509	38 686	38 579	40 294	4,45%
TACOIGNIERES	55 942	41 812	46 693	64 667	47 776	-26,12%
THOIRY	69 662	66 547	64 588	88 604	80 940	-8,65%
VICQ	19 804	23 491	21 108	22 369	16 736	-25,18%
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	47 437	52 470	53 711	49 745	54 023	8,60%
VILLIERS-LE-MAHIEU	43 512	44 787	42 785	48 678	44 300	-8,99%
Total	5 269 943	5 539 927	5 343 687	5 581 372	5 216 188	-6,54%

Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG)

Commune	Nb branchements sans consommation	Nb branchements avec consommation
ANDELU	8	218
AUTEUIL	12	405
AUTOUILLET	6	282
BAZAINVILLE	29	612
BAZOUCHES-SUR-GUYONNE	28	325
BEHOUST	3	233
BEYNES	85	2629
BOINVILLIERS	6	136
BOISSY-SANS-AVOIR	14	267
ELANCOURT	156	3359
LES ESSARTS-LE-ROI	69	2459
FLEXANVILLE	10	265
GALLUIS	27	544
GAMBAIS	33	1166
GAMBAISEUIL	0	33
GARANCIERES	44	1069
GOUPILLIERES	19	246
GROSROUVRE	25	494

JOUARS-PONTCHARTRAIN	99	2314
LEVIS-SAINT-NOM	28	729
MAGNY-LES-HAMEAUX	89	2877
MARCQ	9	348
MAREIL-LE-GUYON	18	178
MAREIL-SUR-MAULDRE	29	728
MAULETTE	27	502
MERE	64	822
LE MESNIL-SAINT-DENIS	73	2564
LES MESNULS	14	439
MILLEMONT	2	123
MILON-LA-CHAPELLE	5	105
MONTAINVILLE	14	262
MONTFORT-L'AMAURY	43	1182
NEAUPHLE-LE-VIEUX	23	357
ORGERUS	41	1147
OSMOY	6	192
LE PERRAY-EN-YVELINES	84	2558
PRUNAY-LE-TEMPLE	11	162
LA QUEUE-LES-YVELINES	41	1037
RICHEBOURG	22	509
ROSAY	11	193
SAINT-FORGET	5	233
SAINT-GERMAIN-DE-LA-GRANGE	19	641
SAINT-LAMBERT	5	166
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	8	155
SAINT-REMY-L'HONORE	30	643
SAULX-MARCHAIS	8	371
TACOIGNIERES	19	497
THOIRY	25	561
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE	25	395
VICQ	9	162
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	15	359
VILLIERS-LE-MAHIEU	18	338
Total	1513	38591



Les consommations par tranche

Les branchements par tranche

Nombre de branchements		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2024	Dont < 200 m ³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m ³ /an (tranche 2)	Dont > 6000 m ³ /an (tranche 3)	Communaux
ANDELU	226	207	14	1	4
AUTEUIL	417	376	33	0	8
AUTOUILLET	288	263	19	0	6
BAZAINVILLE	641	589	42	0	10
BAZOUCHES-SUR-GUYONNE	353	309	39	0	5
BEHOUST	236	211	19	1	5
BEYNES	2 714	2 452	224	1	37
BOINVILLIERS	142	134	5	0	3
BOISSY-SANS-AVOIR	281	255	19	0	7
ELANCOURT	3 515	3 156	288	21	50
FLEXANVILLE	275	255	17	0	3
GALLUIS	571	518	42	0	11
GAMBAIS	1 199	1 108	77	0	14
GAMBAISEUIL	33	24	7	0	2
GARANCIERES	1 113	1 033	64	0	16
GOUPILLIERES	265	232	28	0	5
GROSROUVRE	519	420	92	0	7
JOUARS-PONTCHARTRAIN	2 413	2 249	135	1	28
LA QUEUE-LES-YVELINES	1 078	987	75	0	16
LE MESNIL-SAINT-DENIS	2 637	2 498	115	1	23
LE PERRAY-EN-YVELINES	2 642	2 447	160	0	35
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE	420	375	34	0	11
LES ESSARTS-LE-ROI	2 528	2 307	198	2	21
LES MESNULS	453	398	45	1	9
LEVIS-SAINT-NOM	757	693	56	0	8
MAGNY-LES-HAMEAUX	2 966	2 697	222	6	41

MARCQ	357	327	25	0	5
MAREIL-LE-GUYON	196	179	14	0	3
MAREIL-SUR-MAULDRE	757	697	50	0	10
MAULETTE	529	470	47	0	12
MERE	886	785	89	1	11
MILLEMONT	125	112	10	0	3
MILON-LA-CHAPELLE	110	91	19	0	0
MONTAINVILLE	276	234	37	0	5
MONTFORT-L'AMAURY	1 225	1 050	140	1	34
NEAUPHLE-LE-VIEUX	380	345	31	0	4
ORGERUS	1 188	1 119	54	1	14
OSMOY	198	182	13	0	3
PRUNAY-LE-TEMPLE	173	162	8	0	3
RICHEBOURG	531	489	29	2	11
ROSAY	204	185	15	0	4
SAINT-FORGET	238	208	24	0	6
SAINT-GERMAIN-DE-LA-GRANGE	660	611	40	0	9
SAINT-LAMBERT	171	136	30	0	5
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	163	152	10	0	1
SAINT-REMY-L'HONORE	673	605	54	0	14
SAULX-MARCHAIS	379	348	27	0	4
TACOIGNIERES	516	483	29	0	4
THOIRY	586	523	46	0	17
VICQ	171	154	13	0	4
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	374	347	20	0	7
VILLIERS-LE-MAHIEU	356	330	16	0	10
Repartition (%)	-	91,06	7,38	0,10	1,47
Total	40 104	36 517	2 959	40	588

Les volumes consommés comptabilisés par tranche

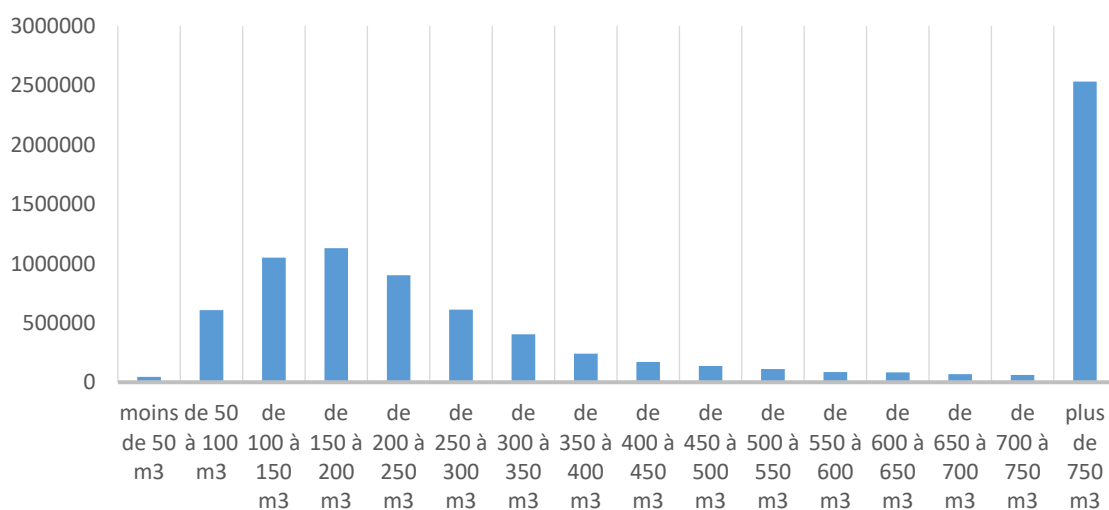
Volumes consommés comptabilisés		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2024	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
ANDELU	31 067	16 723	4 097	9 459	788
AUTEUIL	44 207	30 714	12 731	0	762
AUTOUILLET	30 784	23 817	6 591	0	376
BAZAINVILLE	80 497	48 090	19 939	0	12 468
BAZOCHES-SUR-GUYONNE	41 508	25 726	15 535	0	247
BEHOUST	38 189	17 566	10 918	9 144	561
BEYNES	330 024	193 978	117 711	6 853	11 482
BOINVILLIERS	11 273	9 431	1 651	0	191
BOISSY-SANS-AVOIR	28 321	18 895	8 809	0	617
ELANCOURT	818 861	236 704	276 653	264 419	41 085
FLEXANVILLE	24 636	20 154	4 371	0	111
GALLUIS	55 144	39 842	14 771	0	531
GAMBAIS	125 752	90 171	33 837	0	1 744
GAMBAISEUIL	5 009	1 658	3 344	0	7
GARANCIERES	105 467	75 738	26 497	0	3 232
GOUPILLIERES	27 653	18 135	9 137	0	381
GROSROUVRE	79 442	35 035	42 814	0	1 593

JOUARS-PONTCHARTRAIN	277 592	169 153	56 342	7 429	44 668
LA QUEUE-LES-YVELINES	138 900	72 512	54 263	0	12 125
LE MESNIL-SAINT-DENIS	230 496	145 327	62 892	6 091	16 186
LE PERRAY-EN-YVELINES	295 977	187 013	99 582	0	9 382
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE	46 608	26 746	18 897	0	965
LES ESSARTS-LE-ROI	301 556	171 882	107 481	14 369	7 824
LES MESNULS	70 527	30 845	22 610	16 113	959
LEVIS-SAINT-NOM	84 703	51 949	31 870	0	884
MAGNY-LES-HAMEAUX	426 482	203 378	159 206	45 800	18 098
MARCQ	34 059	24 279	9 363	0	417
MAREIL-LE-GUYON	21 947	12 967	8 942	0	38
MAREIL-SUR-MAULDRE	87 494	58 168	28 113	0	1 213
MAULETTE	54 180	29 447	23 804	0	929
MERE	103 554	58 135	34 840	8 743	1 836
MILLEMONT	12 142	8 133	3 431	0	578
MILON-LA-CHAPELLE	15 979	7 528	8 451	0	0
MONTAINVILLE	32 474	18 017	14 020	0	437
MONTFORT-L'AMAURY	198 907	75 375	77 401	11 862	34 269
NEAUPHLE-LE-VIEUX	37 245	23 898	12 661	0	686
ORGERUS	119 365	79 783	26 395	11 540	1 647
OSMOY	20 170	12 251	7 697	0	222
PRUNAY-LE-TEMPLE	15 464	12 197	3 186	0	81
RICHEBOURG	77 070	38 097	16 585	21 018	1 370
ROSAY	21 196	11 914	8 720	0	562
SAINT-FORGET	26 021	16 311	9 525	0	185
SAINT-GERMAIN-DE-LA-GRANGE	63 731	48 395	14 307	0	1 029
SAINT-LAMBERT	25 871	11 631	13 782	0	458
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	14 602	10 841	3 642	0	119
SAINT-REMY-L'HONORE	78 360	51 165	25 000	0	2 195
SAULX-MARCHAIS	39 300	28 477	10 233	0	590
TACOIGNIERES	46 598	38 005	7 990	0	603
THOIRY	78 944	38 870	24 270	0	15 804
VICQ	16 323	12 407	3 706	0	210
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	52 691	24 844	13 538	0	14 309
VILLIERS-LE-MAHIEU	59 890	26 053	5 641	16 682	11 514
Total de la collectivité	5 104 252	2 738 370	1 637 792	449 522	278 568
Consommation moyenne par TYPE de branchement	127,28	68,28	40,84	11,21	6,95

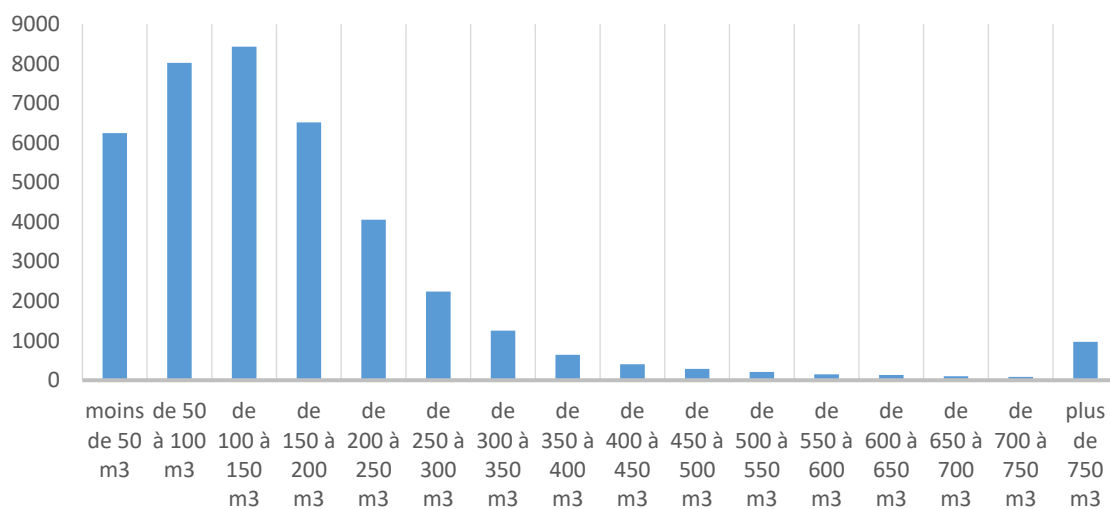
Spectre des consommations

Tranche	Volumes Consommés comptabilisés par tranche en m ³	Nombre de branchements
moins de 50 m ³	302968	12386
de 50 à 100 m ³	1024091	13885
de 100 à 150 m ³	937195	7752
de 150 à 200 m ³	492479	2894
de 200 à 250 m ³	238199	1080
de 250 à 300 m ³	132392	487
de 300 à 350 m ³	87580	271
de 350 à 400 m ³	77426	207
de 400 à 450 m ³	66452	157
de 450 à 500 m ³	50937	107
de 500 à 550 m ³	46546	89
de 550 à 600 m ³	44051	77
de 600 à 650 m ³	37548	60
de 650 à 700 m ³	25494	38
de 700 à 750 m ³	26024	36
plus de 750 m ³	1498188	578

Répartition des consommations par tranche



Répartition du nombre de branchement par tranche



LA FACTURE 120 M³

Vos Contacts :

Accueil : 20 ROUTE DU PETIT CLOS
78490 GALLUIS
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

Téléphone : 01 30 41 96 00
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 01 77 78 80 09

SPECIMEN
01 Janvier 2025

Courrier : TSA 51161
92894 NANTERRE CEDEX 09

Référence à rappeler

19

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

NOM DU CLIENT

Distribution de l'eau :

SIRYAE

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m³.

Abonnement TTC	15,83 €	
Consommation TTC	287,85 €	soit 0,0024 €/Litre
Total facture TTC	303,68 €	
	303,68 €	

SAUR : SAS au capital de 101529000 € RCS Nanterre 339379984 Siège Social 11 Chemin de Bretagne 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28339379984-NAF 3600
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification et le cas échéant d'un droit de suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site Internet sera conservée.

A NE PAS PAYER

SPECIMEN

A NE PAS PAYER

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre					
ELANCOURT	J14HA156867N	015 mm				120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						120	

SPECIMEN		FACTURE N° Simulation	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Distribution de l'eau		230,60 € HT 243,29 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part SAUR		Année 2025					15,00	5,50
Consommation part Syndicale		Année 2025		120	0,4180	50,16		5,50
Consommation part SAUR		Année 2025		120	1,2787	153,44		5,50
Préservation des ressources en eau (Agence de l'Eau)		Année 2025		120	0,1000	12,00		5,50

			Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Organismes publics		57,24 € HT 60,39 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Consommation part Performance EP - Seine-Normandie		Année 2025		120	0,0170	2,04		5,50
Consommation part Consommation EP - Seine-Normandie		Année 2025		120	0,4600	55,20		5,50

Total Facture	303,68 € TTC
----------------------	---------------------

HT soumis à TVA : 287,84 €
TVA sur les débits : 15,84 €

ABONNEMENT

Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION

Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

ORGANISMES PUBLICS

Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.

La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

Vos Contacts :

Accueil : 20 ROUTE DU PETIT CLOS
78490 GALLUIS
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

Téléphone : 01 77 78 80 01
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 01 77 78 80 09 (prix d'un appel local)

SPECIMEN
01 Janvier 2024

Référence à rappeler

Courrier : TSA 51161
92894 NANTERRE CEDEX 09

19

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

NOM DU CLIENT

Distribution de l'eau :

SIRYAE

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

Abonnement TTC	13,68 €	
Consommation TTC	273,59 €	soit 0,0023 €/Litre
Total facture TTC	287,27 €	
	287,27 €	

SAUR SAS au capital de 101529000 € RCS Nanterre 339379984 Siège Social 11 Chemin de Bretagne 92130 ISSY LES MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28339379984-NAF 3600
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et le cas échéant d'un droit de rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site internet sera conservée.

A NE PAS PAYER

SPECIMEN

A NE PAS PAYER

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre					
ELANCOURT	J14HA156867N	015 mm				120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						120	

SPECIMEN		FACTURE N° Simulation	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Distribution de l'eau		221,78 € HT 233,97 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part SAUR	07-2023 / 06-2024						12,97	5,50
Consommation part Syndicale	07-2023 / 06-2024			120	0,3700	44,40		5,50
Consommation part SAUR	07-2023 / 06-2024			120	1,2701	152,41		5,50
Préservation des ressources en eau (Agence de l'Eau)	07-2023 / 06-2024			120	0,1000	12,00		5,50

		Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Organismes publics		m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Voies Navigables de France	07-2023 / 06-2024		120	0,0010	0,12		5,50
Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	07-2023 / 06-2024		120	0,4200	50,40		5,50

Total Facture	287,27 € TTC
----------------------	---------------------

HT soumis à TVA : 272,30 €
TVA sur les débits : 14,97 €

ABONNEMENT

Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION

Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

ORGANISMES PUBLICS

Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.

La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU ET FACTURES 120 M³

Date : 26/07/2025

SAUR **Partenaire : SIRYAE**
Référence contrat : 780200/01

Produit : Eau Potable	Type de contrat : Affermage	Type d'encaissement : Société
10SAbonnement part SAUR		
Prix (HT) à compter du 01/01/2025 Devise : Euro		
Redevance : Abonnement part SAUR Date d'actualisation : 16/12/2024		

CRITERES TARIFAIRES
Diamètre compteur sur rubrique : ("Coaxiaux 1""1/2","Coaxiaux 2""",012 mm,015 mm,020 mm,025 mm),(030 mm,040 mm,050 mm,060 mm,060/065 mm,065 mm,065 mm surbridé,080 mm,080 mm surbridé,100 mm,100 mm surbridé,100-20 mm,100-25 mm,100-30 mm,100-40 mm,125 mm,150 mm,150-40 mm,160 mm,...)

Diamètre compteur sur rubrique "Coaxiaux 1""1/2","Coaxiaux 2""",012 mm,015 mm,020 mm,025 mm

n.r.= non assujetti à la redevance

Critère	Tranches							
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	15,00							

Diamètre compteur sur rubrique 030 mm,040 mm,050 mm,060 mm,060/065 mm,065 mm,065 mm surbridé,080 mm,080 mm surbridé,100 mm,100 mm surbridé,100-20 mm,100-25 mm,100-30 mm,100-40 mm,125 mm,150 mm,150-40 mm,160 mm,200 mm,250 mm,300 mm,400 mm,40-15 mm,40-20 mm,500 mm,50-15 mm,50-20 mm,...

n.r.= non assujetti à la redevance

Critère	Tranches							
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	75,00							

Page 1/2

Date : 26/07/2025

SAUR **Partenaire : SIRYAE**
Référence contrat : 780200/01

Produit : Eau Potable	Type de contrat : Affermage	Type d'encaissement : Société
10SConsommation part SAUR		
Prix (HT) à compter du 01/01/2025 Devise : Euro		
Redevance : Consommation part SAUR Date d'actualisation : 16/12/2024		

CRITERES TARIFAIRES

n.r.= non assujetti à la redevance

Critère	Tranches							
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	1,2787							

Page 2/2



8 BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE

Un regard sur notre activité

LES VOLUMES D'EAU

Bilan des besoins et ressources, performances hydrauliques du réseau

Libellé de la station	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
les Bîmes	2 949 173	3 117 458	2 997 893	3 010 352	3 152 894	3 326 765	2 885 857	3 110 006	3 269 513	3 335 418	2,57%
Rosay 1 + Rosay 2	1 479 026	1 019 967	976 825	923 482	1 070 405	1 003 846	1 078 455	988 999	1 030 645	1 128 706	9,51%
Total	3 881 043	4 137 425	3 974 718	3 933 834	4 223 299	4 330 611	3 964 313	4 099 005	4 300 158	4 482 124	4,2%

Importation

Collectivité ou fermier / installation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
DAMMARTIN > BOINVILLIERS	0	0	20 403	23 320	1 723	5 567	2 229	1	0	0	0%
RAMBOUILLET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
SIAEP JOUARS > ELANCOURT	14 116	22 433	13 596	25 721	29 594	0	0	0	0	0	0%
SIAEP JOUARS > NEAUPHLE	0	0	0	10 800	197 186	0	0	0	0	0	0%
SIVRD	1 096 730	1 256 119	1 190 203	1 133 323	959 059	1 169 729	1 106 841	1 156 653	1 138 367	1 186 239	4,2%
SQY LA VERRIERE > LE MESNIL	174	174	10 637	0	0	994 464	1 000 562	0	0	0	0%
SUEZ ELANCOURT	931 102	955 890	913 931	938 451	876 733			941 354	859 059	898 353	4,6%
SUEZ LA CHAPELLE	476 913	347 021	484 045	506 253	675 831	749 007	1 620 003	1 042 059	1 298 035	727 598	-43,9%
SUEZ ST GERMAIN DE LA GRANDE	77 168	77 811	79 999	75 809	77 977	82 818	73 188	92 513	76 531	52 719	-31,1%
SUEZ MORSANG	22 349	18 887	50 171	26 697	32 294	21 757	17 459	14 412	21 116	17 180	-18,6%
Total	2 618 552	2 678 335	2 762 985	2 740 374	2 850 397	3 023 342	3 820 282	3 246 992	3 393 108	2 882 099	-15,06%

Exportation

Désignation destination	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
DAMMARTIN EN SERVE	3 547	868	0	0	0	0%
GPSEO Arnouville Hargeville	155 821	187 808	167 043	183 236	192 973	5,3%
GPSEO Flacourt	12 142	9 011	7 834	11 049	7 507	-32,1%
RAMBOUILLET	27 162	32 469	88 411	143 683	104 643	-27,2%
SEPTEUIL	132 993	141 821	120 135	126 929	126 304	-0,5%
SIAEP BOINVILLIERS Hameau de St- Correntin	0	0	0	0	0	0%
SIAEP FORET DE RAMBOUILLET Bourdonné	22 000	22 000	14 007	16 829	20 179	19,9%
SIVRD	220 961	252 058	251 867	227 765	335 634	47,4%
SQY LA VERRIERE	0	0	0	0	0	0%
SQY MAUREPAS	23 066	25 766	19 791	15 723	9 000	-42,8%
SUEZ AUFFARGIS	7 745	5 151	8 125	4 892	12 445	154,4%
SUEZ CRESPIERES	2 821	1 994	2 659	3 531	7 571	114,4%
SUEZ MORSANG	0	0	0	27 747	21 112	-23,9%
Total	608 258	678 946	679 872	761 394	837 368	9,98%

Bilan hydraulique

Volume mis en distribution = Volume produit + Volume importé – Volume exporté

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	3 881 043	4 137 425	3 974 718	3 933 834	4 223 299	4 330 611	3 964 313	4 099 005	4 300 158	4 482 124	4,23%
Volume importé	2 618 552	2 678 335	2 762 985	2 740 374	2 850 397	3 023 342	3 820 281	3 246 992	3 393 108	2 882 099	4,5%
Volume exporté	515 629	695 886	647 150	594 433	862 148	608 258	678 948	679 872	761 394	837 368	12,0%
Volume mis en distribution	5 983 966	6 119 874	6 090 553	6 079 775	6 211 548	6 745 695	7 105 646	6 666 125	6 931 882	6 526 855	-5,8%

Pour le calcul des indicateurs ci-dessous, les volumes utilisés sont extrapolés sur la période de relève puis ramenés sur 365j afin de se conformer au décret n°2007-675 et arrêté du 2 mai 2007 des indicateurs du maire.

LES INDICATEURS

Le Rendement IDM (Indicateur du maire)

$$\text{Rendement IDM} = \frac{\text{Volumen consommés autorisés} + \text{Volumen vendus en gros}}{\text{Volumen produits} + \text{Volumen achetés en gros}}$$

Volume consommé autorisé = Volume consommé + Volume non compté et de service

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	3 881 043	4 137 425	3 974 718	3 933 834	4 223 299	4 330 611	3 964 313	4 099 005	4 300 158	4 482 124	4,2%
Volume importé	2 618 552	2 678 335	2 762 985	2 740 374	2 850 397	3 023 342	3 820 281	3 246 992	3 393 121	2 882 099	4,5%
Volume exporté	515 629	695 886	647 150	594 433	862 148	608 258	678 948	679 872	761 394	837 368	12,0%
Volume consommé	4 968 146	5 127 221	5 049 044	5 041 708	5 069 971	5 398 526	5 681 327	5 343 687	5 581 372	5 216 188	-6,54%
Volume non compté et volume de service	20 415	20 585	20 699	17 960	29 800	29 702	29 702	43 251	44 004	43 919	-0,19%
volume consommé autorisé	4 988 561	5 147 806	5 069 743	5 059 668	5 099 771	5 428 228	5 711 029	5 386 938	5 625 376	5 260 107	-6,5%
Rendement hydraulique en %	84,70%	85,70%	84,85%	84,72%	84,28%	82,08%	82,08%	82,60%	83,02%	82,80%	-0,22%

Détail de l'estimation des volumes non comptés

On entend principalement par « volumes sans comptage », les volumes d'eau utilisés dans le cadre des manœuvres et essais des dispositifs de protection incendie. Ils peuvent être complétés par les eaux de lavage des voiries, d'arrosage des espaces verts, ou d'éventuelles chasses sur réseaux.

On entend par « volumes de service du réseau », l'eau utilisée lors des nettoyages de réservoirs, des purges de réseaux, et par certains appareils de mesure en ligne.

La prise en compte de ces volumes dans le calcul du rendement de réseau est conforme à la réglementation. Les estimations réalisées respectent les préconisations de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE).

Pour l'exercice 2024, les volumes pris en compte sont les suivants :

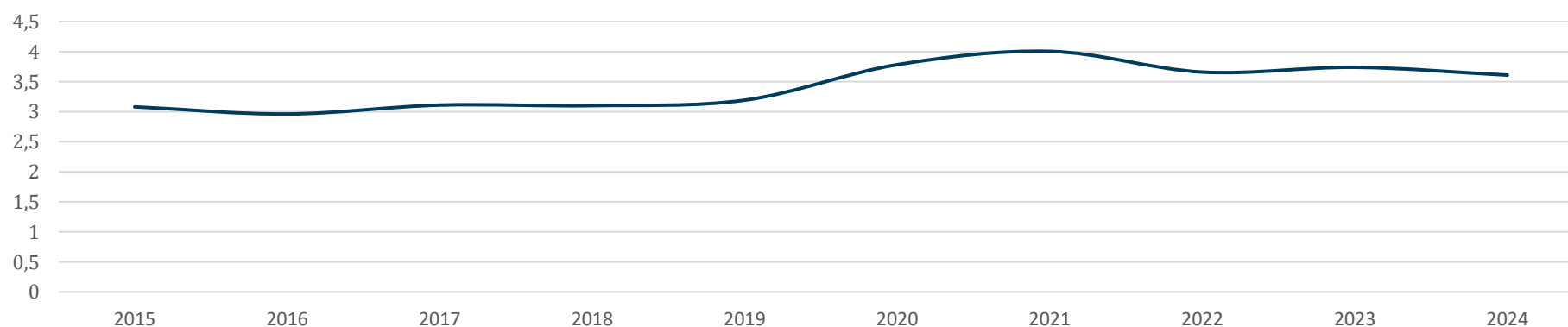
Volume utilisé par (m³)	2024
Poteaux et bouches incendie	14 670
Lavages de réservoirs	3 158
Surpresseurs	540
Analyseurs	24 600
Purges lors des réparations de fuites	871
Désinfections après travaux	0
Purges	80
Total	43 919

L'Indice Linéaire de Pertes

$$\text{Indice linéaire de pertes (ILP)} = \frac{\text{Volumes mis en distribution} - \text{Volumes consommés autorisés}}{\text{Linéaire de réseau} * 365j}$$

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	3 881 043	4 137 425	3 974 718	3 933 834	4 223 299	4 330 611	3 964 313	4 099 005	4 300 158	4 482 124	4,2%
Volume acheté en gros	2 618 552	2 678 335	2 762 985	2 740 374	2 850 397	3 023 342	3 820 281	3 246 992	3 393 121	2 882 099	-15,1%
Volume vendu en gros	515 629	695 886	647 150	594 433	862 148	608 258	678 948	679 872	761 394	837 368	10%
Volume mis en distribution	5 983 966	6 119 874	6 090 553	6 079 775	6 211 548	6 745 695	7 105 646	6 666 125	6 931 885	6 526 855	-5,8%
Volume consommé autorisé	4 988 561	5 147 806	5 069 743	5 059 668	5 099 771	5 428 228	5 711 029	5 386 938	5 625 376	5 260 107	-6,5%
Linéaire du réseau	885	899	899	901	954	954	954	956	958	961	0,2%
Indice linéaire de pertes (en m³/km/j)	3,08	2,96	3,11	3,1	3,19	3,78	4,01	3,66	3,73	3,61	-3,21%

Indice linéaire de pertes (m³/km/jour)

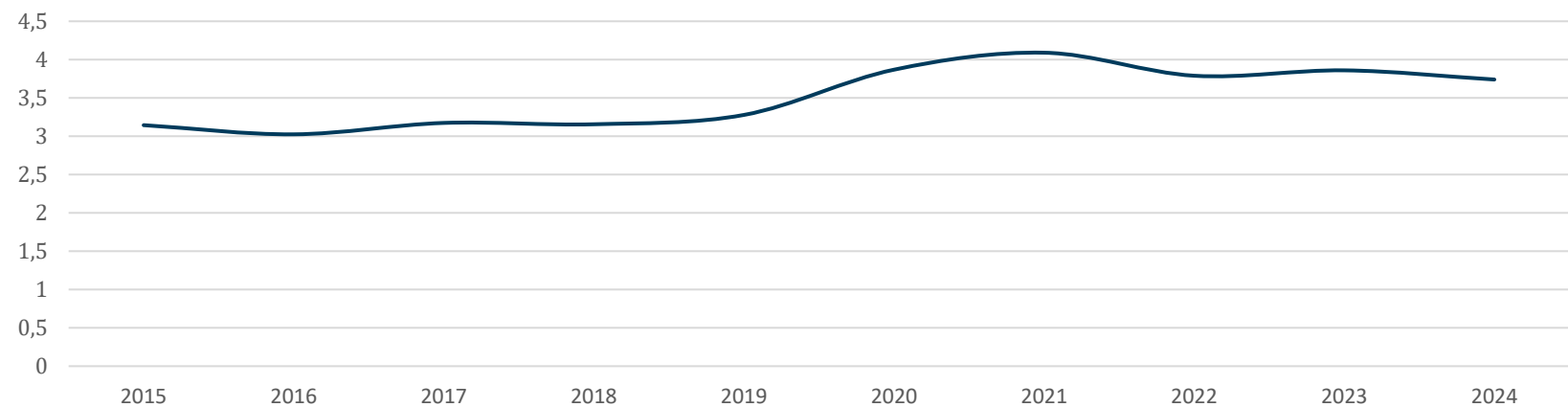


L'Indice Linéaire de Volumes Non Comptés

Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC) =
$$\frac{\text{Volumes mis en distribution} - \text{Volumes consommés}}{\text{Linéaire de réseau} \times 365j}$$

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	3 881 043	4 137 425	3 974 718	3 933 834	4 223 299	4 330 611	3 964 313	4 099 005	4 300 158	4 482 124	4,2%
Volume acheté en gros	2 618 552	2 678 335	2 762 985	2 740 374	2 850 397	3 023 342	3 820 281	3 246 992	3 393 121	2 882 099	-15,1%
Volume vendu en gros	515 629	695 886	647 150	594 433	862 148	608 258	678 948	679 872	761 394	837 368	10%
Volume mis en distribution	5 983 966	6 119 874	6 090 553	6 079 775	6 211 548	6 745 695	7 105 646	6 666 125	6 931 885	6 526 855	-5,8%
Volume consommé	4 968 146	5 127 221	5 049 044	5 041 708	5 069 972	5 398 526	5 681 327	5 343 687	5 581 372	5 216 188	-6,54%
Linéaire du réseau	885	899	899	901	954	954	954	956	958	961	0,2%
Indice linéaire de volume non compté	3,14	3,03	3,17	3,16	3,28	3,87	4,09	3,79	3,86	3,74	-3,1%

Indice linéaire de volume non compté (m³/km/jour)

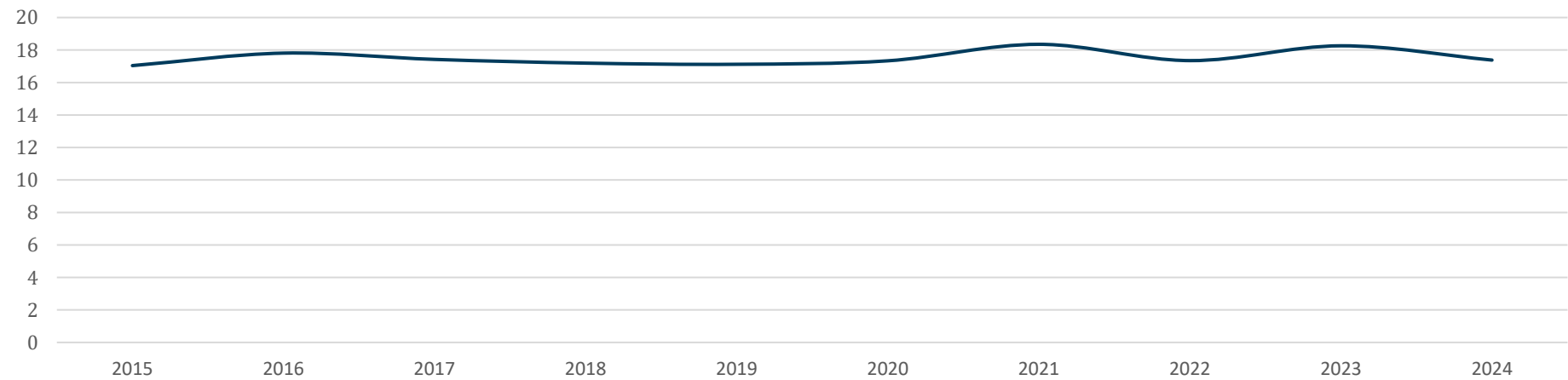


L'Indice Linéaire de Consommation

Indice linéaire de consommation (ILC) = $\frac{\text{Volumés consommés autorisés} + \text{Volumés exportés}}{\text{Linéaire de réseau} \times 365j}$

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evoluti on N/N-1
Volume produit	3 881 043	4 137 425	3 974 718	3 933 834	4 223 299	4 330 611	3 964 313	4 099 005	4 300 158	4 482 124	4,2%
Volume acheté en gros	2 618 552	2 678 335	2 762 985	2 740 374	2 850 397	3 023 342	3 820 281	3 246 992	3 393 121	2 882 099	-15,1%
Volume vendu en gros	515 629	695 886	647 150	594 433	862 148	608 258	678 948	679 872	761 394	837 368	10%
Volume mis en distribution	5 983 966	6 119 874	6 090 553	6 079 775	6 211 548	6 745 695	7 105 646	6 666 125	6 931 885	6 526 855	-5,8%
Volume consommé autorisé	4 988 561	5 147 806	5 069 743	5 059 668	5 099 772	5 428 228	5 711 029	5 386 938	5 625 376	5 260 107	-6,5%
Linéaire du réseau	885	899	899	901	954	954	954	956	958	961	0,2%
Indice linéaire de consommation (m³/km/j)	17,04	17,81	17,42	17,19	17,12	17,34	18,35	17,39	18,26	17,38	-4,8%

Indice linéaire de consommation (m³/km/jour)



CONSOMMATION D'ENERGIE

Le tableau ci-après présente les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

	2020	2021	2022	2023	2024
Accélérateur de Bazainville	31 823	16 237	15 006	41 291	73 810
Analyseur de Fer de Cressay	1 317	981	1 224	3 377	903
BACHE de Beynes - La Couperie	530	440	528	528	530
BACHE de Mareil sur Mauldre	107	248	273	273	267
BACHE de Milon-la-Chapelle	1 185	1 024	1 480	1 093	1 365
BACHE des Bineaux route de Dammartin - Flacourt	638	789	643	643	646
BACHE du Bout des Clos - Maurepas	154	8 663	22 990	22 221	20 072
Comptage AE017 SIRYAE-Richebourg vers Vaucouleurs	804	1 117	3 519	- 2 916 *	216
Comptages VE012 et VE154 et AE013 Perray	578	510	505	494	624
Forage de Rosay Les Petits Bilheux	35 293	46 336	47 422	36 962	47 878
Forage production de Rosay	1 174 918	1 104 375	1 156 185	1 124 948	1 112 066
PRODUCTION DES BIMES	3 383 542	2 975 181	2 637 942	2 476 288	2 428 384
Réservoir de Saint Santin - Marcq	1 574	1 851	2 575	1 794	1 846
Réservoir des Essarts	875	724	589	614	990
Réservoir du Boulay	778	499	644	594	678
Réservoir et accélérateur de Saint Martin des Champs	25 186	20 993	15 006	15 511	20 666
Réservoir et chloration des Quatre Piliers	1 820	2 652	3 742	2 669	3 368
Surpression en ligne de Goupillières	3 936	3 156	3 863	3 625	4 731
Surpression en ligne de Marcq	4 118	3 190	4 028	4 028	4 042
Surpression en ligne de Thoiry	2 109	4 406	2 625	2 800	2 547
Surpression en ligne des Mesnuls	5 311	4 075	4 542	4 720	4 662
Surpression et bache de Egremont	545	442	476	1 421	671
Vanne motorisée de Magny les Hameaux Croix Du Bois	191	173	175	175	175
Vannes motorisées Sectorisation de Vicq	690	749	737	786	687
Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	2 035	2 251	2 277	2 447	1 973
Total	4 680 057	4 201 062	3 928 996	3 746 386	3 733 797

* : remboursement suite à une relève d'index de la part du fournisseur d'énergie

A man with glasses and a white lab coat is focused on writing in a form on a laboratory bench. He is holding a pen in his right hand. The background shows a window with a view of greenery and some laboratory equipment, including a large beige cabinet and a small electronic device with a screen and buttons. The overall scene is brightly lit, suggesting a clean and professional environment.

9 LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

La qualité de l'eau, notre priorité

L'EAU BRUTE

Synthèse des analyses sur l'eau brute

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)
Bactériologique	4	2
Physico-chimique	4	24
Nombre total d'échantillons	4	24

Des contrôles sont réalisés sur l'ensemble des forages dans le cadre du pilotage des stations, des contrôles sanitaires (ARS) et de la surveillance SAUR selon les méthodes normalisées.

L'EAU TRAITEE

Synthèse des analyses sur l'eau traitée

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	9	9	100	0	0	0
Physico-chimique	9	9	100	0	0	0
Nombre total d'échantillons	9	9	100	0	0	0

L'EAU POINT DE MISE EN DISTRIBUTION

Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	18	18	100	3	3	100
Physico-chimique	18	18	100	21	20	95
Nombre total d'échantillons	18	18	100	21	20	95

Détail des non conformités sur l'eau point de mise en distribution

Paramètres	Origine de l'analyse	Date	Localisation de la non-conformité	Unités	Limite de qualité	Valeur	Commentaire
Chlorothalonil-R471811	SAUR	18/04/24	PRODUCTION DES BIMES	µg/l	0,1	0,22	Sortie les Bîmes - STATION LES BISMES

Nota : Depuis le 29 avril 2024 (avis de l'ANSES), le Chlorothalonil-R471811 est passé paramètre non pertinent et sa valeur limite de qualité est à 0,9 µg/l.

L'EAU DISTRIBUEE

Synthèse des analyses sur l'eau distribuée

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	291	291	100	2	2	100
Physico-chimique	312	312	100	8	8	100
Nombre total d'échantillons	312	312	100	8	8	100

Commentaire sur l'eau distribuée

L'eau distribuée en 2024 est de bonne qualité :

Synthèse :

- Turbidité : valeur moyenne à 0,04 NFU pour une référence de qualité fixée à 2 NFU.
- Bactériologie : 100% de conformité.
- Pesticides : la présence de pesticides de la famille des atrazines est observée sur la ressource à des concentrations assez faibles (valeurs inférieures à 0,04 µg/L pour une limite de qualité fixée à 0,10 µg/L).
- Nitrates : concentration moyenne en légère hausse avec 40,19 mg/L pour une limite de qualité fixée à 50 mg/L.

Par ailleurs, dans le cadre de l'autocontrôle nous continuons à suivre les substances émergentes, la concentration en ions perchlorates dans l'eau distribuée moyenne obtenue en 2017 est de 4µg/L.

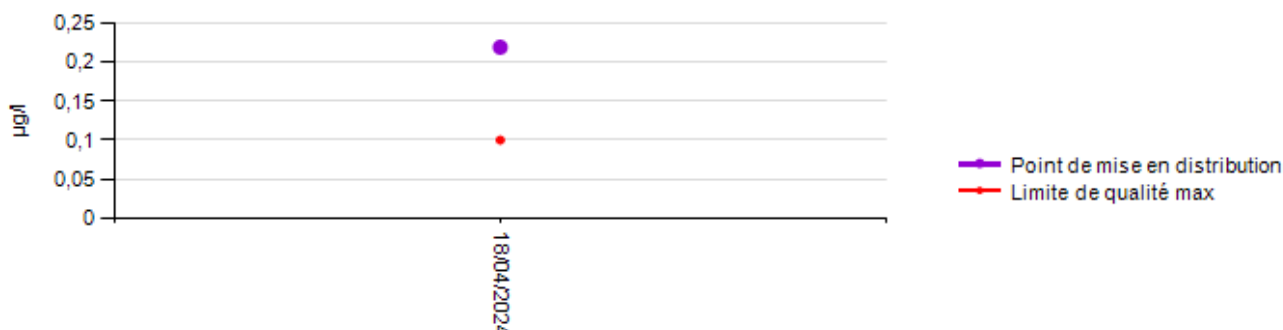
Rappel : Le seuil de restriction de consommation pour les nourrissons de moins de 6 mois est fixé à 4 µg/L.

L'eau mise au point de distribution est de bonne qualité tant au niveau bactériologique qu'au niveau physico-chimique pour l'année 2024.

Aucune non-conformité n'a été observé cette année sur le réseau.

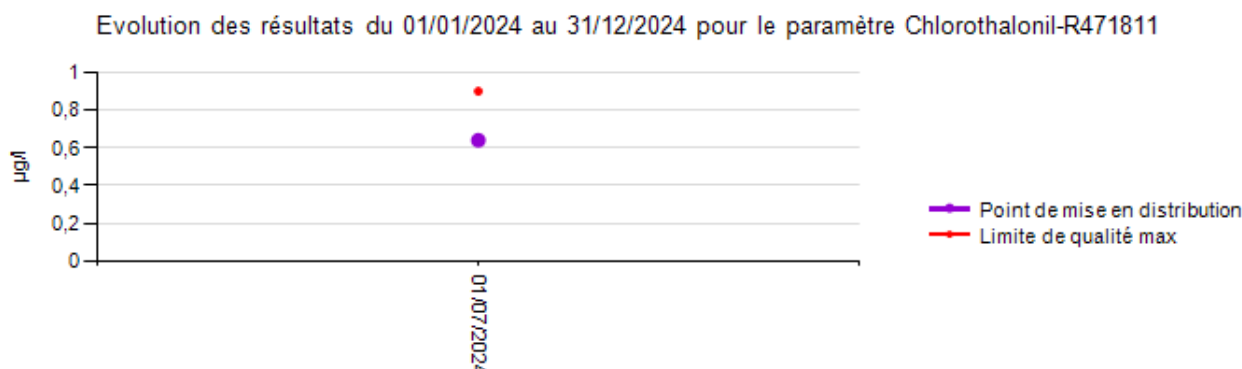
- **Production des Bîmes :**

Evolution des résultats du 01/01/2024 au 31/12/2024 pour le paramètre Chlorothalonil-R471811



Nota : Depuis le 29 avril 2024 (avis de l'ANSES), le Chlorothalonil-R471811 est passé paramètre non pertinent et sa valeur limite de qualité est à 0,9 µg/l.

- **Forage production de Rosay :**

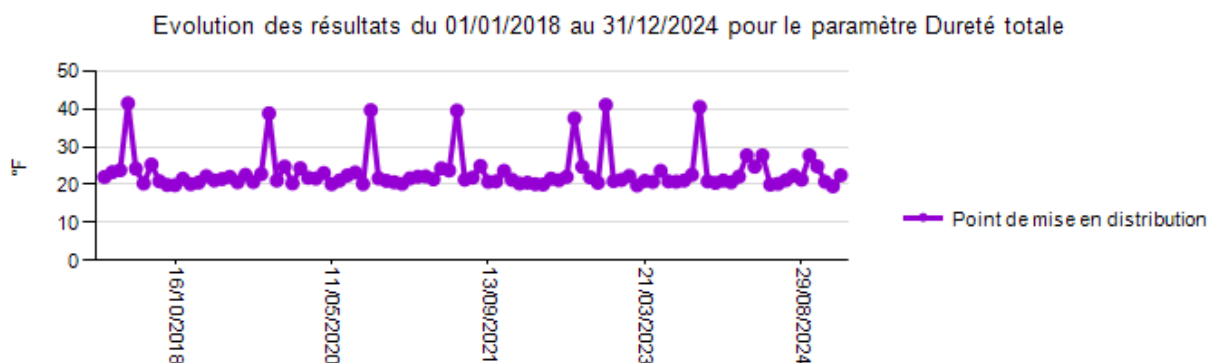


Le Chlorothalonil est un fongicide qui a été utilisé en France depuis les années 70 sur de nombreuses grandes cultures : la vigne, le blé-orge, le pois, la betterave, le tournesol, la pomme de terre, l'avoine, seigle, triticale, gazon, cultures de pleins champs type ail, oignon, melon... 39 préparations commerciales en contenant ont obtenu une autorisation de mise sur le marché. Il a été interdit à la vente en France en 2019 avec une fin d'utilisation en mai 2020. Ses produits de dégradation sont très persistants et sont aujourd'hui recherchés dans tous les captages de la région car considéré comme « métabolite pertinent ».

Pour l'instant, ce métabolite est encore à l'étude, nous n'en connaissons pas la toxicité pour l'être humain. Ces analyses sont donc réalisées à but informatif plutôt que pour alarmer.

Suivi des paramètres spécifiques du contrat

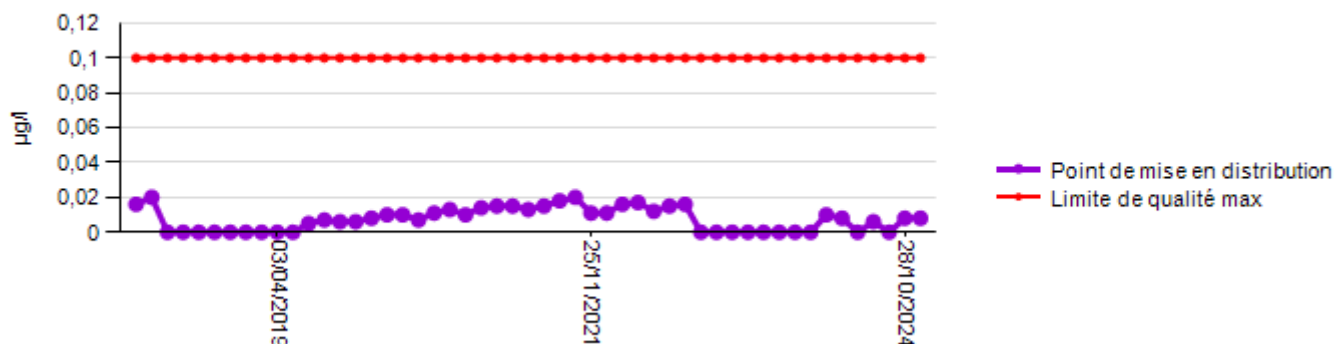
Depuis la mise en service des trois usines de décarbonation en 2018 sur les différentes ressources alimentant le syndicat, la dureté moyenne de l'eau distribuée est passée de 39°F à 19,5°F (les valeurs élevées sur les points de mise en distribution, en sortie d'usine, correspondent à des arrêts ponctuels du traitement pour entretien, sur le réseau de distribution, maintien des valeurs inférieures à 25°F) avec une valeur moyenne de 23°F.



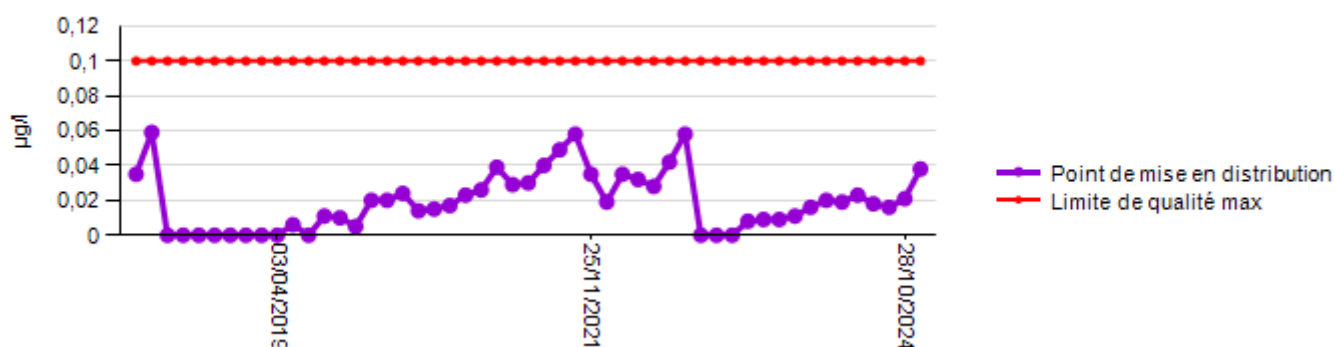
Suivi des Pesticides

Usine des Bîmes en sortie

Evolution des résultats du 01/01/2018 au 31/12/2024 pour le paramètre Atrazine

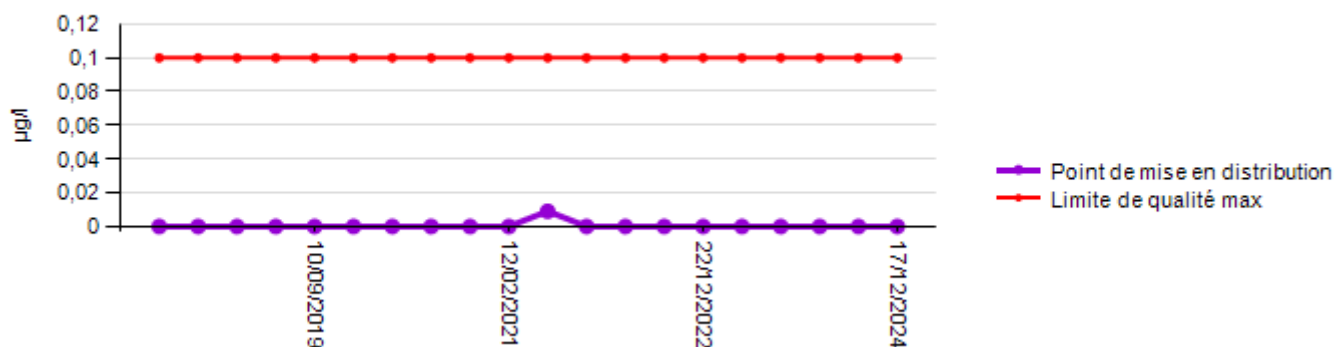


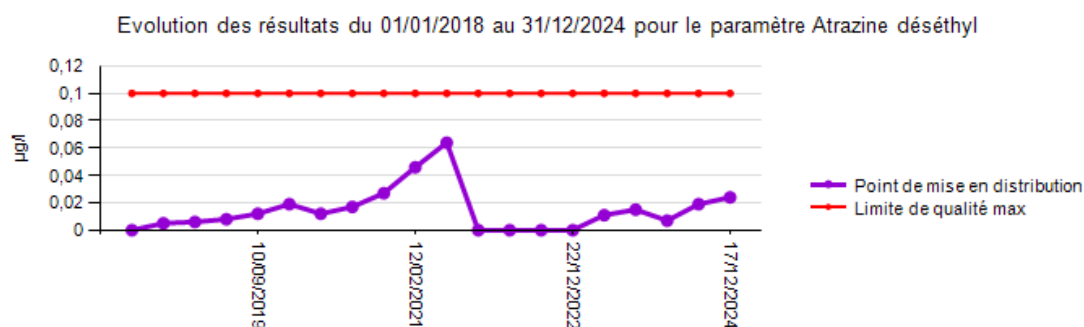
Evolution des résultats du 01/01/2018 au 31/12/2024 pour le paramètre Atrazine déséthyl



Usine de Rosay en sortie

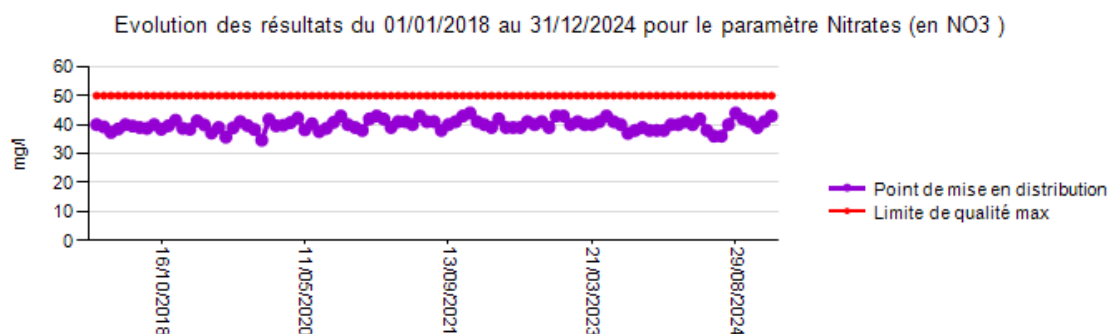
Evolution des résultats du 01/01/2018 au 31/12/2024 pour le paramètre Atrazine



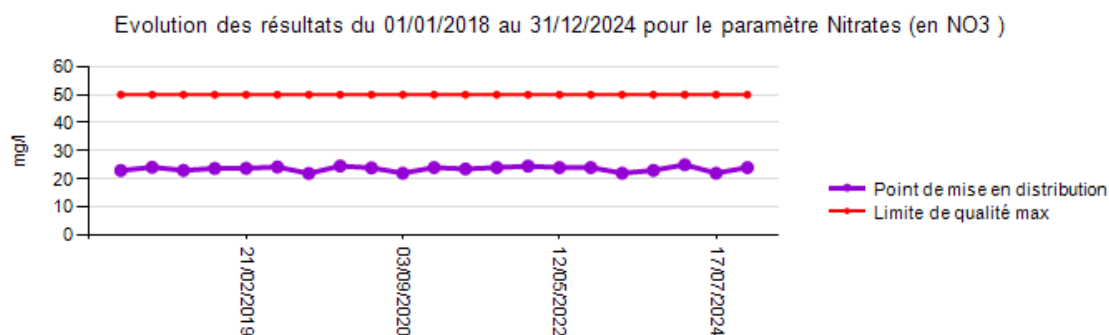


Suivi des Nitrates

Usine des Bîmes



Usine de Rosay



SYNTHESE

→ **Bactériologie**

100% de conformité bactériologique mesurée l'année dernière.

→ **Pesticides**

Les traitements par charbon actif des usines des Bîmes et de Rosay sont efficaces et permettent la distribution d'eau conforme aux exigences de qualité. Deux filtres des Bîmes sur les quatre ont été renouvelés en janvier 2025.

→ **Nitrates**

La teneur moyenne en nitrates en sortie de Rosay est de 23,6 mg/L ; en sortie des Bîmes, elle est de 39,9 mg/l, la norme étant fixée à 50 mg/l.

→ **Dureté**

La dureté moyenne de l'eau sur le réseau de distribution est passée à 23,2°F en moyenne sur l'année 2024.

→ **Chlorothalonil**

Dépassements observés sur la station de décarbonatation des Bîmes, ce métabolite a été jugé pertinent en 2024. Cependant, deux des quatre filtres au charbon actif de la station ont été renouvelés en janvier 2025, et les deux autres sont prévus dans le courant de l'année 2025. Le suivi de cette molécule continuera en 2025.

Les mesures réalisées sur d'autres communes du syndicat sont toutes conformes.



10 LES INTERVENTIONS REALISEES

Préserver et moderniser votre patrimoine

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Les nettoyages de réservoirs

Commune	Ouvrage	Date de lavage
BEYNES	Bâche de Beynes	09/10/24
LES ESSARTS LE ROI	Réservoir des Essarts	11/03/24
LES ESSARTS LE ROI	Réservoir des Essarts	11/03/24
MAREIL SUR MAULDRE	Bâche eau traitée production des Bîmes	08/10/24
MERE	Bâche surpression de Egremont	07/10/24
MILON LA CHAPELLE	BACHE de Milon-la-Chapelle	10/07/24
ROSAY	Bâche eau traitée production de Rosay	02/10/24
ST MARTIN DES CHAMPS	Réservoir de Saint Martin des Champs	04/10/24

Les recherches de fuites (1^{ère} rue indiquée puis poursuite sur les rues adjacentes)

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)	Nombre de fuites
ANDELU	02/09/24	Route de Jumeauville 78770 Andelu France	1	1
AUTEUIL	08/02/24	Chemin aux Boeufs 78770 Auteuil France	100	0
AUTEUIL	08/02/24	Rue des Tilleuls 78770 Auteuil France	100	0
AUTOUILLET	04/07/24	Rue Saint Santin 78770 Autouillet France	108	0
BAZAINVILLE	08/03/24	Avenue de Paris 78550 Bazainville France	100	1
BAZAINVILLE	12/03/24	Avenue de Paris 78550 Bazainville France	1	0
BAZAINVILLE	28/08/24	Route de la Sablière 78550 Bazainville France	1	1
BAZAINVILLE	03/12/24	Chemin du Franc Moreau 78550 Bazainville France	2000	0
BEHOUST	12/02/24	Rue du Moutier 78910 BEHOUST France	100	0
BEYNES	19/03/24	Avenue de Grignon 78650 Beynes France	100	0
BEYNES	09/04/24	Avenue de la Gare 78650 Beynes France	100	0
BEYNES	16/04/24	Rue du Pont-Barat 78650 Beynes France	50	0
BEYNES	17/04/24	Rue de la République 78650 BEYNES France	100	0
BEYNES	06/06/24	Rue de Lifosse 78650 Beynes France	100	1
BEYNES	13/06/24	Avenue de Crespieres 78650 Beynes France	50	1
BEYNES	22/07/24	Rue des Peupliers 78650 Beynes France	0	0
BEYNES	12/09/24	Avenue de Crespieres 78650 Beynes France	50	0
BEYNES	26/09/24	Rue de la Tuilerie 78650 Beynes France	50	0
BEYNES	31/10/24	Rue de la République 78650 Beynes France	50	1
BEYNES	12/11/24	Rue des Paquerettes 78650 Beynes France	50	1
ELANCOURT	26/01/24	Place de l'Eglise 78990 ELANCOURT France	108	0
ELANCOURT	02/02/24	Rue de Charnay 78990 Élan court France	30	1
ELANCOURT	07/02/24	Rue de Charnay 78990 Élan court France	1	1
ELANCOURT	13/03/24	Chemin des Vignes 78990 Élan court France	90	1
ELANCOURT	10/04/24	Avenue Paul Cézanne 78990 Élan court France	0	0
ELANCOURT	14/05/24	Route de Trappes 78990 Élan court France	50	1
ELANCOURT	17/05/24	Route de Montfort 78990 Élan court France	0	0
ELANCOURT	04/06/24	Allée Guy Boniface 78990 Élan court France	0	0
ELANCOURT	13/06/24	Avenue Paul Cézanne 78990 Élan court France	100	1

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)	Nombre de fuites
ELANCOURT	28/08/24	Place de Molay 78990 Élancourt France	50	0
ELANCOURT	30/09/24	Route de Montfort 78990 Élancourt France	1	1
GALLUIS	16/07/24	Rue des Bois 78490 Galluis France	1000	0
GALLUIS	22/07/24	Avenue du Lieutel 78490 Galluis France	500	0
GAMBAIS	19/02/24	Rue des Vieilles Tuileries 78950 Gambais France	100	1
GAMBAIS	20/02/24	Chemin de Raconis 78950 Gambais France	108	1
GAMBAIS	03/04/24	Rue des Vieilles Tuileries 78950 Gambais France	100	0
GAMBAIS	16/07/24	Rue des Vieilles Tuileries 78950 Gambais France	0	0
GAMBAISEUIL	18/06/24	Route de Gambais 78490 Gambaiseuil France	0	0
GARANCIERES	22/02/24	Route du Boissard 78890 Garancières France	100	1
GARANCIERES	07/03/24	Route du Boissard 78890 Garancières France	100	1
GARANCIERES	28/03/24	Rue Louis Bellan 78890 Garancières France	50	1
GOUPILLIERES	08/02/24	Rue de la Vallée Penaut 78770 Goupillières France	100	2
GROSROUVRE	02/04/24	Route de la Troche 78490 Grosrouvre France	100	0
HARGEVILLE	14/08/24	Route de Thoiry 78790 Hargeville France	1	0
JOUARS PONTCHARTRAIN	07/02/24	Route de Paris 78760 Jouars-Pontchartrain France	100	0
JOUARS PONTCHARTRAIN	12/02/24	Route du Pontel 78760 Jouars-Pontchartrain France	100	0
JOUARS PONTCHARTRAIN	23/02/24	Route de Paris 78760 Jouars-Pontchartrain France	0	0
JOUARS PONTCHARTRAIN	19/12/24	Rue des Artisans 78760 Jouars-Pontchartrain France	50	0
LA QUEUE LES YVELINES	07/02/24	Rue Nationale 78940 La Queue-les-Yvelines France	100	1
LA QUEUE LES YVELINES	24/07/24	Rue de la Grande Vallée 78940 La Queue-les-Yvelines France	100	0
LA QUEUE LES YVELINES	24/07/24	Rue Nationale 78940 La Queue-les-Yvelines France	50	0
LA QUEUE LES YVELINES	27/09/24	Rue Nationale 78940 La Queue-les-Yvelines France	90	1
LE MESNIL ST DENIS	15/02/24	Rue Raymond Berrurier 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France	100	0
LE MESNIL ST DENIS	27/08/24	Rue de Versailles 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France	50	1
LE MESNIL ST DENIS	23/09/24	Rue des Taillandiers 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France	50	1
LE PERRAY EN YVELINES	15/02/24	Rue des Chenes 78610 Le Perray-en-Yvelines France	30	0
LE PERRAY EN YVELINES	11/03/24	Rue des Séquoïas 78610 Le Perray-en-Yvelines France	0	0
LE PERRAY EN YVELINES	09/07/24	Rue de Parfond 78610 Le Perray-en-Yvelines France	100	0
LE PERRAY EN YVELINES	26/11/24	Rue du Moulin 78610 Le Perray-en-Yvelines France	50	0
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	12/12/24	Grande Rue 78490 Le Tremblay-sur-Mauldre France	50	1
LES ESSARTS LE ROI	11/01/24	Rue de l'Île de France 78690 Les Essarts-le-Roi France	100	1

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)	Nombre de fuites
LES ESSARTS LE ROI	14/03/24	Rue des Myosotis 78690 Les Essarts-le-Roi France	2	1
LES ESSARTS LE ROI	06/06/24	Route Nationale 10 78690 Les Essarts-le-Roi France	50	1
LES ESSARTS LE ROI	05/11/24	Rue du Plateau 78690 Les Essarts-le-Roi France	50	1
LES MESNULS	05/11/24	Route de Mantes 78490 Les Mesnuls France	90	1
MAGNY LES HAMEAUX	15/02/24	Allée Maurice Ravel 78114 Magny-les-Hameaux France	50	2
MAGNY LES HAMEAUX	21/08/24	Route des Granges de Port-Royal 78114 Magny-les-Hameaux France	50	1
MAREIL SUR MAULDRE	23/02/24	Rue de la Cavee 78124 Mareil-sur-Mauldre France	0	0
MAREIL SUR MAULDRE	13/03/24	Rue Maurice Cayen 78124 Mareil-sur-Mauldre France	2000	0
MAREIL SUR MAULDRE	12/11/24	Rue Noblet Gandon 78124 Mareil-sur-Mauldre France	50	0
MERE	18/06/24	Allée du Manège 78490 Méré France	100	1
MILON LA CHAPELLE	09/04/24	Route de Chevreuse 78470 Milon-la-Chapelle France	50	0
MONTFORT L AMAURY	24/01/24	Rue Amaury 78490 Montfort-l'Amaury France	100	0
MONTFORT L AMAURY	29/11/24	Place Robert Brault 78490 Montfort-l'Amaury France	0	0
NEAUPHLE LE VIEUX	24/04/24	Hameau de Cressay 78640 NEAUPHLE-LE-VIEUX France	50	1
NEAUPHLE LE VIEUX	15/07/24	Impasse des Coquelicots 78640 Neauphle-le-Vieux France	1	0
NEAUPHLE LE VIEUX	12/10/24	Rue de l'Ardilliere 78640 Neauphle-le-Vieux France	50	1
ORGERUS	05/02/24	Impasse des Vignes 78910 Orgerus France	100	1
ORGERUS	12/03/24	Rue du Poirier d'Argent 78910 Orgerus France	100	0
ORGERUS	03/04/24	Rue Legendre 78910 Orgerus France	1	1
ORGERUS	21/05/24	Rue du Stade Marcel Cuaz 78910 Orgerus France	3000	0
ORGERUS	27/05/24	Rue de la Paix 78910 Orgerus France	50	0
OSMOY	11/07/24	Chemin de l'Abreuvoir 78910 Osmoy France	0	0
OSMOY	13/08/24	Chemin du Bottier 78910 Osmoy France	10	2
OSMOY	25/11/24	Chemin du Pré Clos 78910 Osmoy France	90	1
RICHEBOURG	05/03/24	Rue des Sablons 78550 Richebourg France	0	0
SAULX MARCHAIS	26/03/24	Rue du Rouet 78650 Saulx-Marchais France	100	0
SAULX MARCHAIS	19/12/24	Rue de la Tuilerie 78650 Saulx-Marchais France	50	0
ST FORGET	03/04/24	Rue des Grands Prés 78720 Saint-Forget France	20	1
ST FORGET	10/05/24	Rue des Grands Prés 78720 Saint-Forget France	1	1
ST FORGET	10/12/24	Ferme de la Grande Maison 78720 Saint-Forget France	50	1
ST MARTIN DES CHAMPS	31/01/24	Chemin de la Ferme d'Elleville 78790 Saint-Martin-des-Champs France	150	0
TACOIGNIERES	18/06/24	Grande Rue 78910 Tacoignières France	50	0
TACOIGNIERES	31/07/24	Grande Rue 78910 Tacoignières France	0	0
VICQ	13/03/24	Rue d'Auteuil 78490 Vicq France	300	1

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)	Nombre de fuites
VICQ	25/06/24	Rue du Radet 78490 Vicq France	1	0
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	05/08/24	Route d'Auffargis 78125 Vieille-Église-en-Yvelines France	100	1
VILLIERS LE MAHIEU	19/02/24	Rue du Centre 78770 Villiers-le-Mahieu France	200	0
VILLIERS LE MAHIEU	14/05/24	Rue de Boulaincourt 78770 Villiers-le-Mahieu France	1	1

Synthèse des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
BAZAINVILLE	10
BAZOUCHES SUR GUYONNE	1
BEHOUST	2
BEYNES	6
BOINVILLIERS	2
DAMMARTIN EN SERVE	1
ELANCOURT	10
FLEXANVILLE	1
GALLUIS	5
GAMBAIS	6
GAMBAISEUIL	1
GARANCIERES	7
GOUPILLIERES	3
GROSROUVRE	4
JOUARS PONTCHARTRAIN	3
LA QUEUE LES YVELINES	2
LE MESNIL ST DENIS	6
LE PERRAY EN YVELINES	2
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	2
LES ESSARTS LE ROI	10
LES MESNULS	7
LEVIS ST NOM	5
MAGNY LES HAMEAUX	4
MARCQ	1
MAREIL SUR MAULDRE	3
MAULETTE	1
MILLEMONT	1
MILON LA CHAPELLE	2
NEAUPHLE LE VIEUX	1
ORGERUS	3
OSMOY	1
PRUNAY LE TEMPLE	1
RICHEBOURG	4
ROSAY	1
SAULX MARCHAIS	1
ST FORGET	1
ST GERMAIN DE LA GRANGE	1
ST REMY L HONORE	3
TACOIGNIERES	2
THOIRY	4
VICQ	2

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	1
VILLIERS LE MAHIEU	4
Total	138

Détails des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nature	Diamètre	Date	Adresse
BAZAINVILLE	Acier	80	22/01/24	Chemin du Franc Moreau 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Acier	80	02/02/24	Avenue de Paris 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Acier	80	11/03/24	Avenue de Paris 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Pvc	110	03/05/24	Impasse du Boeuf Couronné 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Acier	80	11/07/24	Chemin du Franc Moreau 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Acier	80	20/08/24	Avenue de Paris 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Acier	80	29/08/24	Avenue de Paris 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Acier	60	01/09/24	Route de la Sablière 78550 Bazainville France
BAZAINVILLE	Acier	200	12/12/24	Route d'Orgerus 78550 Bazainville France
BAZOUCHES SUR GUYONNE	Fonte	100	02/06/24	Chemin des Bruyeres 78490 Bazoches-sur-Guyonne France
BEHOUST	Pvc	110	30/01/24	Route de Saint Hilaire 78910 Béhoust France
BEYNES	Fonte	80	31/05/24	Rue de la Tuilerie 78650 Beynes France
BEYNES	Pvc	110	23/07/24	Rue des Peupliers 78650 Beynes France
BEYNES	Fonte	150	09/08/24	Avenue Charles de Gaulle 78650 Beynes France
BEYNES	Fonte	250	22/08/24	Rue de Lifosse 78650 Beynes France
BEYNES	Fonte	80	06/09/24	Rue de la Tuilerie 78650 Beynes France
BEYNES	Pvc	110	01/10/24	Rue du Blanc Soleil 78650 Beynes France
BOINVILLIERS	Fonte	60	14/02/24	Ruelle de la Paix 78200 Boinvilliers France
BOINVILLIERS	Polyéthylène	63	29/07/24	Allée des Bois 78200 Boinvilliers France
DAMMARTIN EN SERVE	Amiante ciment	150	28/10/24	Rue de Flacourt 78111 Dammartin-en-Serve France
ELANCOURT	Pvc	110	13/03/24	Chemin des Vignes 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Fonte	150	20/03/24	Rue de l'Eglise 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Pvc	63	16/04/24	Hameau du Bois 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Fonte	150	17/04/24	Route de la Muette 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Pvc	63	13/05/24	Rue des Mésanges 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Fonte	150	13/05/24	Route de la Muette 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Pvc	110	16/05/24	Clos du Mauldre 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Pvc	110	17/06/24	Place Jean de la Fontaine 78990 Élanecourt France
ELANCOURT	Fonte	150	24/09/24	Route de la Muette 78990 Élanecourt France
FLEXANVILLE	Fonte	100	06/08/24	Rue de Goupillières 78910 Flexanville France
GALLUIS	Pvc	110	10/02/24	Rue des Chevreffeilles 78490 Galluis France
GALLUIS	Fonte	60	26/03/24	Rue des Prés de la Ville 78490 Galluis France
GALLUIS	Fonte	80	24/05/24	Rue des Bois 78490 Galluis France
GALLUIS	Fonte	70	17/10/24	Rue de la Tuilerie 78490 Galluis France
GAMBAIS	Pvc	110	20/02/24	Chemin de Raconis 78950 Gambais France
GAMBAIS	Pvc	110	22/03/24	Route de Saint Come 78950 Gambais France
GAMBAIS	Pvc	63	09/07/24	Rue des Hauts Champs 78950 Gambais France
GAMBAIS	Pvc	110	14/08/24	7 Route d'Olivet 78950 Gambais France
GAMBAIS	Pvc	110	13/11/24	9 Route d'Olivet 78950 Gambais France

Commune	Nature	Diamètre	Date	Adresse
GAMBAIS	Fonte	150	18/12/24	Route de Saint Côte 78950 Gambais France
GAMBAISEUIL	Pvc	63	30/12/24	Place de l'Eglise Gambaiseuil 78490 Gambaiseuil France
GARANCIERES	Fonte	80	11/01/24	Rue du Pre Beranger 78890 Garancières France
GARANCIERES	Fonte	150	29/01/24	Route de Villiers le Mahieu 78890 Garancières France
GARANCIERES	Fonte	150	29/01/24	La Vieille Vigne 78890 Garancières France
GARANCIERES	Fonte	150	25/03/24	La Vieille Vigne 78890 Garancières France
GARANCIERES	Fonte	150	08/09/24	Route de Villiers le Mahieu 78890 Garancières France
GARANCIERES	Fonte	125	20/11/24	Route du Boissard 78890 Garancières France
GOUPILLIERES	Acier	125	08/02/24	Rue de la Vallee Penaut 78770 Goupillières France
GOUPILLIERES	Acier	60	14/08/24	Grande Rue 78770 Goupillières France
GROSROUVRE	Fonte	100	08/03/24	Route de la Troche 78490 Grosrouvre France
GROSROUVRE	Pvc	63	24/06/24	Route de la Petite Noué 78490 Grosrouvre France
GROSROUVRE	Fonte	80	12/09/24	Route de la Troche 78490 Grosrouvre France
GROSROUVRE	Fonte	60	19/12/24	Route des Haizettes 78490 Grosrouvre France
JOUARS PONTCHARTRAIN	Fonte	500	27/11/24	Route des Mousseaux 78760 Jouars-Pontchartrain France
JOUARS PONTCHARTRAIN	Pvc	63	27/12/24	Square Arthur Rimbaud 78760 Jouars-Pontchartrain France
LA QUEUE LES YVELINES	Fonte	100	11/09/24	Rue Nationale 78940 La Queue-les-Yvelines France
LA QUEUE LES YVELINES	Fonte	150	17/09/24	Rue Christian Lazard 78940 La Queue-les-Yvelines France
LE MESNIL ST DENIS	Fonte	150	06/02/24	Rue Gassendi 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	Fonte	200	29/04/24	Avenue Habert de Montmort 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	Amiante ciment	100	08/07/24	Rue de la Chabourne 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	Fonte	150	19/08/24	Avenue de Port Royal des Champs 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	Fonte	150	12/09/24	Rue de Versailles 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	Fonte	150	12/09/24	Rue de Versailles 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE PERRAY EN YVELINES	Acier	100	29/07/24	Rue de Paris 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	Acier	100	15/11/24	Avenue de la Gare 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	Fonte	100	23/05/24	Le Chateau Bertin 78490 Le Tremblay-sur-Mauldre France
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	Fonte	150	12/12/24	Grande Rue 78490 Le Tremblay-sur-Mauldre France
LES ESSARTS LE ROI	Fonte	150	12/01/24	Rue de l'Ile de France 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Fonte	250	08/02/24	Rue de l'Artoire 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Pvc	63	18/03/24	Rue des Lilas 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Acier	125	02/07/24	Route de Saint-rémy 78690 Les Essarts-le-Roi France

Commune	Nature	Diamètre	Date	Adresse
LES ESSARTS LE ROI	Pvc	90	16/08/24	Rue des Bouleaux 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Pvc	110	09/09/24	Residence Parc des Essarts 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Acier	100	13/09/24	Route de Dampierre 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Amiante ciment	60	19/11/24	Rue du Plateau 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Pvc	110	09/12/24	Residence Parc des Essarts 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES MESNULS	Fonte	125	19/01/24	Rue Neuve 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	Fonte	80	23/01/24	Rue des Essarts 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	Pvc	63	23/04/24	Rue des Champs 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	Fonte	100	31/05/24	Rue du Coteau 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	Pvc	110	11/06/24	Rue du Coteau 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	Pvc	110	26/06/24	Rue du Coteau 78490 Les Mesnuls France
LEVIS ST NOM	Amiante ciment	60	03/04/24	Route de Girouard 78320 Lévis-Saint-Nom France
LEVIS ST NOM	Amiante ciment	150	07/06/24	Rue de la Porte Dorée 78320 Lévis-Saint-Nom France
LEVIS ST NOM	Amiante ciment	150	08/06/24	Rue de la Porte Dorée 78320 Lévis-Saint-Nom France
LEVIS ST NOM	Amiante ciment	60	28/06/24	Route de Girouard 78320 Lévis-Saint-Nom France
LEVIS ST NOM	Pvc	110	29/10/24	Rue des Chataigniers 78320 Lévis-Saint-Nom France
MAGNY LES HAMEAUX	Pvc	63	26/02/24	Allée Maurice Ravel 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	Fonte	150	29/05/24	Route de Versailles 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	Pvc	110	18/07/24	Rue Louis de Marly 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	Fonte	150	02/08/24	Route de Versailles 78114 Magny-les-Hameaux France
MARCQ	Fonte	60	01/02/24	Rue des Chataigniers 78770 Marcq France
MAREIL SUR MAULDRE	Fonte	80	13/02/24	Rue de la Cavee 78124 Mareil-sur-Mauldre France
MAREIL SUR MAULDRE	Pvc	110	15/12/24	Rue du Pain Perdu 78124 Mareil-sur-Mauldre France
MAREIL SUR MAULDRE	Acier	150	31/12/24	Rue Degly-maillot 78124 Mareil-sur-Mauldre France
MAULETTE	Pvc	63	27/12/24	Rue de l'Opton 78550 Maulette France
MILLEMONT	Acier	60	12/02/24	Rue Georges Bejot 78940 Millemont France
MILON LA CHAPELLE	Pvc	63	25/07/24	Route de la Madeleine 78470 Milon-la-Chapelle France
MILON LA CHAPELLE	Acier	100	06/10/24	Route du Buisson 78470 Milon-la-Chapelle France
NEAUPHLE LE VIEUX	Acier	60	02/05/24	Rue des Petits Champs 78640 Neauphle-le-Vieux France
ORGERUS	Fonte	80	19/01/24	Rue des Agneaux 78910 Orgerus France
ORGERUS	Fonte	80	05/02/24	Impasse des Vignes 78910 Orgerus France
ORGERUS	Fonte	150	16/09/24	Rue de la Mare Montigny 78910 Orgerus France
OSMOY	Fonte	80	26/11/24	Chemin de l'Abreuvoir 78910 Osmoy France
PRUNAY LE TEMPLE	Fonte	125	26/09/24	Route de la Clairiere 78910 Prunay-le-Temple France

Commune	Nature	Diamètre	Date	Adresse
RICHEBOURG	Pvc	63	05/03/24	Rue des Sablons 78550 Richebourg France
RICHEBOURG	Fonte	150	11/07/24	Rue de la Croix de Saulx 78550 Richebourg France
RICHEBOURG	Pvc	63	25/10/24	Le Four à Chaux 78550 Richebourg France
RICHEBOURG	Acier	60	29/10/24	Le Four à Chaux 78550 Richebourg France
ROSAY	Fonte	150	14/06/24	Rue de la Vaucouleurs 78790 Rosay France
SAULX MARCHAIS	Acier	80	20/09/24	Rue de la Tuilerie 78650 Saulx-Marchais France
ST FORGET	Pvc	125	10/12/24	Ferme de la Grande Maison 78720 Saint-Forget France
ST GERMAIN DE LA GRANGE	Polyéthylène	160	04/12/24	Rue de la Vallée Yart 78640 Saint-Germain-de-la-Grange France
ST REMY L HONORE	Pvc	110	25/06/24	Rue du Moulin 78690 Saint-Rémy-l'Honoré France
ST REMY L HONORE	Pvc	110	17/08/24	Rue des Pâtis 78690 Saint-Rémy-l'Honoré France
ST REMY L HONORE	Pvc	110	05/09/24	Rue du Moulin 78690 Saint-Rémy-l'Honoré France
TACOIGNIERES	Fonte	250	13/09/24	Grande Rue 78910 Tacoignières France
TACOIGNIERES	Pvc	110	20/09/24	Rue de la Gare 78910 Tacoignières France
THOIRY	Acier	80	13/03/24	Rue de la Porte St Martin 78770 THOIRY France
THOIRY	Pvc	63	30/06/24	Le Cheneau 78770 Thoiry France
THOIRY	Acier	80	20/08/24	Rue de la Porte St Martin 78770 THOIRY France
THOIRY	Pvc	90	04/12/24	Allée des Châtaigniers 78770 Thoiry France
VICQ	Pvc	90	20/06/24	Rue de la Croix Feron 78490 Vicq France
VICQ	Fonte	300	03/07/24	La Pointe de Rouet 78490 Vicq France
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	Pvc	63	19/08/24	Route d'Auffargis 78125 Vieille-Église-en-Yvelines France
VILLIERS LE MAHIEU	Fonte	125	10/01/24	Rue du Pont d'Aulne 78770 Villiers-le-Mahieu France
VILLIERS LE MAHIEU	Fonte	125	22/01/24	Rue des Prés 78770 Villiers-le-Mahieu France
VILLIERS LE MAHIEU	Acier	150	21/02/24	Rue des 24 Arpents 78770 Villiers-le-Mahieu France
VILLIERS LE MAHIEU	Fonte	150	27/02/24	Route de Garancieres 78770 Villiers-le-Mahieu France

Synthèse des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
ANDELU	2
AUTEUIL	3
BAZAINVILLE	1
BAZOUCHES SUR GUYONNE	2
BEYNES	3
BOISSY SANS AVOIR	2
ELANCOURT	10
FLEXANVILLE	1
GALLUIS	1
GAMBAIS	6
GARANCIERES	3
GOUPILLIERES	1

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
GROSROUVRE	4
JOUARS PONTCHARTRAIN	6
LA QUEUE LES YVELINES	3
LE MESNIL ST DENIS	3
LE PERRY EN YVELINES	6
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	1
LES ESSARTS LE ROI	5
LES MESNULS	4
LEVIS ST NOM	2
MAGNY LES HAMEAUX	7
MARCQ	1
MAREIL SUR MAULDRE	1
MAULETTE	2
MERE	1
MILLEMONT	1
MILON LA CHAPELLE	1
MONTAINVILLE	1
MONTFORT L AMAURY	5
NEAUPHLE LE VIEUX	1
ORGERUS	3
PRUNAY LE TEMPLE	2
RICHEBOURG	3
ROSAY	2
SAULX MARCHAIS	1
ST FORGET	4
ST GERMAIN DE LA GRANGE	1
ST REMY L HONORE	3
TACOIGNIERES	2
THOIRY	2
VICQ	2
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	1
VILLIERS LE MAHIEU	1
Total	117

Détails des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Date	Adresse
ANDELU	08/01/24	Rue du Cornouiller 78770 Andelu France
ANDELU	09/09/24	Route de Jumeauville 78770 Andelu France
AUTEUIL	19/03/24	Rue du Ru d'Orme 78770 Auteuil France
AUTEUIL	14/06/24	Rue du Ru d'Orme 78770 Auteuil France
AUTEUIL	28/10/24	Impasse de la Rue de l'Eglise 78770 Auteuil France
BAZAINVILLE	18/07/24	Chemin des Fondrières 78550 Bazainville France
BAZOCHES SUR GUYONNE	16/07/24	Chemin de la Buissonnerie 78490 Bazoches-sur-Guyonne France
BAZOCHES SUR GUYONNE	19/09/24	Chemin du Vieux Pressoir 78490 Bazoches-sur-Guyonne France
BEYNES	16/05/24	Rue des Bleuets 78650 Beynes France
BEYNES	07/07/24	Avenue des Marronniers 78650 Beynes France
BEYNES	04/11/24	Rue du Gally 78650 Beynes France
BOISSY SANS AVOIR	24/01/24	Chemin de Montfort 78490 Boissy-sans-Avoir France
BOISSY SANS AVOIR	09/03/24	Rue de la Mairie 78490 Boissy-sans-Avoir France
ELANCOURT	12/01/24	Sente des Gâtines 78990 Élancourt France
ELANCOURT	26/01/24	Rue de Bures 78990 Élancourt France

Commune	Date	Adresse
ELANCOURT	06/03/24	Rue de Charnay 78990 Élancourt France
ELANCOURT	09/04/24	Résidence Les Coudrays 78990 Élancourt France
ELANCOURT	08/07/24	Route de Montfort 78990 Élancourt France
ELANCOURT	07/08/24	Rue de Laon 78990 Élancourt France
ELANCOURT	03/09/24	Rue de Montmorency 78990 Élancourt France
ELANCOURT	04/10/24	Route de Montfort 78990 Élancourt France
ELANCOURT	17/10/24	Avenue Paul Cézanne 78990 Élancourt France
ELANCOURT	22/11/24	Rue de Tramelay 78990 Élancourt France
FLEXANVILLE	17/07/24	Rue d'Élan 78910 Flexanville France
GALLUIS	21/10/24	Rue de la Tuilerie 78490 Galluis France
GAMBAIS	15/02/24	Rue des Novalles 78950 Gambais France
GAMBAIS	06/05/24	Avenue de Neuville 78950 Gambais France
GAMBAIS	12/06/24	Rue des Hauts Champs 78950 Gambais France
GAMBAIS	02/09/24	Rue des Vieilles Tuileries 78950 Gambais France
GAMBAIS	23/11/24	Chemin du Boeuf Couronné 78950 Gambais France
GARANCIERES	03/10/24	Rue Montguichet 78890 Garancières France
GARANCIERES	22/10/24	Chemin des Muriers 78890 Garancières France
GARANCIERES	04/11/24	Rue Louis Bellan 78890 Garancières France
GOUPILLIERES	24/07/24	Route de Septeuil 78770 Goupillières France
GROSROUVRE	30/05/24	Route de la Troche 78490 Grosrouvre France
GROSROUVRE	11/09/24	Route de la Troche 78490 Grosrouvre France
GROSROUVRE	08/10/24	Route de la Troche 78490 Grosrouvre France
GROSROUVRE	10/10/24	Route des Haizettes 78490 Grosrouvre France
JOUARS PONTCHARTRAIN	19/02/24	Residence du Parc des Bordes 78760 Jouars-Pontchartrain France
JOUARS PONTCHARTRAIN	04/06/24	Rue de la Nouzotte 78760 Jouars-Pontchartrain France
JOUARS PONTCHARTRAIN	05/08/24	Rue de la Nouzotte 78760 Jouars-Pontchartrain France
JOUARS PONTCHARTRAIN	06/09/24	Square Arthur Rimbaud 78760 Jouars-Pontchartrain France
JOUARS PONTCHARTRAIN	29/11/24	Sente des Gravieres 78760 Jouars-Pontchartrain France
JOUARS PONTCHARTRAIN	13/12/24	Rue Raymond Lefèvre 78760 Jouars-Pontchartrain France
LA QUEUE LES YVELINES	08/04/24	Rue Christian Lazard 78940 La Queue-les-Yvelines France
LA QUEUE LES YVELINES	21/08/24	Rue de la Grande Vallée 78940 La Queue-les-Yvelines France
LE MESNIL ST DENIS	30/04/24	Place du Grand Arnauld 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	26/08/24	Place du Grand Arnauld 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	23/11/24	Allee Saint Philippe 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE PERRAY EN YVELINES	02/02/24	Rue des Chenes 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	03/06/24	Rue de L'Étang 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	18/06/24	Rue de Paris 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	19/06/24	Rue de la Touche 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	26/06/24	Rue de la Joûte aux Cerfs 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	25/10/24	Rue de Parfond 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	16/05/24	Rue du Général de Gaulle 78490 Le Tremblay-sur-Mauldre France
LES ESSARTS LE ROI	14/03/24	Rue des Myosotis 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	27/03/24	Rue du Limousin 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	12/09/24	Route de Dampierre 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	27/09/24	Rue de l'Yvette 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES MESNULS	25/04/24	Rue des Champs 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	25/04/24	Rue au Bouet 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	27/05/24	Rue des Champs 78490 Les Mesnuls France
LES MESNULS	17/06/24	Che de la Plaine 78490 Les Mesnuls France
LEVIS ST NOM	29/06/24	Route de la Recette 78320 Lévis-Saint-Nom France
LEVIS ST NOM	10/07/24	Route de Girouard 78320 Lévis-Saint-Nom France

Commune	Date	Adresse
MAGNY LES HAMEAUX	23/02/24	Rue Gabriel Péri 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	13/03/24	Square des Genêts 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	19/03/24	Rue Philippe de Champagne 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	28/08/24	Route des Granges de Port-Royal 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	06/09/24	Rue des Noisetiers 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	07/11/24	Impasse Jean Besson 78114 Magny-les-Hameaux France
MARCQ	14/03/24	Rue de la Plaine 78770 Marcq France
MAREIL SUR MAULDRE	02/09/24	Allée des Crayons 78124 Mareil-sur-Mauldre France
MAULETTE	28/04/24	Rue de l'Opton 78550 Maulette France
MAULETTE	06/06/24	Rue de l'Ecole 78550 Maulette France
MERE	16/07/24	Allée du Manège 78490 Méré France
MILLEMONT	12/02/24	Rue des Grandes Terres 78940 Millemont France
MILON LA CHAPELLE	03/04/24	Chemin Jean Racine 78470 Milon-la-Chapelle France
MONTAINVILLE	14/02/24	Route de Rambouillet 78124 Montainville France
MONTFORT L AMAURY	12/02/24	Rue de Dion 78490 Montfort-l'Amaury France
MONTFORT L AMAURY	20/02/24	Rue André Thome 78490 Montfort-l'Amaury France
MONTFORT L AMAURY	05/07/24	Rue François Quesnay 78490 Montfort-l'Amaury France
MONTFORT L AMAURY	23/08/24	Rue Maurice Ravel 78490 Montfort-l'Amaury France
MONTFORT L AMAURY	30/09/24	Rue Maurice Ravel 78490 Montfort-l'Amaury France
NEAUPHLE LE VIEUX	14/10/24	Rue de l'Ardillière 78640 Neauphle-le-Vieux France
ORGERUS	06/05/24	Place des Halles 78910 Orgerus France
ORGERUS	27/11/24	Rue de la Mare Montigny 78910 Orgerus France
ORGERUS	30/11/24	Rue de la Mare Montigny 78910 Orgerus France
PRUNAY LE TEMPLE	12/07/24	Rue du Bois de Prunay 78910 Prunay-le-Temple France
PRUNAY LE TEMPLE	18/11/24	Rue de la Commanderie 78910 Prunay-le-Temple France
RICHEBOURG	11/03/24	Rue des Sablons 78550 Richebourg France
RICHEBOURG	18/04/24	Route de Mantes 78550 Richebourg France
RICHEBOURG	18/10/24	Rue des Sablons 78550 Richebourg France
ROSAY	27/03/24	Boulevard de l'Europe 78790 Rosay France
ROSAY	13/08/24	Rue Jean Baron 78790 Rosay France
SAULX MARCHAI	05/04/24	Rue de la Tuilerie 78650 Saulx-Marchais France
ST FORGET	11/04/24	Rue des Grands Prés 78720 Saint-Forget France
ST FORGET	14/05/24	Rue des Grands Prés 78720 Saint-Forget France
ST FORGET	30/08/24	Ferme de la Grande Maison 78720 Saint-Forget France
ST GERMAIN DE LA GRANGE	16/02/24	Rue du Bois Malhais 78640 Saint-Germain-de-la-Grange France
ST REMY L HONORE	14/06/24	Rue du Professeur Mariller 78690 Saint-Rémy-l'Honoré France
ST REMY L HONORE	15/07/24	Rue du Professeur Mariller 78690 Saint-Rémy-l'Honoré France
TACOIGNIERES	26/04/24	Rue des Brices 78910 Tacoignières France
TACOIGNIERES	10/10/24	Grande Rue 78910 Tacoignières France
THOIRY	30/05/24	Rue Benoiste 78770 Thoiry France
THOIRY	02/12/24	Rue de la Porte Saint Martin 78770 Thoiry France
VICQ	15/03/24	Place de l'Eglise 78490 Vicq France
VICQ	31/07/24	Rue de la Mairie 78490 Vicq France
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	05/06/24	Route de l'Etang de la Tour 78125 Vieille-Église-en-Yvelines France
VILLIERS LE MAHIEU	20/02/24	Allée des Prés 78770 Villiers-le-Mahieu France

Synthèse des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Nombre d'intervention d'entretien
ANDELU	Manoeuvre de vannes	1
BAZAINVILLE	Manoeuvre de vannes	1
BAZOUCHES SUR GUYONNE	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
BEYNES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	2
BEYNES	Manoeuvre de vannes	4
BEYNES	Purge de réseau	1
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	23
ELANCOURT	Purge de réseau	1
FLACOURT	Manoeuvre de vannes	2
GALLUIS	Manoeuvre de vannes	1
GARANCIERES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
GARANCIERES	Manoeuvre de vannes	1
GOUPILLIERES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
GROSROUVRE	Manoeuvre de vannes	2
GUYANCOURT	Manoeuvre de vannes	1
JOUARS PONTCHARTRAIN	Manoeuvre de vannes	1
JOUARS PONTCHARTRAIN	Purge de réseau	1
LA QUEUE LES YVELINES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
LA QUEUE LES YVELINES	Manoeuvre de vannes	2
LE MESNIL ST DENIS	Manoeuvre de vannes	3
LE PERRAY EN YVELINES	Manoeuvre de vannes	2
LE PERRAY EN YVELINES	Purge de réseau	1
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	Manoeuvre de vannes	1
LES ESSARTS LE ROI	Manoeuvre de vannes	2
LES MESNULS	Manoeuvre de vannes	1
LEVIS ST NOM	Manoeuvre de vannes	1
MAGNY LES HAMEAUX	Manoeuvre de vannes	6
MAREIL SUR MAULDRE	Manoeuvre de vannes	1
MAREIL SUR MAULDRE	Purge de réseau	1
MERE	Manoeuvre de vannes	1
MERE	Purge de réseau	1
MONTFORT L AMAURY	Manoeuvre de vannes	1
ORGERUS	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	2
ST FORGET	Manoeuvre de vannes	1
ST GERMAIN DE LA GRANGE	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
ST GERMAIN DE LA GRANGE	Purge de réseau	1
ST LAMBERT	Purge de réseau	1
ST REMY L HONORE	Manoeuvre de vannes	2
THOIRY	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
THOIRY	Manoeuvre de vannes	1
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	Manoeuvre de vannes	1
VILLIERS LE MAHIEU	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
Total		82

Détail des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Date	Adresse
ANDELU	Manoeuvre de vannes	24/05/24	Rue de Cornouiller 78770 ANDELU France
BAZAINVILLE	Manoeuvre de vannes	20/02/24	Sente du Vieux Puits 78550 Bazainville France
BAZOCHES SUR GUYONNE	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	18/12/24	Route Nationale 191 78490 Bazoches-sur-Guyonne France
BEYNES	Manoeuvre de vannes	25/03/24	Rue Moreau 78650 BEYNES France
BEYNES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	30/04/24	Rue de l'Estandart 78650 Beynes France
BEYNES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	05/07/24	Route de Frileuse 78650 Beynes France
BEYNES	Purge de réseau	21/08/24	Avenue du Centre 78650 Beynes France
BEYNES	Manoeuvre de vannes	22/08/24	Rue de Lifosse 78650 Beynes France
BEYNES	Manoeuvre de vannes	26/08/24	Avenue de Crespières 78650 Beynes France
BEYNES	Manoeuvre de vannes	18/12/24	Rue de la Vallée 78650 Beynes France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	13/03/24	Place de Clairvaux 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	13/03/24	Rue de Charnay 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	13/03/24	Rue de Jabrun 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	13/03/24	Avenue Paul Cézanne 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	15/03/24	Rue Kepler 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	15/03/24	Avenue Paul Cézanne 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Purge de réseau	16/03/24	Allée de la Loire 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	20/03/24	Rue de Charnay 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	20/03/24	Allée des Noisetiers 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	10/04/24	Grande Allée des Petits Pres, 78208, 78990, Élancourt, FRANCE Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	29/04/24	Route de Montfort 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	03/05/24	Avenue du Château 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	03/05/24	Clos du Mauldre 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	03/05/24	Avenue du Plateau 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	10/05/24	Route de la Muette 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	13/05/24	Clos du Mauldre 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	13/05/24	Avenue du Plateau 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	13/05/24	Avenue du Château 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	16/05/24	Rue de l'Ancien Moulin 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	16/05/24	Route de la Muette 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	22/10/24	Rue du Maréchal-Ferrant 78990 Élancourt France

Commune	Nature	Date	Adresse
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	29/10/24	Sente des Noyers 78990 Élancourt France
ELANCOURT	Manoeuvre de vannes	16/12/24	Allée des Néfliers 78990 Élancourt France
FLACOURT	Manoeuvre de vannes	25/03/24	route de dammartin 78200 Flacourt France
GALLUIS	Manoeuvre de vannes	03/06/24	Rue de Montfort 78490 Galluis France
GARANCIERES	Manoeuvre de vannes	11/01/24	Rue du Pre Beranger 78890 Garancières France
GARANCIERES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	22/05/24	Route de la Gare 78890 Garancières France
GOUPILLIERES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	26/06/24	Chemin des Chataigniers 78770 Goupillières France
GROSROUVRE	Manoeuvre de vannes	12/03/24	Route de la Surie 78490 Grosrouvre France
GROSROUVRE	Manoeuvre de vannes	24/06/24	Route de la Petite Noué 78490 Grosrouvre France
GUYANCOURT	Manoeuvre de vannes	03/07/24	Rond-Point du Golf 78280 Guyancourt France
JOUARS PONTCHARTRAIN	Purge de réseau	16/05/24	Résidence le Clos de la Motte 78760 Jouars-Pontchartrain France
JOUARS PONTCHARTRAIN	Manoeuvre de vannes	15/11/24	Route de Paris 78760 Jouars-Pontchartrain France
LA QUEUE LES YVELINES	Manoeuvre de vannes	14/06/24	Rue Nationale 78940 La Queue-les-Yvelines France
LA QUEUE LES YVELINES	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	03/07/24	Rue du Président Coty 78940 La Queue-les-Yvelines France
LA QUEUE LES YVELINES	Manoeuvre de vannes	08/07/24	Rue Christian Lazard 78940 La Queue-les-Yvelines France
LE MESNIL ST DENIS	Manoeuvre de vannes	11/04/24	Avenue de Picardie 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	Manoeuvre de vannes	26/06/24	Avenue Habert de Montmort 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE MESNIL ST DENIS	Manoeuvre de vannes	19/08/24	Avenue de Port Royal des Champs 78320 Le Mesnil-Saint-Denis France
LE PERRAY EN YVELINES	Manoeuvre de vannes	08/03/24	Allée des Platanes 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	Manoeuvre de vannes	06/12/24	Rue de Parfond 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE PERRAY EN YVELINES	Purge de réseau	06/12/24	Rue de la Touche 78610 Le Perray-en-Yvelines France
LE TREMBLAY SUR MAULDRE	Manoeuvre de vannes	11/01/24	Place de l'Ancienne Orangerie 78490 Le Tremblay-sur-Mauldre France
LES ESSARTS LE ROI	Manoeuvre de vannes	22/03/24	Residence Parc des Essarts 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES ESSARTS LE ROI	Manoeuvre de vannes	23/05/24	Route de Saint-rémy 78690 Les Essarts-le-Roi France
LES MESNULS	Manoeuvre de vannes	24/01/24	Rue au Bouet 78490 Les Mesnuls France
LEVIS ST NOM	Manoeuvre de vannes	15/03/24	Rue de l'Avenir 78320 Lévis-Saint-Nom France
MAGNY LES HAMEAUX	Manoeuvre de vannes	04/03/24	Rue de la Mare aux 3 Ormes 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	Manoeuvre de vannes	25/03/24	Rue des Ecoles Jean Baudin 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	Manoeuvre de vannes	07/10/24	Rue André Hodebourg 78114 Magny-les-Hameaux France

Commune	Nature	Date	Adresse
MAGNY LES HAMEAUX	Manoeuvre de vannes	07/10/24	Rue Gabriel Péri 78114 Magny-les-Hameaux France
MAGNY LES HAMEAUX	Manoeuvre de vannes	16/10/24	Rue Hélène Boucher 78114 Magny-les-Hameaux France
MAREIL SUR MAULDRE	Manoeuvre de vannes	23/01/24	Rue Christian Pouillard 78124 Mareil-sur-Mauldre France
MAREIL SUR MAULDRE	Purge de réseau	19/12/24	Rue du Pain Perdu 78124 Mareil-sur-Mauldre France
MERE	Manoeuvre de vannes	30/04/24	Avenue du General de Gaulle 78490 Méré France
MERE	Purge de réseau	19/12/24	Avenue de l'Arbre a la Quenee 78490 Méré France
MONTFORT L AMAURY	Manoeuvre de vannes	08/07/24	Avenue de la Reine Anne 78490 Montfort-l'Amaury France
ORGERUS	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	26/06/24	Rue de Béconcelle 78910 Orgerus France
ORGERUS	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	28/06/24	Rue du Moulin de la Barre 78910 Orgerus France
ST FORGET	Manoeuvre de vannes	08/10/24	Allée du Routoir 78720 Saint-Forget France
ST GERMAIN DE LA GRANGE	Purge de réseau	05/02/24	Rue de la Mairie 78640 Saint-Germain-de-la-Grange France
ST GERMAIN DE LA GRANGE	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	01/11/24	Rue de la Mairie 78640 Saint-Germain-de-la-Grange France
ST LAMBERT	Purge de réseau	05/07/24	Rue des Champs 78470 Saint-Lambert France
ST REMY L HONORE	Manoeuvre de vannes	31/10/24	Chemin de la Ferme de Beauvais 78690 Saint-Rémy-l'Honoré France
ST REMY L HONORE	Manoeuvre de vannes	14/11/24	Rue de la Monesse 78690 Saint-Rémy-l'Honoré France
THOIRY	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	26/06/24	Rue des Vignettes 78770 Thoiry France
THOIRY	Manoeuvre de vannes	02/09/24	Les Clos de Villarceaux 78770 Thoiry France
VIEILLE EGLISE EN YVELINES	Manoeuvre de vannes	31/05/24	Route de l'Etang de la Tour 78125 Vieille-Église-en-Yvelines France
VILLIERS LE MAHIEU	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	26/06/24	Rue du Chemin Neuf 78770 Villiers-le-Mahieu France

LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Synthèse des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Curatif	Préventif	Total
BAZAINVILLE	3	0	3
BEYNES	4	0	4
BOISSY SANS AVOIR	0	2	2
FLACOURT	2	0	2
FLEXANVILLE	2	1	3
GAMBAIS	7	0	7
GARANCIERES	1	0	1
GOUPILLIERES	2	0	2
GROSROUVRE	1	0	1
JOUARS PONTCHARTRAIN	3	0	3
LES BREVIAIRES	1	0	1
LES ESSARTS LE ROI	1	0	1
LEVIS ST NOM	2	0	2
MAGNY LES HAMEAUX	2	0	2
MARCQ	3	0	3
MAREIL SUR MAULDRE	48	6	54
MAUREPAS	3	2	5
MERE	3	0	3
MILON LA CHAPELLE	4	0	4
ORGERUS	1	0	1
OSMOY	1	0	1
ROSAY	10	1	11
ST LAMBERT	0	1	1
ST MARTIN DES CHAMPS	2	0	2
ST REMY L HONORE	3	2	5
VICQ	1	0	1
VILLIERS ST FREDERIC	1	0	1
Total	111	15	126

Détail des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
BAZAINVILLE	Accélérateur de Bazainville	Stabilisateur by-pass Hargeville DN125	06/08/24	Curatif
BAZAINVILLE	Accélérateur de Bazainville	Vanne amont pompe n°2	07/08/24	Curatif
BAZAINVILLE	Accélérateur de Bazainville	Stabilisateur d'écoulement	08/08/24	Curatif
BEYNES	BACHE de Beynes - La Couperie	BACHE de Beynes - La Couperie	02/02/24	Curatif
BEYNES	Comptage VExxx à Crespières	Compteur VExxx à Crespières	18/11/24	Curatif
BEYNES	Comptage VExxx à Crespières	Comptage VExxx à Crespières	26/11/24	Curatif
BEYNES	Comptage VExxx à Crespières	Compteur VExxx à Crespières	28/11/24	Curatif
BOISSY SANS AVOIR	BOISSY-SANS-AVOIR STEP	Surpresseur d'air n°1	04/01/24	Préventif
BOISSY SANS AVOIR	BOISSY-SANS-AVOIR STEP	Central préparation polymère	15/01/24	Préventif
FLACOURT	BACHE des Bineaux route de Dammartin - Flacourt	BACHE des Bineaux route de Dammartin - Flacourt	14/03/24	Curatif
FLACOURT	BACHE des Bineaux route de Dammartin - Flacourt	Débitmètre VE244 Flacourt	28/11/24	Curatif

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
FLEXANVILLE	Comptage CS036 et CS037 Behoust vers Orgerus et retour	Comptage CS036 et CS037 Behoust vers Orgerus et retour	17/01/24	Curatif
FLEXANVILLE	FLEXANVILLE STEP	Canal de comptage eau traitée	04/03/24	Curatif
FLEXANVILLE	FLEXANVILLE STEP	COMPTAGE DEBIT NIVEAU PRESSION	20/09/24	Préventif
GAMBAIS	Réservoir et chloration des Quatre Piliers	Vanne by-pass	04/01/24	Curatif
GAMBAIS	Réservoir du Boulay	Télétransmission	20/03/24	Curatif
GAMBAIS	Réservoir et chloration des Quatre Piliers	EQUIPEMENTS COMMUNS INSTALLATION	30/05/24	Curatif
GAMBAIS	Réservoir du Boulay	Réservoir du Boulay	03/06/24	Curatif
GAMBAIS	Réservoir du Boulay	Télétransmission	25/06/24	Curatif
GAMBAIS	Réservoir du Boulay	Réservoir du Boulay	27/06/24	Curatif
GAMBAIS	Réservoir et chloration des Quatre Piliers	Centrale d'alarme anti intrusion	06/09/24	Curatif
GARANCIERES	Comptage CS049 et stabilisateur du Chemin Vert à Garancières	Compteur CS049 Garancières DN100	26/06/24	Curatif
GOUPILLIERES	Suppression en ligne de Goupillières	POMPAGES STATION	19/01/24	Curatif
GOUPILLIERES	Comptage CS076 et CS077 Goupillières vers Villiers et retour	Comptage CS076 et CS077 Goupillières vers Villiers et retour	08/02/24	Curatif
GROSROUVRE	Comptage CS050 CS051 La Queue vers Grosrouvre 4 Piliers et retour	Télétransmission CS050 CS051 La Queue - Grosrouvre	26/09/24	Curatif
JOUARS PONTCHARTRAIN	Réseau communal de Jouars-Pontchartrain - 7802000101	Compteur fictif Vente à Trappes	21/11/24	Curatif
JOUARS PONTCHARTRAIN	Comptage Pont SLEE rue Chennevières - Jouars Pontchartrain	Télétransmission comptage rue de Chennevières	26/11/24	Curatif
JOUARS PONTCHARTRAIN	Comptage Pont SLEE rue Chennevières - Jouars Pontchartrain	Télétransmission comptage rue de Chennevières	26/11/24	Curatif
LES BREVIAIRES	Forage de production de l'Artoire (à désactiver)	OXYDATION DESINFECTION	28/02/24	Curatif
LES ESSARTS LE ROI	Réservoir des Essarts	Réservoir des Essarts	06/02/24	Curatif
LEVIS ST NOM	Comptage CS050 CS051 La Queue vers Grosrouvre 4 Piliers et retour	Comptage CS050 CS051 La Queue vers Grosrouvre 4 Piliers et	06/02/24	Curatif
LEVIS ST NOM	Comptage CS016 et CS017 Levis - F600 vers Essarts et retour	Comptage CS016 et CS017 Levis - F600 vers Essarts et retour	06/02/24	Curatif
MAGNY LES HAMEAUX	Vanne motorisée de Magny les Hameaux Croix Du Bois	Vanne motorisée de Magny les Hameaux Croix Du Bois	01/03/24	Curatif
MAGNY LES HAMEAUX	Vanne motorisée de Magny les Hameaux Croix Du Bois	Vanne motorisée de Magny les Hameaux Croix Du Bois	12/09/24	Curatif
MARCQ	Réservoir de Saint Santin - Marcq	Réservoir de Saint Santin - Marcq	29/03/24	Curatif
MARCQ	Réservoir de Saint Santin - Marcq	Télétransmission	04/07/24	Curatif
MARCQ	Réservoir de Saint Santin - Marcq	Télétransmission	08/07/24	Curatif

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Bâche de relevage Egouttures décarbonatation vers rejet	05/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Armoire automate TSX57	05/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	DECARBONATATION CATALYTIQUE	08/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Cuve de stockage acide 33%	15/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	PRODUCTION DES BIMES	15/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Ozoneur	15/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	ELECTRICITE COMMANDE	16/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	ELECTRICITE COMMANDE	17/01/24	Préventif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	ELECTRICITE COMMANDE	17/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	ELECTRICITE COMMANDE	18/01/24	Préventif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	ELECTRICITE COMMANDE	18/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	ELECTRICITE COMMANDE	20/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	OZONATION	22/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Bâche de relevage Egouttures décarbonatation vers rejet	22/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	ELECTRICITE COMMANDE	29/01/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	BACHE de Mareil sur Mauldre	09/02/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	BACHE de Mareil sur Mauldre	13/02/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	PRODUCTION DES BIMES	20/02/24	Préventif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Compteur PT090 reprises Saint Santin	20/02/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	BACHE de Mareil sur Mauldre	23/02/24	Préventif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	POMPAGES STATION	05/03/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	Télétransmission bâche	07/05/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	PRODUCTION DES BIMES	31/05/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	FILTRATION	10/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	QUALITE EAU	11/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	QUALITE EAU	11/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Stabilisateur de pression et sectorisation vers Quatre Pigno	12/06/24	Curatif

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	Télétransmission bâche	19/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	Réducteur de pression de Mareil sur Mauldre	Stabilisateur de pression aval	25/06/24	Préventif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Pompe de filtration PF2	27/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Pompe de filtration PF4	27/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Pompe de filtration PF1	27/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Pompe de filtration PF3	27/06/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Vacuostat	08/07/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Vacuostat	12/07/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Tuyauterie refoulement pompes	04/09/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Tuyauterie refoulement pompes	04/09/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	PRODUCTION DES BIMES	13/09/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	Télétransmission bâche	19/09/24	Préventif
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	Télétransmission bâche	23/09/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Pompe de reprise Saint Santin PS2	27/09/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Disjoncteur différentiel ancien tableau Q2	01/10/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Puits B2	07/10/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Régénération du puit	07/10/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	PRODUCTION DES BIMES	10/10/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	PRODUCTION DES BIMES	11/10/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Puits B2	14/10/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	Télétransmission bâche	22/10/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Vacuostat	05/11/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Vanne sortie eau traitée nouvelle usine	06/11/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Ventouse protection filtre n°3	29/11/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Débitmètre arrivée Eau Brute	29/11/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	PRODUCTION DES BIMES	02/12/24	Curatif
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Pompe surpression eau de service n°1	13/12/24	Curatif
MAUREPAS	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	07/02/24	Préventif

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
MAUREPAS	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	14/02/24	Curatif
MAUREPAS	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	Télétransmission	27/02/24	Curatif
MAUREPAS	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	13/03/24	Préventif
MAUREPAS	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	Télétransmission	18/03/24	Curatif
MERE	Surpression et bache de Egremont	Stabilisateur de pression amont	17/06/24	Curatif
MERE	Surpression et bache de Egremont	Porte local pompage	31/07/24	Curatif
MERE	Surpression et bache de Egremont	Télétransmission	02/08/24	Curatif
MILON LA CHAPELLE	BACHE de Milon-la-Chapelle	BACHE de Milon-la-Chapelle	07/02/24	Curatif
MILON LA CHAPELLE	BACHE de Milon-la-Chapelle	BACHE de Milon-la-Chapelle	08/02/24	Curatif
MILON LA CHAPELLE	BACHE de Milon-la-Chapelle	Vanne by-pass	04/06/24	Curatif
MILON LA CHAPELLE	BACHE de Milon-la-Chapelle	Compteur de sectorisation RE023 Distribution RE Milon La Cha	30/09/24	Curatif
ORGERUS	Stabilisateur et CS202 rue vallée Jean Leloup - Orgerus	Compteur CS202 Rue Vallée Jean Leloup	26/06/24	Curatif
OSMOY	Stabilisateur de pression et CS038 d'Osmoy	Compteur CS038 Osmoy Moutiers	26/06/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Pompe doseuse acide n°1	11/01/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Canalisation Eau de service vers mélange microsable	19/01/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Forage production de Rosay	01/02/24	Préventif
ROSAY	Forage production de Rosay	INFORMATIQUE AUTOMATE TELEGESTION	16/02/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Forage production de Rosay	23/02/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Forage production de Rosay	23/02/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	POMPAGES STATION	24/04/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	DECARBONATATION CATALYTIQUE	14/05/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Forage production de Rosay	31/05/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Forage production de Rosay	27/06/24	Curatif
ROSAY	Forage production de Rosay	Forage de Rosay 2	25/07/24	Curatif
ST LAMBERT	Comptage CS136 Stabilisateur Rue Port Royal Saint Lambert des Bois	Comptage CS136 Stabilisateur Rue Port Royal Saint Lambert	18/09/24	Préventif
ST MARTIN DES CHAMPS	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS Lagune de la Haie Madame	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS Lagune de la Haie Madame	29/03/24	Curatif
ST MARTIN DES CHAMPS	Réservoir et accélérateur de Saint Martin des Champs	ELECTRICITE BT	02/10/24	Curatif
ST REMY L HONORE	SAINT-REMY-L'HONORE PR Pluvial allée des Champs	SAINT-REMY-L'HONORE PR Pluvial allée des Champs	08/02/24	Préventif
ST REMY L HONORE	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	24/04/24	Préventif
ST REMY L HONORE	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	13/05/24	Curatif
ST REMY L HONORE	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	11/06/24	Curatif

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
ST REMY L HONORE	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	Capteur de pression amont	14/10/24	Curatif
VICQ	Vannes motorisées Sectorisation de Vicq	Télétransmission	16/09/24	Curatif
VILLIERS ST FREDERIC	Comptages Quota Lyonnaise des Eaux - La Chapelle	Comptages Quota Lyonnaise des Eaux - La Chapelle	02/07/24	Curatif

Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques

Commune	Installation	Date
BEYNES	BACHE de Beynes - La Couperie	30/04/24
ELANCOURT	Chloration sur réseau - Elancourt	11/04/24
FLACOURT	BACHE des Bineaux route de Dammartin - Flacourt	08/04/24
GAMBAIS	Réservoir et chloration des Quatre Piliers	26/03/24
GOUPILLIERES	Suppression en ligne de Goupillières	09/04/24
LE PERRY EN YVELINES	Comptages VE012 et VE154 et AE013 Perray	11/04/24
LES ESSARTS LE ROI	Réservoir des Essarts	09/04/24
LES MESNULS	Suppression en ligne des Mesnuls	09/04/24
MAGNY LES HAMEAUX	Vanne motorisée de Magny les Hameaux Croix Du Bois	12/04/24
MARCQ	Suppression en ligne de Marcq	12/04/24
MARCQ	Réservoir de Saint Santin - Marcq	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	BACHE de Mareil sur Mauldre	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES ATTENTION CHLORE GAZEUX	16/09/24
MAUREPAS	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	08/04/24
MERE	Suppression et bache de Egremont	11/04/24
MILON LA CHAPELLE	BACHE de Milon-la-Chapelle	11/04/24
NEAUPHLE LE VIEUX	Analyseur de Fer de Cressay	11/04/24
RICHEBOURG	Comptage AE017 SIRYAE-Richebourg vers Vaucouleurs	11/04/24
ROSAY	Forage production de Rosay	10/04/24
ROSAY	Forage de Rosay Les Petits Bilheux	29/04/24
ROSAY	Forage production de Rosay	16/09/24
ST MARTIN DES CHAMPS	Réservoir et accélérateur de Saint Martin des Champs	11/04/24
ST REMY L HONORE	Vannes motorisées SFP et Chloration Saint Rémy l'Honoré	08/04/24
THOIRY	Suppression en ligne de Thoiry	10/04/24
VICQ	Vannes motorisées Sectorisation de Vicq	08/04/24

Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage

Commune	Installation	Equipement	Date
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Palan électrique sur monorail Anti-bélier	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Monorail de manutention des bigbags de micro-sable	12/04/24

Commune	Installation	Equipement	Date
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Potence avec palan local pompes Saint Santin	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Monorail avec chariot et palan électrique entrée local	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Monorail avec chariot et palan côté fenêtres local pompes 4	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Palan de manutention des bigbags de micro-sable	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Chariot de manutention des bigbags de micro-sable	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Monorail avec chariot et palan côté opposé fenêtres local po	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Portique support monorail + palan à bras - pompe reprise n°4	12/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Pont roulant exhaure B1	12/04/24
MAUREPAS	BACHE du Bout des Clos - Maurepas	Pont roulant	16/04/24
MERE	Supression et bache de Egremont	Monorail pompe n°1	11/04/24
MERE	Supression et bache de Egremont	Monorail pompe n°2	11/04/24
ROSAY	Forage production de Rosay	Monorail de manutention des bigbags de micro-sable	08/04/24
ROSAY	Forage production de Rosay	Chariot de manutention des bigbags de micro-sable	11/04/24
ROSAY	Forage production de Rosay	Palan électrique de manutention des bigbags de micro-sable	11/04/24
ROSAY	Forage production de Rosay	Palonnier levage stande de vidange bigbags	11/04/24
ROSAY	Forage de Rosay Les Petits Bilheux	Monorail local pompage	16/04/24

Les interventions de contrôle réglementaire ouvrant automatique

Commune	Installation	Equipement	Date
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Rideau motorisé exhaure B1	24/01/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Centrale 1 3 points - HCL	03/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Centrale 2 1 point - O3	03/04/24
MAREIL SUR MAULDRE	PRODUCTION DES BIMES	Rideau motorisé exhaure B1	12/04/24
ROSAY	Forage production de Rosay	Porte sectionnelle local filtration décarbonatation	10/04/24

LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du programme contractuel : Un **Programme Contractuel de Renouvellement** correspond à un engagement du Déléataire à réaliser un programme prédéterminé d'opérations de renouvellement. Une dotation annuelle lissée a été établie à partir d'un planning prévisionnel détaillé des opérations de renouvellement.

Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Programme Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du Programme à date.

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du fonds contractuel : Un **Fonds Contractuel de Renouvellement** consiste à prélever tous les ans sur les produits du service un certain montant défini contractuellement et de le consacrer à des dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. La liste des équipements entrant dans le cadre de ce Fonds Contractuel de Renouvellement a été établie à l'origine du contrat.

Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Fonds Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du fonds à date.

La garantie pour la continuité de service : Une **garantie** est un renouvellement fonctionnel qui se traduit par un engagement contractuel de garantie de bon fonctionnement des installations. Elle s'applique sans programme contractuel et sans restitution des montants non dépensés en fin de contrat. C'est une « assurance » de bon fonctionnement pour la collectivité.

Les tableaux reprennent ci-après les opérations de renouvellement (indiquées sur le protocole de fin de contrat) :

Garantie de renouvellement

Dotations non actualisées	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotations(€)	54 171	54 171	54 171	54 364	54 555	54 555	54 555	54 555	54 555	54 555	54 555	54 555	653 317

Coefficients	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dernier coefficient connu de la dotation	1	1,001573	1,000074	0,989666	0,992388	1,004635	1,029394	1,042286	1,041965	1,105744	1,189893	1,213122
Dernier coefficient connu de report de solde	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Bilan financier	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotation actualisée (€)	54 171	54 256	54 175	53 802	54 140	54 808	56 159	56 862	56 844	60 324	64 915	66 182	686 637
Report de solde actualisé (€)	0	-2 813	47 161	100 790	151 072	190 751	241 167	279 858	315 901	342 193	381 032	331 737	
Non Programmé au contrat	PARTIEL	5 228		3 520	11 179		10 938	10 555	14 508	6 629	104 284	725 777	239 418
	TOTAL	51 756	4 282	476	3 282	4 392	6 530	10 264	16 044	14 856	9 925	327 34	154 541
Programmé au contrat	PARTIEL			70									70
Total renouvellement(€)	56 984	4 282	546	3 520	14 461	4 392	17 468	20 819	30 552	21 485	114 209	53 912	342 630
Solde(€)	-2 813	47 161	100 790	151 072	190 751	241 167	279 858	315 901	342 193	381 032	331 737	344 007	

objectif de dépense de 50% de la garantie totale	343 319
solde à fin 2024	689

RPE – renouvellement programmé des équipements

Dotations non actualisées	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotations(€)	69 375	64 038	64 038	65 519	67 000	67 000	67 000	73 454	68 741	68 741	68 741	68 741	812 387

Coefficients	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dernier coefficient connu de la dotation	1	1,001573	1,000074	0,989666	0,992388	1,004635	1,029394	1,042286	1,041965	1,105744	1,189893	1,213122
Dernier coefficient connu de report de solde	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Bilan financier	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotation actualisée (€)	64 038	64 139	64 043	64 850	66 490	67 311	68 969	70 651	71 626	76 010	81 794	83 391	843 312
Report de solde actualisé (€)	0	-16 402	34 907	64 602	96 389	112 837	177 194	216 753	222 387	213 241	224 316	239 737	
Non Programmé au contrat	PARTIEL		8085	144	105						7 325	3960	19 619
	TOTAL												0
Programmé au contrat	PARTIEL										8913		8 913
	TOTAL	80440	12830	26262	32919	49937	2954	29410	65018	80771	64935	50136	612 035
Total renouvellement(€)	80 440	12 830	34 347	33 063	50 042	2 954	29 410	65 018	80 771	64 935	66 374	120 383	640 567
Solde(€)	-16 402	34 907	64 602	96 389	112 837	177 194	216 753	222 387	213 241	224 316	239 737	202 745	

RPA – Renouvellement programmé des accessoires

Dotations non actualisées	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotations(€)	120 000	120 000	120 000	128 473	136 946	136 946	136 946	136 946	136 946	136 946	136 946	136 946	1 584 041

Coefficients	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dernier coefficient connu de la dotation	1,000000	1,001573	1,000074	0,989666	0,992388	1,004635	1,029394	1,042286	1,041965	1,105744	1,189893	1,213122
Dernier coefficient connu de report de solde	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000	1,000000

Bilan financier	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotation actualisée (€)	120 000	120 189	120 009	127 145	135 904	137 581	140 971	142 737	142 693	151 427	162 951	166 132	1 667 739
Report de solde actualisé (€)	0	42 348	33 080	-57 270	-70 747	-31 263	57 445	145 878	268 140	191 636	262 942	363 894	
Montant disponible (€)	120 000	162 537	153 089	69 875	65 157	106 317	198 417	288 615	410 833	343 063	425 893	530 026	
Montant dépensé (€)	77 652	129 457	210 359	140 622	96 420	48 872	52 539	20 475	219 197	80 121	61 999	529 882	1 667 595
Solde (€)	42 348	33 080	-57 270	-70 747	-31 263	57 445	145 878	268 140	191 636	262 942	363 894	144	





saur

mission water



11 PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Préserver la ressource la plus précieuse de notre planète

UNE NOUVELLE AMBITION POUR L'EAU DECLINEE AU PLUS PRES DES TERRITOIRES

Acteur depuis près d'un siècle de la protection de l'eau et de l'environnement, le groupe Saur agit aux côtés des territoires et délivre au quotidien des services essentiels pour et en lien avec ses clients collectivités, entreprises et citoyens.

Forte d'un nouveau projet d'entreprise durable et d'un nouveau positionnement, Saur confirme son engagement pour répondre au mieux aux besoins des territoires et aux défis de la transition écologique et hydrique.

Cette ambition est portée par notre raison d'être :

« Militer pour que tous les acteurs accordent à l'eau la valeur qu'elle mérite,

Gérer l'eau de façon responsable, en qualité et en quantité suffisantes,

Agir et convaincre pour économiser l'eau,

Inventer de nouveaux modèles pour préserver la ressource la plus précieuse de notre planète ».

Pour en savoir plus, consulter le rapport intégré de Saur, disponible sur le site saur.com.

SAUR ET VOUS, ALLIER QUALITE DE SERVICE, PROXIMITE ET PERFORMANCE DE VOTRE CONTRAT

Pour répondre au mieux à vos besoins et pour atteindre ses objectifs de protection de la ressource, Saur a adopté un maillage permettant de déployer sur chacun des territoires les moyens opérationnels et techniques adéquats. Au sein de sa division Eau France, Saur et ses filiales Cise TP et Stereau concentrent également toutes les expertises nécessaires à l'amélioration de la performance de votre contrat et au développement de votre patrimoine réseau et usine.

Pour opérer au quotidien vos services d'eau et d'assainissement et vous garantir réactivité et efficacité, Saur assure une couverture nationale grâce à 5 Directions Régionales, 22 Directions d'Exploitation en charge de l'exécution de votre contrat et 16 Centres de Pilotage Opérationnel (CPO) qui centralisent la supervision et le pilotage en temps réel de votre exploitation

LE CPO ANIMATEUR D'EXCELLENCE OPERATIONNELLE

Le Centre de Pilotage Opérationnel est une véritable « tour de contrôle » qui rassemble des experts, techniciens et spécialistes dans des domaines aussi variés que les processus de traitement, l'hydraulique, la maintenance, la cartographie. Il intègre, traite, analyse et valorise en continu des données issues d'une multitude de capteurs innovants et Hi-Tech qui suivent votre patrimoine 24h/24. Des experts métiers permettent de garantir une gestion optimale de vos installations et mettent leurs compétences à votre service en intégrant les enjeux spécifiques à votre territoire.

Des spécialistes traitent, analysent et véhiculent en temps réel des milliers de données, directement issues du terrain, en vue d'en assurer la traçabilité et l'analyse pour vous accompagner au mieux dans la maîtrise de la politique de l'eau de votre territoire.

Le CPO, garant d'une liaison permanente entre experts, ordonnanceurs et équipes de terrain, permet de suivre en temps réel et d'analyser les éléments du réseau grâce aux remontées d'information des différents capteurs.

Le CPO met à votre disposition le meilleur de la technologie en vous faisant bénéficier des dernières avancées en matière de R&D et d'innovation.

Cette organisation nous permet de proposer un service adapté aux besoins spécifiques de chaque collectivité pour répondre aux exigences des territoires en offrant à tous l'excellence d'une même qualité de service à un prix maîtrisé.

AGIR POUR L'EAU, DES SOLUTIONS ET INNOVATIONS

Nous promouvons des services innovants pour accompagner les territoires dans leur transition écologique et favoriser la protection de la ressource, trouver de nouvelles sources d'économies d'énergie et de réemploi tout en optimisant les performances de vos équipements et installations.

Le développement de technologies intelligentes dans le domaine de l'eau est un axe clé de notre politique d'innovation. SAUR innove en partenariat avec des sociétés spécialisées, afin de relever les défis de demain : gestion de la ressource, gestion du patrimoine, sécurisation de la ressource et de la distribution et suivi permanent de la qualité de l'eau.

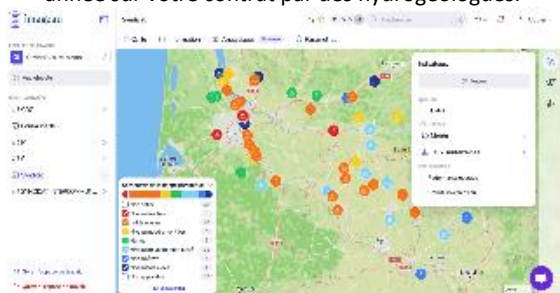
ENJEU 1 : GESTION, SURVEILLANCE ACTIVE ET PRESERVATION DE LA RESSOURCE – EMI

① ANTICIPEZ LES IMPACTS DU RISQUE DE SECHERESSE

Les données issues des ouvrages de production (puits, forage) et d'observation (piézomètre) vous sont mises à disposition sous EMI ou « Interface de gestion des données environnementales » (courbe de niveau, courbe enveloppe, suivi du biseau salé, etc.).

EMI, permet :

- De **gérer en continu et de sécuriser** la ressource en connaissant parfaitement ses aspects qualitatifs et quantitatifs et leur évolution dans le temps ;
- D'**anticiper** les risques de sécheresse et de dégradation de la ressource grâce **aux modèles prédictifs** ;
- De **pérenniser** la ressource et **d'optimiser** son exploitation **grâce à l'expertise** délivrée chaque année sur votre contrat par des hydrogéologues.



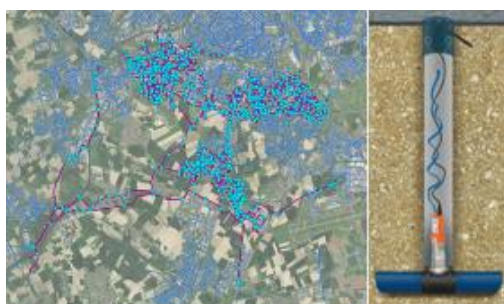
Exemple de vue d'un territoire (points surveillés)



Exemple d'un tableau de bord d'un forage surveillé par EMI

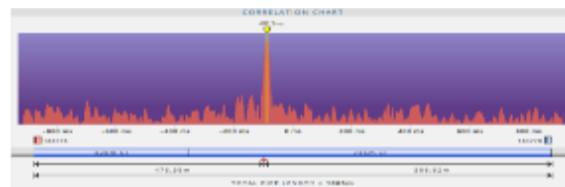
② AMELIORER LA PERFORMANCE DES RESEAUX D'EAU POTABLE EN DETECTANT LES FUITES PLUS RAPIDEMENT

- Sewerin SEPEM 351 LoRa permet :
- D'assurer une prélocalisation des fuites afin de les localiser et réparer au plus vite
- Une écoute acoustique fiable en continu des réseaux.



ENIGMA3M© permet :

- des écoutes acoustiques **géolocalisées**
- des **corrélations systématiques à distance de nuit** pour déterminer l'emplacement précis des fuites



③ PRESERVER VOTRE PATRIMOINE ET LIMITER LES VOLUMES DE PERTE PAR UNE SURVEILLANCE EN CONTINUE DES PHENOMENES TRANSITOIRES

Pipeminder de Syrinix© permet :

- De suivre en continu les **phénomènes transitoires** et l'évolution des **pressions** dans les conduites
- Proposer des solutions pour limiter les **à-coups hydrauliques** qui fragilisent le réseau



ENJEU 2 : SECURISATION ET SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'EAU

④ AMELIORER EN TEMPS REEL LA PERFORMANCE ET LA FIABILITE DES RESEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU

EFS Probe© (sondes multiparamètres) permet :

- D'assurer la détection rapide d'anomalies ou de zones de défaillances critiques ;
- D'anticiper les dysfonctionnements ;
- De sécuriser 24h/24 la distribution d'eau aux abonnés ;
- D'obtenir une meilleure maîtrise de la qualité de l'eau et de son évolution dans les réseaux.

Réseau « sentinelle » : sécurisation de l'eau distribuée aux abonnés



Exemple de suivi d'évènement en réseau de distribution

⑤ GARANTIR LA SECURITE SANITAIRE DE L'EAU : R&D

Les procédés de la R&D de Nom_de_Société :

- **Le CarboPlus®** permet d'éliminer un très large spectre de micropolluants dans l'eau (dont les métabolites de pesticides) et des résidus médicamenteux à un coût maîtrisé.
- **Le CarboPlus®** est l'outil le plus adapté pour éliminer les sous-produits de dégradation de pesticides ou leurs métabolites (i.e. Métochlor, Chlorothalonil, Chloridazone) ou les micropolluants émergents (i.e. PFAS). Ces molécules font l'objet d'un suivi et d'une limite de qualité dans les eaux distribuées à 0.1 µg/l (métabolites pertinents et les 20 PFAS de la Directive Européenne), ou 0.9 µg/l (métabolites non pertinents) Elles sont très présentes dans les eaux de surface ou souterraines qui nous servent à la production d'eau potable.
- Le Calcyle® est une solution visant à **réduire significativement la dureté de l'eau**. Ce traitement permet de protéger le réseau de distribution et de diminuer la gêne occasionnée par des eaux trop dures chez le consommateur.

ENJEU 3 : MAITRISE DE LA CONSOMMATION ET NOUVEAUX SERVICES AUX ABONNES

⑥ MIEUX INFORMER LES CLIENTS GRACE A UNE TELERELEVÉ REELLEMENT INTER-OPERABLE

Grâce au suivi fin de la consommation des compteurs d'eau, la **Télérelève*** permet :

- Aux consommateurs particuliers : de suivre au quotidien leurs consommations d'eau et d'être alertés en cas de consommation anormale.
- Aux consommateurs professionnels : de grouper leurs compteurs sur un même espace de suivi et de disposer d'un accompagnement personnalisé à la réduction de leur consommation par des bilans horaires.
- A la collectivité : au travers d'un portail dédié, de garder la maîtrise de son parc de télérelève en toute transparence, de suivre plus finement l'évolution des rendements de réseaux sectorisés et de maîtriser les consommations de ses compteurs communaux.

**Pour les contrats équipés et où le service a été déployé*

PLAN DE GESTION DE LA SECURITE SANITAIRE DE L'EAU : NOS SOLUTIONS AU SERVICE DE L'EAU

ANTICIPER LA REGLEMENTATION : NOTRE EXPERIENCE AU SERVICE DE VOTRE COLLECTIVITE.

La mise en place des **PGSSE** (Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau), est la prochaine grande transformation du paysage réglementaire national. Depuis la parution de la nouvelle Directive Européenne sur l'eau potable du 16 décembre au JO de l'Union Européenne le 23 décembre 2020, **la France se doit de retranscrire cette directive en droit français d'ici 2 ans.**

Les PGSSE vont devenir réglementairement obligatoires sur toute la chaîne d'approvisionnement en eau : **de la zone de captage jusqu'au robinet de l'utilisateur.**

Votre collectivité en tant que Personne Responsable de Production et de la Distribution de l'Eau (ou PRPDE) sera donc tenue d'initier cette démarche d'amélioration continue sur l'ensemble de votre périmètre.

Le Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau en quelques mots :

- **Stratégie générale de prévention et d'anticipation,**
- **Approche fondée sur l'analyse des risques en matière de sécurité sanitaire de l'eau,**
- **Vise à garantir en permanence cette sécurité sur l'ensemble du processus.**

Il est basé sur l'évaluation et la gestion des risques intégrant toutes les étapes depuis la ressource en eau, son traitement et sa distribution jusqu'au robinet du consommateur.

Pilotée par la PRPDE, **SAUR**, fort de son expérience, qui a participé activement au Groupe de Travail ASTEE sur cette thématique **sous le mandat de la Direction Générale de la Santé**, **pourra à vos côtés assurer l'accompagnement de la démarche au moyen de supports méthodologiques qui ont été établis à cet effet.**

Les principales étapes de l'établissement du PGSSE, adapté à votre territoire, s'inscrivent dans une **démarche d'amélioration continue**. Elles peuvent se résumer en six phases principales qui intègrent les 10 modules préconisés par le Guide ASTEE :

1. Initiation de la Démarche PGSSE et constitution de l'équipe PGSSE
2. Évaluation des Risques intrinsèques (Ri = Gravité x Fréquence d'apparition)
3. Définition des mesures de maîtrise et de surveillance
4. Évaluation des Risques Résiduels
5. Mise en place d'un plan d'action PGSSE afin de diminuer le Risque Résiduel
6. Méthode et outil de déploiement et de suivi de l'efficacité

Grâce à ce partenariat renforcé, nous anticiperons les risques sanitaires et nous améliorerons durablement notre performance opérationnelle sur votre territoire afin de **mieux préserver votre patrimoine et de répondre aux grands enjeux du PGSSE.**

LA RESPONSABILITE SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE

UNE ENTREPRISE EXEMPLAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT

Acteur de l'environnement, nous souhaitons promouvoir une gestion exemplaire de nos sites et de nos services pour minimiser les impacts que nos métiers pourraient avoir sur le climat, la Biodiversité ou les ressources naturelles.

Engagée de manière structurante dans ses processus, notre entreprise Saur est certifiée ISO 14 001



(management de l'environnement) et ISO 50 001 (management de l'énergie) au niveau national et les met en œuvre pour répondre à cet enjeu de préservation de votre territoire.

- Engagement 4 : 100% des cahiers des charges nationaux intègrent des critères de développement durable

Accompagner la transition carbone sur votre territoire

En tant qu'acteur engagé dans la lutte contre le dérèglement climatique, le groupe Saur a à cœur de soutenir la transition énergétique des territoires qu'il dessert, et d'accompagner le développement d'une économie bas-carbone à travers l'ensemble de ses activités.

Nos ambitions carbone sont fortes, et nous les mettons au service de vos objectifs climat. Saur a en effet pour objectif de réduire ses émissions directes (scope 1) et indirectes liées à la consommation d'électricité (scope 2) de 42% d'ici 2030 comparé à 2021. Cette trajectoire de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre du Groupe a été validée par SBTi (Science Based Target Initiative) en 2023.

Pour vous accompagner vers cette transition énergétique, les principales mesures mises en œuvre sont les suivantes :

- Une consommation d'énergie décarbonée : la **fourniture de l'électricité** de nos contrats d'exploitation est couverte **intégralement par une production d'énergie renouvelable**. Des certificats de garantie d'origine, délivrés aux producteurs d'énergie verte par l'AIB (Association of Issuing Bodies), permettent de soutenir la filière de production d'énergie renouvelable.
- Un engagement de Saur en faveur de la **sobriété**, avec les optimisations énergétiques : norme ISO 50 001, gestion du pilotage de la performance énergétique via optim+, etc.

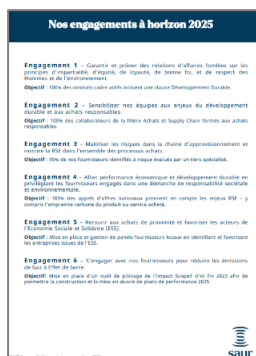


Des achats durables

Soucieux de consolider une démarche partenariale durable et de qualité, nous avons établi une gouvernance engagée de notre service Achats, portée par la **Politique Achats Responsables de Saur France et la Charte Relations Fournisseurs**, reflétant la réciprocité de notre engagement auprès de nos partenaires.

Feuille de Route qui guide l'ensemble de la filière Achat de Saur, cette politique (accessible publiquement sur le site web de Saur) porte plusieurs engagements, dont :

- Engagement 5 : Recourir en priorité aux achats de proximité et favoriser les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire



DES ENJEUX SOCIÉTAUX

Conscient que le service de l'eau et de l'assainissement est par essence nécessairement local, nous avons à cœur de rester implanté au plus proche des territoires dans lesquels nous opérons.

Contribuer à l'insertion et l'emploi local

L'accès au monde du travail pour les jeunes et les seniors, et plus globalement pour toutes les populations éloignées de l'emploi, est une préoccupation majeure. En tant qu'**acteur économique**, nous souhaitons jouer, à vos côtés, un rôle clé dans la sensibilisation, la formation et l'insertion professionnelle des habitants de votre territoire.

Depuis 2021, Saur a **supprimé la période d'essai pour ses recrutements en CDI**. Cette action facilite notamment l'accès au logement et à l'emprunt pour les nouveaux embauchés.

Saur accompagne l'**insertion professionnelle** du public le plus éloigné de l'emploi (jeunes, seniors, personnes en situation de chômage longue durée, personnes en situation de handicap ...), en privilégiant des partenariats avec des acteurs locaux, ancrés sur votre territoire.

Nous menons les actions suivantes :

- Recourir à de la sous-traitance auprès d'ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail), notamment pour la gestion des espaces verts.
- Recruter prioritairement une main d'œuvre locale en transmettant à France Travail, CAP Emploi et la Mission Locale toutes nos offres d'emploi du périmètre contractuel.

Participer à des événements Emploi sous forme de forum ou d'ateliers.

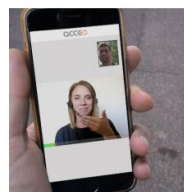
Accompagner les clients les plus fragiles

Conscients que les situations de vie peuvent affecter ponctuellement les capacités de nos abonnés à payer leurs factures, différentes modalités de paiement sont mises à leur disposition. Nos conseillers clientèle examinent chaque situation et proposent différentes options pour faciliter le paiement de leur service :

- La possibilité de régler les factures selon un plan de paiement personnalisé,
- Le prélèvement mensuel pour permettre aux clients en difficulté de mieux répartir et anticiper le poids de la facture au cours de l'année

Concernant les abonnés en situation de précarité hydrique, Saur propose de les accompagner via différents systèmes de médiation, de sensibilisation à la réduction des consommations d'eau et de leurs factures, ainsi que l'appui via des aides financières palliatives.

En complément, Saur est signataire au sein de chaque Département d'une Convention pour préciser son concours financier au **Fonds de Solidarité pour le Logement**. L'aide FSL, attribuée en commission, est appliquée directement sur la facture d'eau par nos services sous forme d'abandon de créances.



La surdité en France représente 6,6 millions de personnes. **Afin d'assurer sa mission de service public aux personnes sourdes ou malentendantes**, Saur a conclu un partenariat avec

ACCEO. Ces clients peuvent échanger instantanément avec nos chargés clientèle via l'application Acceo qui transcrit la parole en texte ou la traduit en langue des signes française.

Saur Solidarité

Les valeurs de Saur et l'engagement de nos collaborateurs nous font mener des actions solidaires, au-delà de nos activités courantes, notamment grâce à **notre fonds de dotation Saur Solidarités**.



Saur encourage ses collaborateurs à s'impliquer pour l'intérêt général en conditionnant l'attribution des financements à leur portage et implication dans le projet. Les projets éligibles doivent favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement, soutenir l'insertion professionnelle des personnes en difficultés ou aider les personnes en situation de handicap. Ces projets, nécessairement proposés par les collaborateurs de Saur et portés par des associations, fondations ou ONG, sont ensuite évalués par un Comité, selon leurs impacts et faisabilité.

Ethique et conformité

Nous sommes également engagés à être **exemplaire d'un point de vue éthique**. Saur est le 1^{er} acteur de l'eau à avoir été certifié ISO 37001 par un organisme indépendant dès 2019.



Cette certification internationale qui atteste de la robustesse de notre dispositif a été maintenue en 2024, suite à un audit de surveillance.

Un programme dédié de formation et de sensibilisation des collaborateurs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence s'articule ainsi autour de deux piliers :

- les nouveaux embauchés, dès leurs arrivées au sein du Groupe, doivent suivre une formation en ligne afin de les sensibiliser à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Elle permet également de porter à leur connaissance les standards éthiques du groupe.
- les fonctions les plus exposées au risque de corruption et de trafic d'influence qui ont été identifiées dans le cadre

de la cartographie des risques font l'objet d'une formation renforcée.

Dans un souci de réactivité et de transparence, Saur dispose d'un **dispositif de signalement** conforme à la loi n°2016-1691 dite « Sapin II », modifiée par la loi n°2022-401 dite « Waserman ». Il permet aux collaborateurs et parties prenantes externes de signaler en toute confidentialité, toute situation ou comportement qui serait contraire à notre code de conduite ou à une obligation légale et réglementaire.

Neutralité du service Public

Comme le prévoit le règlement intérieur de Saur et conformément aux dispositions de la loi 2021-1109 du 24 août 2021, en sa qualité de délégataire de service public, Saur assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au **respect des principes de laïcité et de neutralité du service public**.

A cette fin, Saur veille à ce que ses salariés, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Outre l'application des sanctions qui s'imposent, tout manquement à ces règles est susceptible de faire l'objet d'une information à l'autorité organisatrice du service.

Au cours de l'année 2024, Saur a renforcé son processus de signalement de potentiels manquements à la neutralité du service public, avec une catégorie dédiée au sein du système de signalement du Groupe (voir ci-dessous), et un processus de résolution des faits remontés.

FAVORISER LE FACTEUR HUMAIN

Assurer la sécurité de nos collaborateurs

La santé et la sécurité des collaborateurs, de tout intervenant extérieur et des riverains, sont définies au sein du Groupe Saur, comme un absolu, une valeur de l'entreprise. La politique Santé et Sécurité de Saur n'ambitionne qu'un seul objectif : le **zéro accident**.



La culture sécurité de Saur se base sur l'exemplarité et la vigilance partagée autour d'une seule philosophie : « **je prends soin de ma santé et de ma sécurité et de ceux qui m'entourent. Pour cela, en cas de risque, j'identifie, j'alerte et je sécurise.** »

Acteur de la formation locale

Au-delà du versement de la taxe d'apprentissage aux établissements scolaires situés sur votre territoire, **Saur participe à la formation des plus jeunes**, du collège au BAC+5, en menant diverses actions pour faciliter leur accès au monde professionnel :

- Accueil de stagiaires de classe de 3ème, seconde et des filières professionnelles (Bac Pro, BTS ou Bac+5)

- Participation à différents événements pour représenter les métiers de l'eau
- Des visites des sites (selon les arrêtés de sécurité) auprès des élus, publics scolaires, et grand public.
- des interventions dans les établissements scolaires, pour présenter le cycle de l'eau et les enjeux qui l'entourent.
- Mise à disposition de supports de sensibilisation à destination des scolaires et des usagers.

Volonté de formation continue

Dans un contexte de mutation de ses métiers et d'évolution digitale, Saur fait évoluer et renouvelle les compétences de ses collaborateurs. L'entreprise a mis en place des outils et processus qui favorisent l'identification des compétences et des potentiels de développement de chacun.

Outre les formations indispensables au maintien des habilitations, Saur déploie un panel plus complet et adapté à la diversité des besoins de chacun. Parmi ses modalités pédagogiques :

- **La plateforme de formation digitale e-learning « My Academy »**, avec des contenus sur-mesure régulièrement actualisés et aisément accessibles, rendant le collaborateur acteur de son parcours de formation
- **La « Saur Water Academy »** : un centre de formation interne dédié aux métiers de l'eau qui propose des formations variées et spécialisées. Il existe déjà 3 centres en présentiel, à Agen, Nîmes, Limoges et St Etienne, et d'autres territoires sont à l'étude.
- Depuis 2022, Saur réalise des « Ciné Saur » auprès des agents opérationnels. Ces ateliers présentiels, ludiques et gamifiés de formation-action au développement durable permettent aux agents et responsables de s'impliquer davantage sur la RSE à l'échelle de leur secteur.

Sensibiliser les collaborateurs à la RSE

A l'occasion de la semaine du développement durable, une nouvelle mobilisation des collaborateurs sur le thème de la RSE a été réalisée à travers un Challenge « Saur s'active ».

Une application Squadeasy a été installée sur les téléphones professionnels. Cette application a permis aux collaborateurs de monter des équipes et de se défier via des challenges sportifs, des quizz ou des photos sur des thématiques telles que la biodiversité, l'impact carbone ou l'économie circulaire. En 2024, plus de 1 000 participants ont parcouru 182 897 km via les différentes voix de mobilité douce :



Permettre l'engagement des collaborateurs

Un partenariat stratégique, étendu à l'ensemble du territoire national, entre la Direction Générale et le Service Départemental



d'Incendie de Secours (SDIS) a récemment été signé chez Saur visant à encourager l'emploi de ses collaborateurs et à les libérer en tant que Sapeurs-Pompiers Volontaires.

L'objectif principal de cette convention est de **valoriser les sapeurs-pompiers volontaires** en permettant une **meilleure conciliation** entre leurs missions de secours et leurs responsabilités professionnelles.

En favorisant l'engagement des SPV, nous **renforçons la sécurité de nos collectivités** tout en **contribuant au bien-être** général de tous.

Cette initiative **renforce non seulement les effectifs** des sapeurs-pompiers, mais témoigne également de notre volonté de promouvoir la **solidarité** et la **cohésion sociale** à une échelle plus large.

Assurer l'égalité de traitement au sein de notre entreprise

L'égalité de traitement entre tous nos collaborateurs est une évidence pour l'entreprise. Le Groupe a obtenu en France **une note globale de 99/100 en 2024 pour l'index de l'égalité** professionnelle Femmes-Hommes défini par le ministère du travail, en constant progrès depuis 2020. Saur cherche à promouvoir des politiques de recrutement et de gestion des carrières qui permettent d'augmenter la parité au sein de nos équipes, et de créer un climat d'épanouissement pour l'ensemble de nos collaborateurs et collaboratrices.

Fondé en 2018, le réseau ElIEau a pour principal objectif de favoriser la mixité professionnelle. Que ce soit par le recrutement, l'accompagnement des



carrières ou encore le changement des mentalités, l'ensemble des ambassadeurs et ambassadrices est persuadé que **la mixité** est un levier de performance, d'attractivité, de créativité et de bien-être.

NOUVELLE DIRECTIVE EUROPEENNE

La nouvelle Directive Européenne (UE) 2020/2184, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, est parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 23 décembre 2020.

Le nouveau texte a pour objectif de promouvoir l'eau du robinet et suit cinq axes d'évolution :

- l'accès à l'eau potable pour tous, en réponse à la 1ère initiative citoyenne européenne « L'eau, un droit humain ».
- l'évaluation de la sécurité sanitaire de l'eau, du captage au robinet, fondée sur une analyse des risques, pour repérer et traiter ces derniers de façon proactive.
- l'actualisation de la liste des critères à suivre pour déterminer la qualité de l'eau, basé sur un partenariat avec l'OMS pour la mise à jour des paramètres et des valeurs paramétriques.
- l'harmonisation entre les Etats membres des dispositions des matériaux en contact avec l'eau potable.
- le renforcement de la transparence pour les consommateurs en ce qui concerne la qualité et la fourniture de l'eau potable, afin d'améliorer la confiance dans l'eau du robinet.

Les 14 premiers arrêtés de la directive eau potable ont été publiés

Après sa traduction en droit français, et la publication de l'ordonnance du 22 décembre 2022 (n°2022-1611) et de deux décrets (2022-1720 et N°2022-1721) du 29 décembre 2022, le nouveau cadre de la directive eau potable 2020/2184 s'est mis en place en 2023. De nombreux arrêtés se rapportant à cette directive ont été publiés dès le mois de janvier sans que ne soient toutefois précisé les moyens financiers alloués aux collectivités pour la mise en place de ces nouvelles dispositions.



- L'arrêté du 3 janvier relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau est également paru au JO du 11 janvier 2023.
 - Il précise les modalités de sa mise en place par les personnes responsables de la production et de la distribution d'eau (PRPDE)
 - Sa mise en place devra être effective avant le 12 juillet 2027 pour les zones de captage et avant le 12 janvier 2029 pour la production et la distribution d'eau.
 - Il devra faire l'objet d'une mise à jour tous les 6 ans et d'une évaluation obligatoire de sa mise en œuvre avant chaque mise à jour.
 - Le texte rappelle les finalités des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau d'identifier les dangers et événements dangereux susceptibles de détériorer la qualité de l'eau prélevée, les acteurs, d'évaluer les risques associés (ces risques sont soit qualitatifs soit quantitatifs si ils agissent indirectement sur la qualité de l'eau) et de mettre en place des mesures de gestion des risques, dont la faisabilité technique et financière aura été éprouvée, afin de permettre d'éviter ou de diminuer ces risques à un niveau acceptable.
 - En annexe l'arrêté précise le contenu de l'évaluation des risques appliquée aux zones de captage et à la production et à la distribution d'eau.
 - SAUR anticipe d'ores et déjà les futures évolutions réglementaires. En particulier, SAUR pourra être votre partenaire et vous accompagner pour la mise en place de votre Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE).

13 arrêtés d'application sont également parus début 2023 :

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique
 - Principales dispositions transposées :
 - Intégration de nouveaux paramètres et des exigences de qualité associées : sous-produits de la désinfection, chlorates, chlorites, acides haloacétiques, composés perfluorés, bisphénol A, uranium chimique, microcystines.
 - Normes de qualité relevées pour : antimoine, bore, sélénium.
 - Normes de qualité abaissées pour : plomb, chrome.
 - Normes précisées pour : métabolites de pesticides.
 - Introduction des valeurs indicatives → utilisation pour les métabolites de pesticides non pertinents
 - Introduction des valeurs de vigilance
 - Principales évolutions pour les exigences de qualité en eaux distribuées

Évolutions par rapport à la réglementation antérieure	Paramètres	Limites de qualité	Commentaires	Dates pour la mise en conformité
Nouveaux paramètres				Janvier 2023
	Chlorates	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chlorates	
	Chlorites	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chlorites	
	Bisphénol A	2,5 µg/L	Mise à jour possible par la CE au regard des travaux EFSA	
	AHA (somme de 5)	60 µg/L	Si traitement de désinfection pouvant générer des AHA. Somme : acide chloroacétique, dichloroacétique et trichloroacétique, acide bromoacétique et dibromoacétique	
	Uranium chimique	30 µg/L		
	Microcystines Total	1 µg/L	À analyser en fonction de la situation	
	PFAS (somme de 20)	0,1 µg/L	Somme de 20 molécules définies dans l'arrêté	
	Chrome VI	6 µg/L		
Relèvement de la limite de qualité				Janvier 2023
	Antimoine	10 µg/L		
	Bore	1,5 mg/L	2,4 mg/L si eau de mer dessalée ou conditions géologiques particulières	
	Sélénium	20 µg/L	30 µg/L si conditions géologiques particulières	
Abaissement de la limite de qualité				Janvier 2036
	Chrome	25 µg/L		
	Plomb	5 µg/L	En amont des installations privées de distribution	
Autre				Janvier 2023
	Pesticides	Pas de changement	Précision sur la notion de pertinence d'un métabolite dans les EDCH. Les métabolites de pesticides non pertinents sont exclus du calcul pour la somme des pesticides. Définition d'une valeur de gestion (valeur indicative) pour les métabolites non pertinents = 0,9 µg/L.	

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles pris en application des articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au programme de tests et d'analyses à réaliser dans le cadre de la surveillance exercée par la personne responsable de la production et de la distribution d'eau et aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant ce programme, en application des articles R.1321-23 et R.1321-24 du code de la santé publique

- Le programme de tests et d'analyses de la surveillance est défini sur la base d'une analyse des dangers que peuvent présenter les installations du système de production et de distribution d'eau, réalisée dans le cadre du PGSSE.
- Réévaluation a minima tous les 6 ans.
- Il doit comprendre la surveillance des paramètres :
 - turbidité, notamment afin de vérifier l'efficacité de l'élimination physique au moyen de procédés de filtration ;
 - coliphages somatiques, afin de vérifier, si nécessaire, l'efficacité des procédés de traitement des eaux brutes contre les virus pathogènes ;
 - chlore et sous-produits de désinfection, afin d'évaluer l'efficacité du traitement de désinfection, ainsi que la rémanence du chlore et la présence de sous-produits de la désinfection en tout point et jusqu'au bout du réseau de distribution, lorsqu'un traitement de désinfection est mis en oeuvre ;
 - équilibre calco-carbonique, afin de prévenir ou d'anticiper les phénomènes de corrosion ou d'entartrage des réseaux de distribution et une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau dans le réseau ;
 - tout autre paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou d'une dégradation de la qualité de l'eau au cours de sa distribution tel que le chlorure de vinyle monomère, au regard des limites de qualité fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié susvisé et relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R.1321-24 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source ou une eau rendue potable par traitement à des fins de conditionnement
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyse du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
 - Ce texte établit le programme du contrôle sanitaire assuré par les agences régionales de santé pour les eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine et pour les eaux destinées à la consommation humaine.
 - Il détermine le contenu des analyses types à effectuer sur la ressource (eaux d'origine souterraine ou superficielle), sur les points de mise en distribution, et au robinet du consommateur.
 - Il détermine les fréquences minimales annuelles des prélèvements d'échantillons d'eau et d'analyses en fonction du débit (en m³/jour).
 - Il entrera en vigueur le 1er janvier 2026.
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'évaluation des risques liés aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à la consommation humaine
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif aux méthodes d'analyses utilisées dans le cadre de la réalisation du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2013 relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire

D'autres arrêtés d'application complémentaires viendront transposer des exigences de la Directive Européenne (UE) 2020/2184, en particulier les articles suivants :

- L'article 4.3, dédié à la maîtrise des pertes en eau, demande aux Etats membres d'évaluer les niveaux de fuite d'eau sur leur territoire, pour les services >10 000 m³/j ou >50 000 habitants. D'ici 2028, la Commission européenne fixera un seuil au-delà duquel un plan d'actions de réduction des fuites sera nécessaire.

- L'article 11 fixe et uniformise à l'échelle européenne, les principes applicables et les exigences minimales pour les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine.
- L'article 16 a pour objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales. Les Etats membres sont ainsi enjoins à prendre des mesures pour garantir l'accès à l'eau, en particulier pour les populations vulnérables,
- L'article 17 vise améliorer la confiance du consommateur en l'eau du robinet et sa connaissance de ses consommations avec la diffusion régulière d'une information complète de l'eau potable distribuée (qualité, prix, volume, méthode de production ...)

METABOLITES DE PESTICIDES

L'EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Comment définit-on la liste des pesticides et métabolites recherchés ?

- La liste des pesticides à rechercher dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux n'est pas arrêtée au niveau national.
- Compte-tenu du nombre élevé de molécules de pesticides étant ou ayant été autorisées/utilisées et de la diversité des contextes régionaux, le choix des molécules est effectué par chaque ARS et est révisé régulièrement.
- Il est ainsi tenu compte des activités et usages agricoles, des surfaces cultivées, de la probabilité de les retrouver dans les eaux et de leur toxicité sur la santé humaine.

Comment surveille-t-on les pesticides et leurs métabolites ?

Les exigences de qualité de l'eau distribuée sont précisées dans le Code de la santé publique en application de la Directive européenne 2020/2184. La surveillance mise en œuvre par les ARS dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux compare les concentrations retrouvées dans les eaux distribuées à ces limites ainsi qu'à des valeurs de gestion introduites par l'instruction N°DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 :

Pour les métabolites PERTINENTS et les pesticides :

- La limite de qualité (LQ) :
 - 0,1 µg/l par molécule (sauf pour l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorépoxyde : 0,03 µg/l) et 0,5 µg/l pour la somme des molécules mises en évidence.
 - L'eau est conforme lorsqu'elle répond à la limite de qualité.
 - Ces valeurs réglementaires ont été établies dans un objectif de lutte contre la pollution de la ressource et non sur la base d'une approche toxicologique d'impact sur la santé.
- La valeur sanitaire maximale (Vmax) :
 - C'est une valeur de gestion, établie par l'ANSES, propre à chaque molécule, en deçà de laquelle l'eau peut être consommée sans entraîner d'effet néfaste pour la santé.
 - A vocation à n'être utilisée que pour une durée limitée (période de dérogation), pendant laquelle des actions de remédiation doivent être mises en place.

Pour les métabolites NON-PERTINENTS :

- Ne sont pas soumis aux limites de qualité. Cependant leur concentration dans l'eau doit rester inférieure à la valeur guide de gestion sanitaire (Vguide) définie pour chaque substance par l'ANSES, ou à défaut, à une valeur indicative unique fixée à 0,9 µg/l.

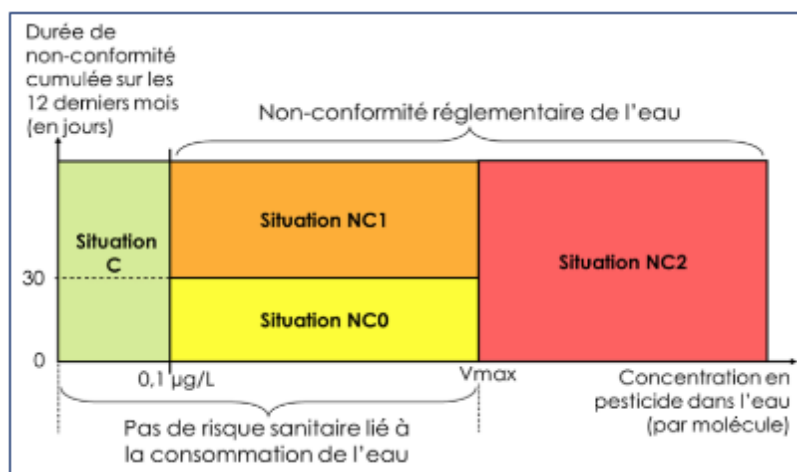
Comment sont déterminées les Vmax ?

- Les valeurs sanitaires maximale sont déterminées par l'ANSES à partir des valeurs toxicologiques de référence (VTR) s'appliquant aux substances actives ou métabolites, en considérant que l'exposition d'une personne par l'eau qu'elle consomme ne doit pas dépasser 10 % de la VTR.
- Pour assurer la plus grande sécurité possible, la Vmax est construite pour protéger les forts consommateurs d'eau du robinet et tient compte de la consommation d'eau tout au long de la vie.
- Ces valeurs sanitaires maximales sont susceptibles d'être actualisées en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, en particulier quand des VTR sont actualisées, ou encore quand les méthodes de calculs sont revues. La méthode d'élaboration des Vmax, mise en place à l'Agence en 2007, a ainsi été réactualisée dans un avis de 2019 en utilisant des données nationales récentes.
- Depuis 2007, ce sont un peu moins de 200 molécules qui ont fait l'objet d'une détermination de Vmax, dont environ 20 ont fait l'objet d'une réévaluation. A ce jour, les Vmax déterminées sont presque toutes supérieures à la limite de qualité de 0,1 µg/L (rares exceptions pour certains chlorés)

- En l'absence d'évaluation disponible de la Vmax par l'ANSES, l'instruction de la DGS du 24 mai 2022 prévoit la possibilité d'utiliser une Valeur Sanitaire Transitoire (VST) établie par l'Agence fédérale de l'environnement allemande (Umweltbundesamt, UBA)

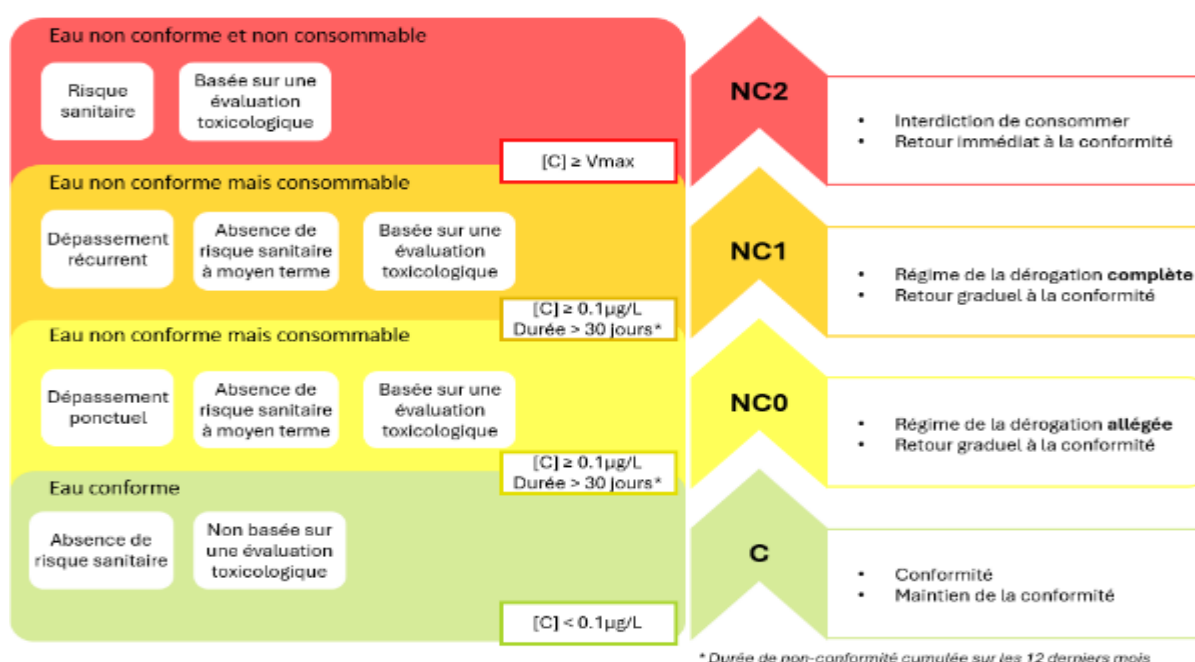
Mesures de gestion en cas de dépassement de la LQ

L'instruction de la DGS du 18/12/2020 distingue 4 types de situations selon la concentration et la durée du dépassement :



Situation		Risque sanitaire pour la population	Qualification	Actions à engager par l'ARS	Actions à engager par la PRPDE
C	<LQ en permanence	Non	Eau conforme	RAS	RAS
NC0	>LQ mais <Vmax pendant <30j/an cumulés	Non	Eau non conforme mais consommable	Programme renforcé de suivi, distribution eau encadrée par une dérogation selon une procédure "allégée"	<ul style="list-style-type: none"> Information de la population, demande de dérogation auprès du préfet avec plan d'action retour à la conformité sous 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC1	>LQ mais <Vmax pendant >30j/an cumulés	Non	Eau non conforme mais consommable	Programme renforcé de suivi, distribution eau encadrée par une dérogation selon une procédure "complète"	<ul style="list-style-type: none"> Information de la population demande de dérogation auprès du préfet avec plan d'action retour à la conformité sous 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC2	> Vmax quelle que soit la durée du dépassement	Oui	Eau non conforme et non consommable	Pas de dérogation possible	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une enquête afin de déterminer l'origine de la contamination. Informers la population de ne pas utiliser l'eau du réseau public pour les usages alimentaires (boisson, préparation des aliments, cuisson, hormis le lavage des aliments). Informers les centres de dialyse, professions médicales et responsables d'entreprise du secteur alimentaire. Informers les propriétaires ou utilisateurs de puits privés.

Principes de gestion des non-conformités



Instruction DGS du 20 octobre 2023

- Parution d'une instruction interministérielle de la DGS à destination des ARS : Instruction N° DGS/EA/2023/160 du 20 octobre 2023 relative à « la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH, à l'exclusion des eaux conditionnées. »
- Fait suite aux difficultés d'application des mesures de gestion sanitaire par certaines ARS sur des territoires qui font face à des valeurs particulièrement élevées de certaines molécules sans V max.
- Les métabolites du Chloridazone et du Chlorothalonil sont particulièrement ciblés, car concernés par des dépassements des valeurs transitoires (VST) définies dans l'instruction du 24 mai 2022. L'application littérale des mesures de gestion impliquerait des restrictions d'usages pour plusieurs centaines de milliers de personnes sur le territoire national.
- Compte tenu de :
 - la difficulté de mise en œuvre des restrictions sur un tel périmètre,
 - le risque subséquent de difficulté d'accès à l'eau potable,
 - les différences d'application des règles sanitaires issues de la même Directive au sein des pays de l'UE,
 - la prise en compte du rapport bénéfice/risque.
- La DGS recommande donc à ses ARS de surseoir temporairement à l'application de ces restrictions d'usage.
 - ➔ « approche de gestion proportionnée » de l'action publique.
 - ➔ concerne également le cumul des substances
- Un plan d'action interministériel découle immédiatement de cette décision.

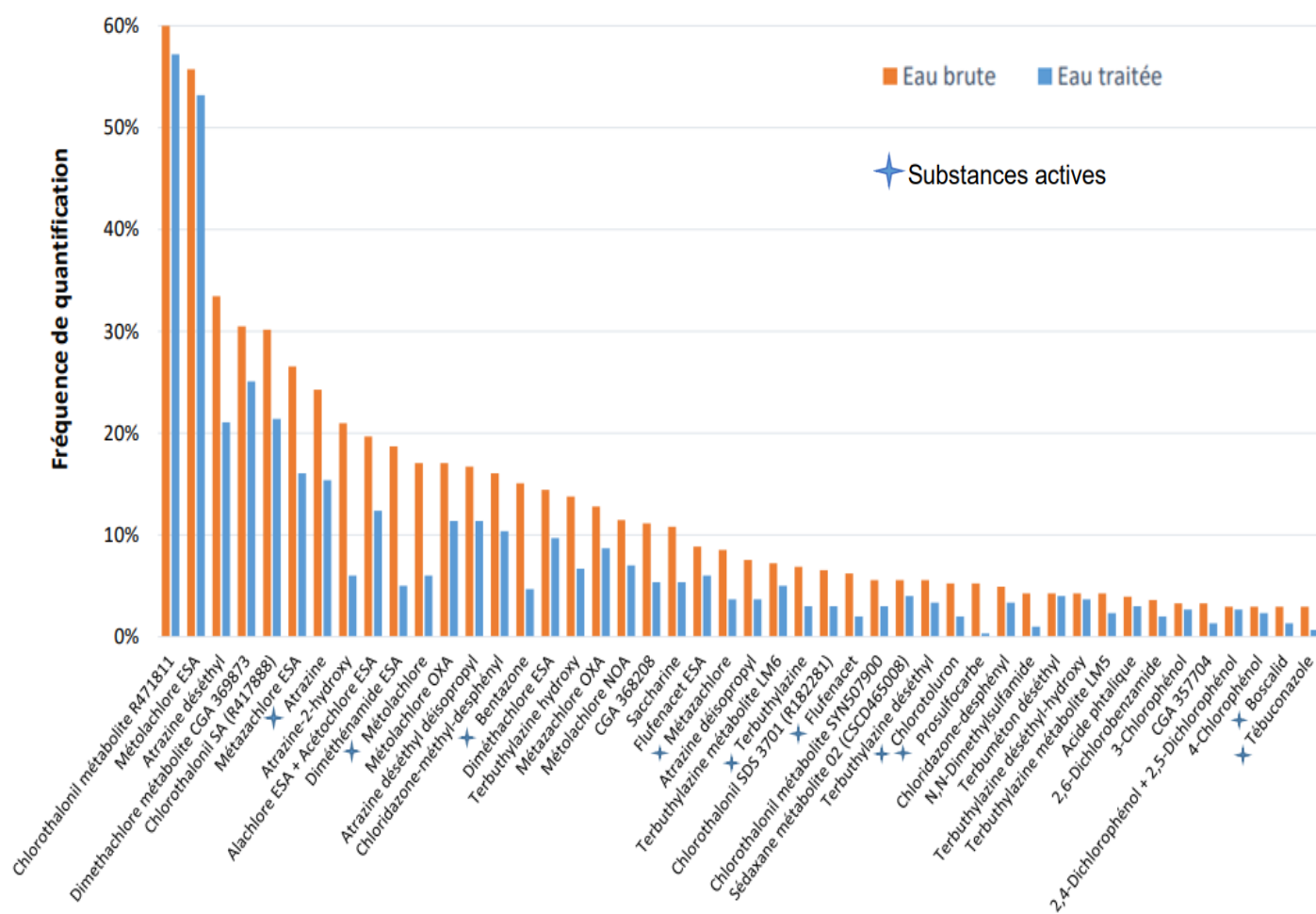
Les métabolites du Chlorothalonil

Le Chlorothalonil est un fongicide qui a été utilisé en France depuis les années 70 sur de nombreuses grandes cultures : la vigne, le blé-orge, le pois, la betterave, le tournesol, la pomme de terre, l'avoine, seigle, triticales, gazon, cultures de pleins champs type ail, oignon, melon... 39 préparations commerciales en contenant ont obtenu une autorisation de mise sur le marché. Il a été interdit à la vente en France en 2019 avec une fin d'utilisation en mai 2020. Ses produits de dégradation sont très persistants.

Parmi les métabolites du chlorothalonil, le R471811 est particulièrement résistant à la dégradation (forme d'acide sulfonique – la famille phénolique se dégrade beaucoup plus vite).

La campagne nationale menée à grande échelle par l'ANSES entre 2020 et 2022 sur les eaux brutes et eaux traitées représentant 20 % de la population consommatrice d'EDCH (136 000 résultats d'analyses) a montré la présence du R471811 dans plus d'un prélèvement sur 2 et un dépassement de 0.1 µg/l dans un tiers des échantillons.

Fréquence de quantification des pesticides et métabolites en eau brute (EB) et eau traitée (ET) dans les eaux destinées à la consommation humaine - Campagne ANSES 2020-2022



Le chlorothalonil R471811, métabolite pertinent, a été déclassé le 29/04/2024 en métabolite non pertinent alors qu'une nouvelle molécule issue de la dégradation de la même substance active dans l'environnement, le chlorothalonil R417888 (ou chlorothalonil SA) a été déclaré pertinent à la même date.

Dans la campagne nationale de l'ANSES, ce nouveau métabolite pertinent est détecté 2 voire 3 fois moins souvent que le chlorothalonil R471811 et à des concentrations 4 à 5 fois plus faibles.

Les métabolites du Chloridazone

Le Chloridazone un herbicide de la famille des diazines qui a été utilisé principalement dans la culture des betteraves depuis les années 1960 jusqu'en décembre 2020.

Il n'a pas été prouvé de potentiel cancérigène ou mutagène pour l'homme. L'arrêt de sa commercialisation est lié à l'absence de demande de renouvellement d'autorisation par le producteur.

Le desphényl-chloridazone (DPC) et le méthyl-desphényl-chloridazone (MDPC) sont deux produits de dégradation du chloridazone dans le sol ou dans l'eau (métabolites).

En 2007, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) écarte un risque pour la santé humaine associé à ces deux métabolites → toxicité comparable ou inférieure à celle de la chloridazone qui ne présente aucun potentiel cancérigène ou mutagène.

En 2020, l'ANSES identifie des faiblesses dans les protocoles toxicologiques disponibles → elle classe ces 2 métabolites PERTINENTS, par défaut (principe de précaution).

Pas de Valeur Sanitaire Maximum (Vmax) établie par l'ANSES à date, en l'absence de données d'études suffisantes concernant le potentiel génotoxique du DPC et le MDPC.

Certaines ARS intègrent le suivi de ces 2 molécules au contrôle sanitaire, notamment l'ARS HDF à partir de mai 2021. En l'absence de Vmax disponible, elles utilisent une valeur de gestion provisoire (VGP) de 44 µg/l, c'est-à-dire 5 fois plus protectrice que la Vmax établie par l'ANSES pour la molécule mère de chloridazone (222µg/l).

Cette valeur de gestion provisoire n'est plus appliquée depuis juin 2022, date à laquelle le ministère de la santé a fixé une valeur commune à toutes les régions.

En juin 2022, en attendant que l'ANSES établisse la Vmax de ces 2 métabolites, le ministère de la santé fixe une « valeur sanitaire transitoire » à 3 µg/L, applicable dans toutes les régions.

Elle correspond à celle établie par l'UBA (Umweltbundesamt, agence fédérale pour l'environnement) en Allemagne. A noter qu'un dépassement de cette valeur en Allemagne n'entraîne pas de restriction de la consommation de l'eau, comme en France, mais uniquement des actions de surveillance des concentrations dans l'eau et de réduction des apports en pesticides.

Le 04 mai 2023, ces deux molécules sont déclarées métabolites pertinents par l'ANSES et le 25 juillet 2024 des Valeurs Sanitaires Maximum (Vmax) ont été déterminées permettant une gestion sanitaire classique de ces deux molécules en cas de dépassement des limites de qualité.

FACE AUX METABOLITES : LE CARBOPLUS® DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICROPOLLUANTS

CarboPlus® – traitement des micropolluants

CarboPlus® est la barrière contre les micropolluants.

Même à faible concentration, la multiplicité des micropolluants génère un risque potentiel sur la santé humaine et l'environnement.

Vous souhaitez



Disposer d'un traitement des micropolluants très performant à moindre coût



Bénéficier d'une solution de traitement des micropolluants pérenne et évolutive

Vos bénéfices



Garantie de la **qualité de l'eau** distribuée et épurée



Maîtrise des coûts d'exploitation



Flexibilité de la **technologie** vis-à-vis de la charge de pollution entrante



Solution **pérenne** par sa capacité d'anticipation sur les exigences réglementaires

Comment ça marche ?

CarboPlus® est un réacteur vertical dans lequel l'eau rentre à la base de l'ouvrage et s'écoule de manière ascendante.

Ce flux traverse un lit de charbon actif qui adsorbe les micropolluants.

Un dispositif de traitement :
- facile à exploiter
- performant et fiable
- compact



1. L'eau à traiter est injectée à la base de l'ouvrage

2. L'eau traverse le réacteur de bas en haut

3. Les micropolluants sont adsorbés sur le lit de charbon actif qui est expansé par le passage de l'eau

4. Le charbon est séparé de l'eau par gravité

5. L'eau traitée est récupérée par surverse

6. Sortie de l'eau traitée



PFAS

Les PFAS ou composés perfluorés

- Les substances per- et polyfluoroalkylées, également connues sous le nom de PFAS, sont une large famille de plus de 4 000 composés chimiques aux propriétés très diverses.
- Antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs, les substances PFAS sont largement utilisées depuis les années 1950 dans de très nombreux domaines industriels et produits de consommation courante : textiles, emballages alimentaires, mousses anti-incendie, revêtements antiadhésifs, cosmétiques, produits phytosanitaires, produits utilisés pour la photographie, isolant de câbles électriques, etc.

Les sources d'exposition aux PFAS

- Les PFAS se dégradent très peu, c'est pourquoi il est possible d'en retrouver des traces dans l'environnement, y compris des substances qui ont été interdites depuis plusieurs années (d'où l'appellation de « polluants éternels »).
- La présence de PFAS dans l'environnement a une origine uniquement anthropique, c'est-à-dire due à l'activité humaine.
- Du fait de l'utilisation variée de ces composés chimiques et de leur persistance, tous les milieux peuvent être concernés par des contaminations : l'eau, l'air, les sols, et la chaîne alimentaire.
- Toute la population est exposée, à des niveaux variables.
- La principale source d'exposition est l'alimentation, en particulier la consommation de produits de la mer, de viande, de fruits, d'œufs et la consommation d'eau de boisson.
- L'air intérieur et extérieur est aussi une voie d'exposition possible mais moins importante, ainsi que l'ingestion de poussières contaminées.
- Une campagne exploratoire est lancée en 2024 sur tout le territoire national par la Direction Générale de la Santé. Le rapport sera publié à une date prévisionnelle à mi-année 2025.

Réglementation relative aux eaux de consommation en France

- Les PFAS font partie des nouveaux paramètres introduits à l'occasion de la refonte de la directive cadre sur l'eau, par la directive européenne 2020/2184 du 16/12/2020 relative à la qualité des Eaux destinées à la consommation humaine (EDCH).
- Ainsi, 20 PFAS sont ciblés et une limite de qualité réglementaire (0,10 µg/L ou 100 ng/L) est fixée pour la somme de ces 20 molécules dans les EDCH. Un autre paramètre plus global, intitulé « PFAS (total) », est également introduit avec une limite de qualité associée de 0,50 µg/L.
 - En décembre 2022, la directive européenne a été transposée en droit français (ordonnance n°2022-1611 du 22.12.2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)
 - A partir du 1er janvier 2023, la France a décidé de faire appliquer, en anticipation, la directive européenne pour les points où la présence de PFAS a déjà été identifiée par l'administration.
 - A partir du 1er janvier 2026, les PFAS seront intégrés dans le contrôle sanitaire de routine de l'eau de consommation.

Procédés de traitement

- SAUR mène depuis plusieurs années des programmes de recherche et de développement afin d'analyser l'occurrence et le traitement de ces composés dans l'eau.
- Plusieurs technologies sont en cours de développement, présentant des niveaux de maturités différents, et des niveaux de performances technico-économiques variés.
- Il convient de préciser qu'il n'existe pas de traitement « universel » pour éliminer les PFAS, compte tenu de la très grande variété de molécules que cette dénomination recouvre.
- Plusieurs paramètres intrinsèques à chaque molécule influent sur leur facilité à être éliminée : la longueur de la chaîne carbonée, le groupe fonctionnel (carboxylique ou sulfonique), polarité, hydrophilie, etc.

SAUR dispose de solutions de traitement adaptées, avec de nombreux retours d'expérience permettant de vous guider au mieux vers la solution la plus pertinente en fonction de votre problématique locale :

- Traitements au charbon actif (charbon en grain ou micrograin)
 - Le choix du charbon actif doit être adapté aux molécules à éliminer : longueur de la chaîne carbonée et du groupe fonctionnel (acides sulfoniques = OK, carboxyliques = KO).
 - Peut se montrer inefficace sur composés à chaîne courte.
 - Impact important de la matière organique dissoute sur les capacités d'adsorption.
- Filtration membranaire par osmose inverse et nanofiltration
 - Adaptée à l'ensemble des composés perfluoroalkylés

- Mais génère des volumes de concentrats importants qui doivent être éliminés : pas de filière économique à date pour le devenir de ces rejets.
- Résines échangeuses d'ions
 - Choix de résine polystyrénique anionique sélective, exploitation du filtre jusqu'à saturation du média filtrant – durée de vie avancée > durée de vie du CAG
 - Efficacité limitée sur les acides carboxyliques
- Solutions eaux souterraines :
 - à court terme = location d'unité mobile CAG
 - à moyen/long terme = mis en place d'unité fixe à CAG ou d'une unité CarboPlus micrograin.

Par ailleurs, SAUR dispose de pilotes-démonstrateurs « CarboPlus », spécialement conçus pour permettre une mise en place rapide sur une filière de traitement.

Un protocole de 6 mois est alors mis en place, sous pilotage par notre Direction Technique, afin de tester différentes configurations opérationnelles et vous proposer la solution technique la plus performante (validation du type de charbon actif utilisé, prise en compte des variations de qualité de l'eau à traiter, validation des paramètres de pilotage du CarboPlus, validation des hypothèses de consommation et de coûts d'exploitation, etc.).



NITRATES

La Commission Européenne a récemment mis en demeure la France en raison des quantités excessives de nitrates dans l'eau potable distribuée (> 50 mg/l).

La présence des nitrates dans les eaux est due :

- à leur présence naturelle dans l'environnement.
- à une contamination de la ressource en eau par des activités humaines .

En cas de pollution de votre ressource par les nitrates, SAUR peut vous accompagner pour trouver la solution technique la mieux adaptée à votre situation :

- filtration biologique, avec le **Bionitracycle**®.
- résines échangeuses d'ions, avec le **Nitracylce**®.

MANGANESE

Le manganèse ne présente pas de risques sanitaires mais peut être à l'origine des nuisances suivantes :

- la dégradation des propriétés organoleptiques de l'eau : goût « métallique » et coloration de l'eau.

- le développement de micro-organismes dans les réseaux de distribution.
- la formation de dépôt dans les réseaux de distribution avec risque de relargage ultérieur et remise en suspension de manganèse particulaire dans l'eau (taches noires sur le linge).

Dans son avis du 7 septembre 2020 relatif à la présence de manganèse dans l'EDCH, l'ANSES rappelle les conclusions et recommandations formulées dans son avis du 20 avril 2018 :

- une valeur sanitaire maximale de 60 µg/l pour le manganèse dans l'EDCH est proposée.
- la référence de qualité actuelle de 50 µg/l pallie le risque des nuisances évoquées ci-dessus.

En cas de présence excessive de manganèse dans votre ressource, nos experts sauront être force de proposition : mise en œuvre d'une oxydation au permanganate de potassium, filtration sur dioxyde de manganèse ...

CHLORURE DE VINYL MONOMERE (CVM)

Valeur de référence dans l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) : < 0,5 µg/L

Description générale :

Le chlorure de vinyle monomère est un produit chimique strictement synthétique, dont la présence dans l'eau de consommation est principalement liée à sa migration à partir de conduites en PVC posées avant 1980 sur les réseaux de distribution.

Outre la nature et l'ancienneté de la conduite, deux facteurs favorisent son relargage dans l'eau : le temps de contact de l'eau dans la conduite et sa température.

En avril 2020, la DGS a modifié l'instruction du 18 Octobre 2012 en lien avec le CVM dans l'EDCH. Une **nouvelle instruction** est parue avec une échéance de respect de cette dernière pour **le 29 avril 2023**. Les évolutions majeures étaient :

- **Votre collectivité**, en tant que Personne Responsable de la Production et de la Distribution d'Eau (PRPDE) et Maître d'ouvrage, est responsable de la gestion de la problématique CVM, en raison de votre connaissance du réseau et vos obligations de moyen et de résultats, à veiller à la qualité sanitaire de l'eau distribuée.
- Un repérage des canalisations à risques devait être finalisé **pour le 29 avril 2023**, avec identification **des conduites PVC ou matériau inconnu posées avant 1980**. Un **diagnostic CVM** devait être transmis à la Délégation Départementale de l'ARS (DDARS) à la date prévue sur l'ensemble des conduites à risque (selon la nature de la conduite, sa date de pose et le temps de contact de l'eau) avec la mise en place d'un plan pluriannuel de réalisation des campagnes d'analyses (effectués dans un laboratoire accrédité COFRAC et agréé par le ministère de la santé)
- **Pour les conduites à risques**, une mesure initiale devait être programmée pour confirmer le risque, avec une priorisation des sites selon le risque, dans le cas où plusieurs tronçons devaient faire l'objet d'un prélèvement. Ce programme d'investigation devait être transmis à l'ARS dans un délai court et toute analyse non-conforme, devait faire l'objet d'une communication à la DDARS. Par la suite, une campagne de prélèvement est à organiser annuellement pour suivre les évolutions de concentration de CVM, avec 4 prélèvements au minimum dont 2 lors des périodes estivales (température de l'eau pouvant être supérieure à 15°C).
- En cas de non-conformité confirmée (> 0,5 µg/l), le délai de mise en œuvre d'actions correctives **pérennes** dépend de la concentration en CVM : entre 3 mois (cas les plus critiques) et 2 ans.

Comme évoqué plus haut, l'arrêté du 30 décembre 2022 exige que le programme d'autocontrôle de la PRPDE intègre des actions de surveillance sur tout paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou distribuée, tel que le chlorure de vinyle monomère. Les plans d'actions doivent être transmis à la DDARS ainsi que les plannings des travaux qui seront entrepris pour limiter le risque CVM, avec leurs chiffrages, les échéanciers, et le suivi des réalisations.

Le PRPDE et les maîtres d'ouvrage risquent une mise en demeure en cas de non mise en œuvre de programmes de travaux permettant la fin des non-conformités CVM de manière pérenne (la DDARS ne considère pas les purges de réseau une méthode pérenne pour limiter le contact CVM).

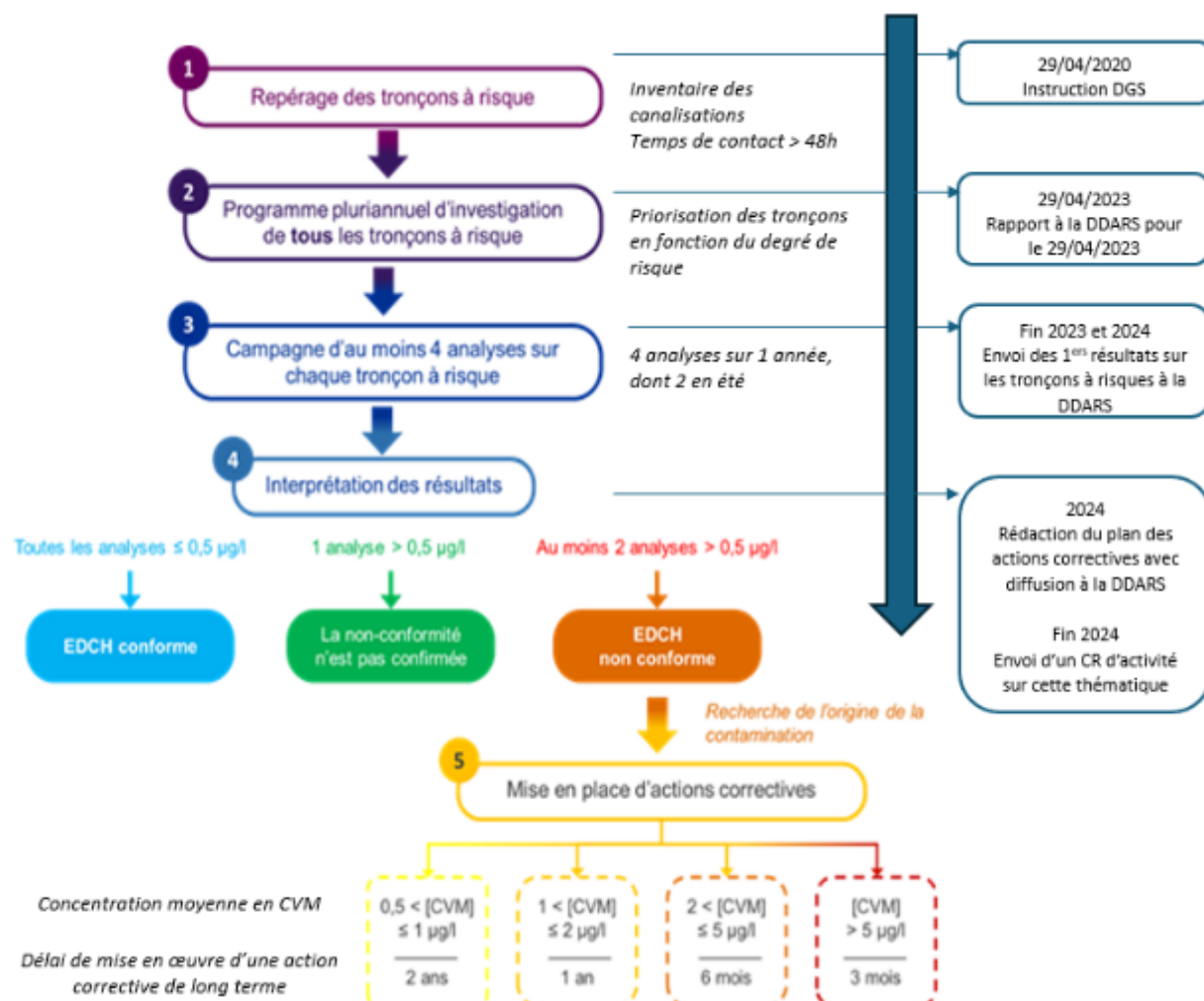
De plus, avec l'établissement du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE), qui est une obligation réglementaire à l'horizon de janvier 2029, l'analyse des dangers permettra de déterminer le programme de surveillance en fonction du niveau de risque identifié.

SAUR se tient à votre disposition pour vous accompagner dans cette démarche :

SIAEP REGION YVELINES SIRYAE EP DSP – Délégation de service public- Eau potable

- **modélisation hydraulique** des réseaux pour connaître les temps de contact.
- mise en place d'un **programme pluriannuel** d'échantillonnage et réalisation des campagnes d'analyses
- **proposition** d'actions correctives.

Le logigramme ci-dessous reprend les grandes étapes et les dates clés définies pour transmettre les informations aux autorités compétentes.



ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens

DocuSign Envelope ID: 05C0F4CB-5439-45DB-8910-91F65CC49533



ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416866, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous atteste que la société :

SAUR SAS

11 Chemin de Bretagne
CS 40082

92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

A souscrit auprès de notre Société un contrat d'assurance Dommages et Pertes d'exploitation portant le n° **FR00046587PR** (LCI : 19.900.000 EUR).

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs,

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1^{er} Avril 2025 au 31 Mars 2026 inclus, sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère

Fait à Puteaux, le 1 avril 2025

Signed by:
XL Insurance Company SE
Director
06BE1026E8D84F9...

XL Insurance Company SE
Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX
Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com

XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie)
XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Directors: X. Veyry (FR), D. Guest, D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

Responsabilité civile



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

SAUR SAS
11, Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° FRL002815 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et Immatériels consécutifs ou non) 20 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Après Livraison

Tous dommages confondus (corporels, matériels et Immatériels consécutifs ou non) 20 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/04/2025 au 31/03/2026

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 27/03/2025

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :



Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)



ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, atteste que :

**STE SAUR
11, CHEMIN DE BRETAGNE
CS40082
92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX
SIREN 339.379.984**

**Pour le compte de :
CITEC ASSAINISSEMENT
ZAC LA GARRIGUE
RUE VERDALE
34725 SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS
SIRET 43041743600028**

Est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° AP392620 pour la période de validité du 01/01/2025 au 31/12/2025 couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT

Défrichage, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.
Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.
Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL

Réalisation d'une opération de construction portant sur la maîtrise d'œuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.

Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :

Voiries Réseaux Divers:

- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :

- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,
- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,

pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(¹) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(²) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(³) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 512 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p> <p>Elle est gérée en capitalisation.</p>	<p>o En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>o Hors habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>o En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.</p>	<p>6.000.000 € par sinistre</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.</p>	

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



Fait pour servir et valoir ce que de droit à PARIS, le 16/12/2024

JEANNE

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA - Succursale pour la France – Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92913 Paris La Défense Cedex, attestons par la présente que

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales, sont assurés par la police n° 7 201 983, souscrite par SAUR SAS contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber en raison d'atteintes à l'environnement soudaines et accidentelles et/ou graduelles, de nuisances, de préjudice écologique ou de dommages environnementaux imputables à l'exercice de leurs activités et sites visés au contrat.

Garanties et limites :

Garanties	Limites par sinistre	Limites pour la période de garantie *
Tous dommages confondus :	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Civile (A) y compris au titre du préjudice écologique	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages matériels et immatériels	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages aux biens confiés et biens des préposés	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont préjudice écologique du fait des produits, ouvrages ou déchets livrés	10.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Environnementale (B)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages environnementaux en l'absence de pollution	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de dépollution du Site (C)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais de décontamination et reconstruction y compris suite à une pollution subie	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais relatifs à une pollution subie	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de Prévention de dommages garantis (D)	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont pour tout dommage ou tout frais généré par les substances perfluoroalkylées et/ou polyfluoroalkylées (PFAS) ou par tout produit qui résulterait de leur dégradation.	2.500.000 €	2.500.000 €
- dont garanties relevant de l'annexe « Etudes et travaux »	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont garantie du fait des activités d'épandage de boue	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages causés par l'amiante selon les dispositions de l'article 12.1. ci-après	2.500.000 €	5.000.000 €
- dont extension communication de crise en cas de fait de pollution ou de dommages environnementaux garantis	150.000 €	500.000 €

* Il est rappelé que la capacité est accordée en une seule enveloppe pour la période d'assurance sans renouvellement annuel des capacités.

Il est rappelé que sont inclus pour chaque garantie les Frais de défense associés (sans préjudice des dispositions de l'article 3.1.6. des Conditions générales relatif aux frais de défense lors de la mise en cause de la Responsabilité des dirigeants).

Territorialité : Monde hors Etats-Unis et Canada

Cette attestation est délivrée pour la période du 1^{er} avril 2023 au 1^{er} avril 2026 à zéro heure pour servir et valoir ce que de droit. Elle est valable dans la seule limite des montants et conditions de garantie, franchises et exclusions du contrat précité et n'implique qu'une présomption de garanties à la charge de l'assureur sous réserve des réglementations locales applicables.

En cas de sinistre, les sommes dues par l'assureur au titre de la police citée ci-dessus seront payées au souscripteur du contrat.

Fait à Paris La Défense le 29 mars 2024

AIG Europe SA
Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,
CS 60234 - 92913 Paris La Défense Cedex
Tél : +33 1 49 02 42 22
Facsimile : 01 49 02 44 04

AIG Europe S.A. – compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806).
Siège social : 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Succursale pour la France : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463
Adresse Postale : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, CS 60234, 92913 Paris La Défense Cedex - Téléphone : +33 1 49 02 42 22 - Facsimile : +33 1 49 02 44 04.

Attestation Tous risques chantiers

GENERALI Iard

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police N° AH 116929 - Attestation

Assuré :
SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police n° AH 116929

Période de validité :	du 1 ^{er} avril 2025 au 31 mars 2026
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1 ^{er} avril 2025, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier : <ul style="list-style-type: none">• le coût estimé est inférieur à 30 000 000 euros.• la durée des travaux est inférieure à 36 mois• la durée des essais n'excède pas 12 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés dans le monde entier, à l'exception : <ul style="list-style-type: none">• des ETATS-UNIS D'AMERIQUE, CANADA et AUSTRALIE• des pays sous embargo, et notamment des pays suivants : CORÉE DU NORD, SYRIE, CRIMÉE, IRAN et VENEZUELA

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager **GENERALI Iard** au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 1er avril 2025

GENERALI Iard
S.A. au capital de 54 630 300 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Siège social : 2 rue Pillet Will - 75009 Paris
Téléphone : 01 52 06 60 60

Signature
numérique de
YILDIZ Erhan
Date :
2025.04.01
15:58:52 +02'00'

 **Generali Iard**, Société anonyme au capital de 54 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 486 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 000 260 419 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Siège social : 2 rue Pillet Will - 75009 Paris - Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances avec le numéro 036

ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens

Docusign Envelope ID: 05C0F4CB-5439-45DB-8910-91F65CC49533



XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416866, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous atteste que la société :

SAUR SAS

11 Chemin de Bretagne
CS 40082

92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

A souscrit auprès de notre Société un contrat d'assurance Dommages et Pertes d'exploitation portant le n° **FR00046587PR** (LCI : 19.900.000 EUR).

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs,

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1^{er} Avril 2025 au 31 Mars 2026 inclus, sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère

Fait à Puteaux, le 1 avril 2025

Signed by:
XL CAPITAL SERVICES INC
Director
068E1028E8D84F9...

XL Insurance Company SE
Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX
Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com

XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416866, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie)
XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Directors: X. Veigy (FR), D. Guest, D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

Responsabilité civile



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

SAUR SAS
11, Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° FRL002815 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et Immatériels consécutifs ou non) 20 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Après Livraison

Tous dommages confondus (corporels, matériels et Immatériels consécutifs ou non) 20 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/04/2025 au 31/03/2026

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 27/03/2025

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :



Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)



ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, atteste que :

**STE SAUR
11, CHEMIN DE BRETAGNE
CS40082
92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX
SIREN 339.379.984**

**Pour le compte de :
CITEC ASSAINISSEMENT
ZAC LA GARRIGUE
RUE VERDALE
34725 SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS
SIRET 43041743600028**

Est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° AP392620 pour la période de validité du 01/01/2025 au 31/12/2025 couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT

Défrichage, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.
Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.
Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL

Réalisation d'une opération de construction portant sur la maîtrise d'oeuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.

Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :

Voiries Réseaux Divers:

- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :

- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,
- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,

pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(¹) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(²) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(³) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 512 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p> <p>Elle est gérée en capitalisation.</p>	<p>o En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>o Hors habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>o En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.</p>	<p>6.000.000 € par sinistre</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.</p>	

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



Fait pour servir et valoir ce que de droit à PARIS, le 16/12/2024

JEANNE

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA - Succursale pour la France – Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92913 Paris La Défense Cedex, attestons par la présente que

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales, sont assurés par la police n° 7 201 983, souscrite par SAUR SAS contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber en raison d'atteintes à l'environnement soudaines et accidentelles et/ou graduelles, de nuisances, de préjudice écologique ou de dommages environnementaux imputables à l'exercice de leurs activités et sites visés au contrat.

Garanties et limites :

Garanties	Limites par sinistre	Limites pour la période de garantie *
Tous dommages confondus :	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Civile (A) y compris au titre du préjudice écologique	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages matériels et immatériels	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages aux biens confiés et biens des préposés	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont préjudice écologique du fait des produits, ouvrages ou déchets livrés	10.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Environnementale (B)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages environnementaux en l'absence de pollution	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de dépollution du Site (C)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais de décontamination et reconstruction y compris suite à une pollution subie	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais relatifs à une pollution subie	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de Prévention de dommages garantis (D)	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont pour tout dommage ou tout frais généré par les substances perfluoroalkylées et/ou polyfluoroalkylées (PFAS) ou par tout produit qui résulterait de leur dégradation.	2.500.000 €	2.500.000 €
- dont garanties relevant de l'annexe « Etudes et travaux »	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont garantie du fait des activités d'épandage de boue	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages causés par l'amiante selon les dispositions de l'article 12.1. ci-après	2.500.000 €	5.000.000 €
- dont extension communication de crise en cas de fait de pollution ou de dommages environnementaux garantis	150.000 €	500.000 €

* Il est rappelé que la capacité est accordée en une seule enveloppe pour la période d'assurance sans renouvellement annuel des capacités.

Il est rappelé que sont inclus pour chaque garantie les Frais de défense associés (sans préjudice des dispositions de l'article 3.1.6. des Conditions générales relatif aux frais de défense lors de la mise en cause de la Responsabilité des dirigeants).

Territorialité : Monde hors Etats-Unis et Canada

Cette attestation est délivrée pour la période du 1^{er} avril 2023 au 1^{er} avril 2026 à zéro heure pour servir et valoir ce que de droit. Elle est valable dans la seule limite des montants et conditions de garantie, franchises et exclusions du contrat précité et n'implique qu'une présomption de garanties à la charge de l'assureur sous réserve des réglementations locales applicables.

En cas de sinistre, les sommes dues par l'assureur au titre de la police citée ci-dessus seront payées au souscripteur du contrat.

Fait à Paris La Défense le 29 mars 2024

AIG Europe SA
Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,
CS 60234 - 92913 Paris La Défense Cedex
Tél : +33 1 49 02 42 22
Facsimile : 01 49 02 44 04

AIG Europe S.A. – compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806).
Siège social : 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Succursale pour la France : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463
Adresse Postale : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, CS 60234, 92913 Paris La Défense Cedex - Téléphone : +33 1 49 02 42 22 - Facsimile : +33 1 49 02 44 04.

Attestation Tous risques chantiers

GENERALI Iard

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police N° AH 116929 - Attestation

Assuré :
SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police n° AH 116929

Période de validité :	du 1 ^{er} avril 2025 au 31 mars 2026
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1 ^{er} avril 2025, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier : <ul style="list-style-type: none">• le coût estimé est inférieur à 30 000 000 euros.• la durée des travaux est inférieure à 36 mois• la durée des essais n'excède pas 12 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés dans le monde entier, à l'exception : <ul style="list-style-type: none">• des ETATS-UNIS D'AMERIQUE, CANADA et AUSTRALIE• des pays sous embargo, et notamment des pays suivants : CORÉE DU NORD, SYRIE, CRIMÉE, IRAN et VENEZUELA

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager **GENERALI Iard** au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 1er avril 2025

GENERALI Iard
S.A. au capital de 54 630 300 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Siège social : 2 rue Pillet Will - 75009 Paris
Tél : 01 47 00 11 00 - Fax : 01 47 00 11 01

Signature
numérique de
YILDIZ Erhan
Date :
2025.04.01
15:58:52 +02'00'

 **Generali Iard**, Société anonyme au capital de 54 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 486 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 000 260 419 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Siège social : 2 rue Pillet Will - 75009 Paris - Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances avec le numéro 036



A
B
C

LE GLOSSAIRE

Ce glossaire récapitule pour les principaux termes utilisés dans les métiers de l'eau, et plus particulièrement dans ce rapport annuel du délégataire, la définition et éventuellement le mode de calcul des informations transmises :

Analyse de pilotage AEP : c'est un ensemble d'analyses effectuées par l'exploitant avec pour objectif d'améliorer et d'optimiser la configuration des installations liées à l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP). Ces données peuvent être obtenues à partir de diverses sources, notamment :

- des instruments portables ou appareils installés en des emplacements fixes dédiés à la mesure de la qualité de l'eau.
- des analyses de la qualité de l'eau réalisées en utilisant des méthodes rapides adaptées aux conditions sur le terrain ou effectuées dans des laboratoires d'analyses spécialisés.

Autosurveillance EU : elle correspond à toutes les actions entreprises par l'exploitant sur la station de traitement et sur le réseau pour garantir le bon fonctionnement de l'épuration. Cela consiste notamment à effectuer des analyses sur une période de 24h selon un calendrier défini à l'avance et à transmettre les résultats d'analyse à la police et à l'agence de l'eau.

Biens financés par la collectivité : il s'agit de biens qui sont la propriété de la collectivité et qui sont mis à la disposition du délégataire dans le cadre d'un contrat. À la fin de ce contrat, ces biens reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité.

Biens de retour : ce sont des biens qui ont été financés par le délégataire, qui sont affectés au service et qui sont essentiels à son bon fonctionnement. À la fin du contrat, ces biens reviennent automatiquement et sans frais à la collectivité.

Biens de reprise : ce sont des biens financés par le délégataire, qui sont utilisés pour le service. À la fin du contrat, la collectivité a la possibilité de les racheter selon les modalités financières préalablement établies dans le contrat, sans que le délégataire puisse s'y opposer.

Bilan journalier EU : ce rapport évalue l'efficacité du traitement d'une installation d'épuration des eaux usées en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation sur une période de 24 heures, en fonction du débit. Différents paramètres sont analysés et comparés, notamment les concentrations de certains composants et/ou le rendement de l'épuration, par rapport aux performances que l'installation doit atteindre conformément aux normes établies.

Bilan annuel EU : ce rapport résume l'efficacité de traitement sur une année donnée en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation tout au long de l'année. Il évalue la conformité de certains paramètres en utilisant les bilans journaliers, en prenant en compte une marge de tolérance établie par la réglementation. Pour d'autres paramètres, la conformité est évaluée en calculant la moyenne des mesures effectuées. En fin de compte, l'exploitant évalue la conformité de l'installation sur l'année, paramètre par paramètre, puis pour l'ensemble de l'installation. La police de l'eau a pour mission de donner son avis officiel sur la conformité de l'installation en se basant sur les données fournies par l'exploitant.

Branchement AEP : il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relie la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution intérieur d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau situé avant le compteur, ainsi qu'un compteur général.

Branchements EU : Il s'agit de canalisations distinctes pour les eaux usées et les eaux pluviales, qui se connectent au réseau public d'assainissement collectif. Ces canalisations partent des regards de branchement ou boîtes de branchement situés en limite de propriété, auxquels les installations privatives de l'utilisateur sont raccordées.

CARE : compte Annuel de Résultat de l'Exploitation. Pour un contrat déterminé, les chiffres de l'année en cours sont indiqués, et ceux de l'année précédente sont rappelés. Le cadre de ce CARE a été établi par la FP2E, dans le respect strict du décret 2005-236 du 18 mars 2005.

Client : personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat abonné le liant avec le service de distribution de l'eau.

Compte (ou fonds contractuel) de renouvellement : il s'agit des opérations de renouvellement réalisées sans programmation contractuelle, imputées sur un compte de tiers qui correspond à la mise en place de fonds prélevés sur les produits du délégataire, pour couvrir les aléas de fonctionnement des équipements.

Compteur : équipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser les volumes consommés par le branchement.

Contrat abonnés AEP : contrat associé à un branchement liant un client au service de distribution de l'eau.

Contrôle sanitaire AEP : ensemble des analyses réalisées par les ARS afin de contrôler la qualité des eaux. Ces analyses sont effectuées dans des laboratoires agréés à partir d'échantillons prélevés sur différents points de contrôle (captage, installations de production/traitement, réseaux de distribution, points de consommation).

Echantillon AEP : volume d'eau prélevé dans le but d'analyser les caractéristiques de l'eau à l'endroit et au moment précis du prélèvement. Les caractéristiques de l'eau sont décomposées et quantifiées/évaluées par paramètre lors de leur analyse.

Garantie pour continuité de service (dite de renouvellement) : il s'agit d'un renouvellement, où le Déléataire prend à sa charge, et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation ou de renouvellement des équipements, nécessaires à la continuité du service.

Indice linéaire de pertes en réseau AEP : l'indice linéaire de pertes en réseau correspond aux volumes perdus dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes perdus sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Cet indicateur, qui rapporte les volumes des pertes en eau à une grandeur caractéristique du réseau, traduit directement l'état physique de ce réseau.

Indice linéaire des volumes non comptés AEP : l'indice linéaire des volumes non comptés correspond aux volumes non comptés dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes non comptés est égal à la différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés comptabilisés.

Paramètre d'une analyse AEP : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme.

Paramètre d'une analyse EU : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme. Si un jour donné, la station reçoit plus d'effluent à traiter que prévu, la conformité du paramètre ne peut pas être établie et la donnée est exclue des calculs.

Patrimoine immobilier : il s'agit du patrimoine immobilier nécessaire à la réalisation du service. Le Déléataire fournit un état de variation de ce patrimoine en intégrant trois types de mouvements :

- les investissements concessifs (achat de terrain, mise en service d'un ouvrage financé par le Déléataire, destruction d'un ouvrage...).
- les opérations de renouvellement d'une telle importance qu'elles s'assimilent à la construction d'un bâtiment neuf.
- les investissements immobiliers du Déléataire (bureaux) entièrement dédiés au service.

Période de relève des compteurs AEP : les compteurs permettant de connaître la consommation de chaque branchement d'un client sont relevés régulièrement. La relève pour une année donnée de tous les compteurs de tous les clients s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines en fonction du nombre de compteurs concernés. Pour une relève donnée, la date moyenne de la campagne de relève peut ainsi être calculée. C'est cette date moyenne qui est utilisée année après année pour calculer la consommation moyenne d'une commune ou d'un contrat sur une période correspondant sensiblement à une année.

PFAS : Les substances per- et polyfluoroalkylées, ou PFAS, représentent une vaste famille de plusieurs milliers de composés chimiques. Antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs, ces substances sont largement utilisées depuis les années 1950 dans diverses applications industrielles et produits de consommation courante : textiles, emballages alimentaires, mousses anti-incendie, gaz réfrigérants, revêtements antiadhésifs, cosmétiques, dispositifs médicaux, produits phytopharmaceutiques, etc. (source : ANSES)

Point de mise en distribution AEP : point de prélèvement d'échantillon pour lequel la qualité de l'eau en ce point est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). A ce point, les eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Programme contractuel de renouvellement : il s'agit de l'ensemble des opérations de renouvellement, effectuées par le Déléataire dans le cadre d'un programme technique contractuel, évalué financièrement sur la durée du contrat.

Programme d'investissement : il s'agit des engagements pris par le Déléataire de réaliser certains investissements sur le patrimoine, afin d'améliorer la qualité du service, ou le fonctionnement des installations. Ce programme est défini dans un inventaire contractuel.

Qualité eau au point de mise en distribution AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de mise en distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau brute AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau brute prélevée dans le milieu naturel avant tout traitement visant à la rendre potable. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau distribuée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de consommation (robinet) par le client. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau traitée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau en sortie des installations de production/traitement avant admission sur le réseau de distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Rapport bactériologique AEP : ensemble des paramètres de type bactériologique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport bactériologique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rapport physico-chimique AEP : ensemble des paramètres de type physico-chimique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport physico-chimique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rendements hydrauliques d'une installation AEP : correspondent au rapport entre les volumes d'eau produite et les volumes d'eau brute admis dans l'installation. Ils traduisent le rendement de conversion de l'eau potable à partir de l'eau brute.

Rendements du réseau de distribution AEP : correspondent au rapport entre, d'une part, les volumes consommés autorisés, augmentés des volumes exportés ou vendus en gros, et d'autre part, les volumes produits, augmentés des volumes importés ou achetés en gros. Les rendements constituent de bons indicateurs environnementaux, mais ils ne traduisent que de manière indirecte l'état du réseau, car ils dépendent de la consommation et des volumes exportés ou vendus en gros.

Réseau de distribution public AEP : ensemble de canalisations transportant l'eau produite par les installations de production jusqu'au compteur général des clients, partie publique des branchements inclus.

Réseau de distribution intérieur AEP : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client. Le réseau intérieur d'un client commence après le compteur général permettant d'évaluer la consommation du branchement associé à ce client.

Réseau de collecte des eaux usées EU : ensemble des canalisations et ouvrages annexes acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées issues des branchements publics des usagers ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution.

Réseau de collecte privatif EU : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client permettant de collecter ses effluents. Le réseau intérieur d'un client est raccordé au branchement (généralement situé en limite de propriété).

SIG : Système d'information géographique, ou S.I.G (en anglais GIS, Geographic Information System) est un système qui permet de recueillir, stocker, traiter, analyser puis mettre en forme des données géographiques.

Surveillance de l'exploitant AEP : elle comprend un examen régulier des installations, un programme de tests ou d'analyses et la tenue par l'exploitant d'un fichier sanitaire. Ces analyses viennent en complément de celles réalisées par les ARS et contribue à la surveillance de la qualité des eaux.

Taux de mobilisation d'une installation AEP : rapport exprimé en % entre le volume de pointe journalier constaté et la capacité nominale d'une installation. Un rapport proche de 100% est le signe d'une installation dont les réserves de capacité sont minimales, voire insuffisantes.

Taux d'eaux parasites EU : il représente la part d'eaux claires parasites véhiculée par le réseau de collecte d'eaux usées par rapport à l'eau potable consommée par l'ensemble des clients, qui est rejetée dans ce même réseau. Ces eaux claires parasites peuvent être classées selon diverses typologies, la plus simple opposant les eaux parasites d'infiltration (EPI) aux eaux parasites de captage (EPC). Les EPI résultent d'une mauvaise étanchéité du réseau tandis que les EPC sont le signe de mauvais raccordements.

Terre de décantation AEP : ensemble des résidus de traitement collectés sur certains ouvrages (décanteurs, filtres, ...) des installations de production. Ces résidus, bien souvent connus sous le terme de boues d'eau potable, sont régulièrement évacués des installations.

Volumes consommés comptabilisés AEP : volumes d'eau potable consommés par des clients du périmètre du contrat et résultant des relevés des appareils de comptage . Ces volumes n'incluent pas les volumes exportés ou vendus en gros (VEG).

Volumes consommateurs sans comptage AEP : correspondent aux volumes utilisés sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau nécessaire à la défense incendie (Essais des PI/BI et manœuvres incendie),
- l'eau utilisée pour les espaces verts et le lavage de la voirie,
- l'eau utilisée par les fontaines (non équipées de compteurs)

Volumes de service du réseau AEP : correspondent aux volumes utilisés pour l'exploitation du réseau de distribution ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs,
- l'eau utilisée lors d'opérations de purge ou de nettoyage des conduites
- l'eau utilisée pour la désinfection et le rinçage des conduites après travaux

Volumes consommés autorisés AEP : il s'agit des volumes d'eau potable consommés tels qu'enregistrés par les compteurs, auxquels on ajoute les volumes nécessaires au fonctionnement du réseau (appelés volumes de service) consommés par les usagers. Ces volumes autorisés reflètent la quantité totale d'eau potable qui peut être consommée dans le périmètre couvert par le contrat, y compris l'eau nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

Volumes consommés hors Vente En Gros AEP : font référence aux quantités d'eau potable consommées par les clients situés dans la zone couverte par le contrat, à l'exclusion des ventes d'eau en gros (VEG) et des volumes d'eau exportés. Ces volumes correspondent uniquement à la consommation d'eau potable par les usagers locaux du réseau, à l'exclusion de toute distribution d'eau à des tiers ou d'exportation.

Volume de pointe AEP : volume maximum journalier mesuré pendant l'année sur l'installation concernée.

Volumes d'eaux brutes AEP : font référence à l'eau prélevée directement dans des sources naturelles telles que des rivières, des lacs, des barrages, des nappes phréatiques, etc. L'eau est qualifiée de "brute" pour indiquer qu'elle n'a subi aucun traitement visant à la rendre potable. En plus des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel à l'intérieur du périmètre du contrat, les volumes d'eaux brutes incluent également les éventuels achats d'eau brute en dehors du périmètre du contrat, auxquels on soustrait les éventuels volumes d'eau brute vendus en dehors du périmètre du contrat. En résumé, il s'agit du volume global d'eau non traitée prélevée, achetée, vendue, ou transférée dans le contexte de l'approvisionnement en eau potable.

Volumes exportés (ou vendus en gros) AEP : font référence aux quantités d'eau produites livrées à un client extérieur au périmètre du contrat. Ce client peut être une autre collectivité, un syndicat, ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes importés (ou achetés en gros) AEP : correspondent aux quantités d'eau achetées à un client extérieur au périmètre du contrat. Le client peut être une autre collectivité, un syndicat ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes produits AEP : correspondent à la quantité d'eau provenant des installations de production d'eau potable. Il s'agit des volumes d'eau qui ont été traités et préparés pour la distribution aux usagers. Il est possible de soustraire de ces volumes les besoins de l'usine (s'ils sont mesurés après le compteur de production) pour obtenir la quantité nette d'eau potable produite et disponible pour la distribution.

Volumes besoin usine AEP : correspondent à la quantité d'eau traitée au sein des installations de production d'eau potable, mais qui est utilisée à l'intérieur de ces mêmes usines pour divers usages, tels que la préparation de réactifs chimiques, le nettoyage, et d'autres processus internes.

Volumes mis en distribution AEP : représentent l'eau potable qui est introduite dans le réseau de distribution d'eau en vue d'être consommée par les clients situés à l'intérieur du périmètre du contrat. Les volumes mis en distribution résultent de la somme des volumes produits auxquels on ajoute les volumes importés ou achetés en gros, puis duquel on soustrait les volumes exportés ou vendus en gros.

Volumes d'eau traitée AEP : ce sont les volumes d'eau fournis par les installations grâce à des traitements plus ou moins complexes en fonction de la nature des eaux brutes que l'on souhaite rendre potables.



LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES EAU POTABLE 2024

Cette veille réglementaire vous est présentée sous la forme d'une liste des textes parus en 2024 accompagnée d'un bref commentaire de leur objet.

Cette liste n'a pas pour ambition d'être exhaustive, il s'agit avant tout d'attirer votre attention sur les évolutions

PROTECTION ET GESTION DE LA RESSOURCE

→ [Un an après : Bilan du Plan d'action du 30 mars 2023 pour une gestion résiliente et concernée de l'eau, 53 mesures pour l'eau](#)

Ce plan comportait 53 mesures, et prévoyait notamment une ambition de réduire de 10% l'eau prélevée d'ici 2030, de sécuriser l'approvisionnement en eau potable, de prévenir les pollutions et d'améliorer la gestion des périodes de sécheresse. Sur les 53 mesures prévues 74 % sont engagées et 26% mises en œuvre parmi lesquelles :

- Les 51 sites industriels (mesure 2) représentant 25% de la consommation d'eau de l'industrie française ont été identifiés. Ils bénéficient d'un accompagnement de proximité afin de réduire leur consommation d'eau ;
- Les 171 points noirs (mesure 14), c'est-à-dire là où les pertes d'eau dans les réseaux de distribution atteignent 50%, soit un litre sur deux, ont été identifiés. Parmi ces 171 points noirs, 93 ont fait l'objet d'un accompagnement financier par les agences de l'eau ;
- Les aquapôts (mesure 41) connaissent un réel succès. L'enveloppe des aquapôts a été doublée, pour s'élever à 4 Md€ sur 2023-2027. Fin février 2024, se sont déjà 1,356 Md€ d'aquapôts qui ont été mobilisés en appui du Plan eau.

→ [Arrêté du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

Le présent arrêté modifie l'arrêté du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à mettre en œuvre en période de sécheresse dans les ICPE. Dans un souci de simplification, il modifie le site internet sur lequel l'exploitant transmet ses consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse. Il précise que les réductions doivent être appliquées sur les prélèvements dans les ressources qui sont concernées par la sécheresse. Il apporte également des modifications concernant la déduction d'un volume de « sécurité » du volume de référence auquel l'exploitant doit appliquer des réductions de sa consommation d'eau en cas de sécheresse.

→ [Arrêté du 30 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole](#)

L'Arrêté du 30 juillet 2024 définit le Programme d'Actions Régional « nitrates » pour lutter contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Il précise les mesures spécifiques à chaque région afin de réduire les excès de nitrates dans les eaux, en imposant des restrictions sur les pratiques agricoles (fertilisation, épandage) et en améliorant les méthodes de gestion des effluents. L'arrêté inclut des objectifs de réduction des concentrations de nitrates dans les nappes et cours d'eau. Il prévoit également des dispositifs de suivi et de contrôle pour assurer la mise en œuvre des actions. Le programme vise à répondre aux exigences de la Directive européenne sur les nitrates.

→ [Rapport sur la sobriété hydrique des installations classées pour la protection de l'environnement ; IGEDD \(Inspection générale de l'environnement et du développement durable\) et CGE \(Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie, et des technologies ; juillet 2024](#)

Le rapport sur les sécheresses de 2022 et 2023 recommande plusieurs actions pour mieux gérer l'eau dans l'industrie. Il suggère d'améliorer la qualité des données et la coordination des réglementations sur les prélèvements d'eau. La mission propose de déterminer les volumes prélevables d'ici 2025 et de planifier les projets industriels dans des zones en tension hydrique. Elle encourage également les entreprises à adopter des pratiques de réutilisation de l'eau et à innover pour réduire la consommation. Enfin, elle rappelle l'importance de prendre en compte le vrai coût de l'eau et recommande la création d'un pôle de coordination national pour la mise en œuvre de ces actions.

→ [Arrêté du 5 août 2024 attribuant à certaines directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement \(DREAL\) une compétence relative aux études environnementales mentionnées à l'article L.311-10-3 du code de l'énergie](#)

L'Arrêté du 5 août 2024 attribue aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement (DREAL) une compétence interrégionale pour la préparation, la passation, et l'exécution de marchés publics relatifs aux études

environnementales mentionnées à l'article L.311-10-3 du Code de l'énergie. Ces études concernent la construction et l'exploitation d'installations de production d'énergie renouvelable en mer et de leurs ouvrages de raccordement au réseau public de transport d'électricité. Cette mesure vise à renforcer l'efficacité et la coordination des études environnementales nécessaires à la réalisation de projets d'énergie renouvelable en mer, en permettant une gestion plus souple et adaptées des compétences des DREAL.

➔ [Décret n°2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux \(SAGE\)](#)

Le décret modifie plusieurs dispositions du [code de l'environnement](#) relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du [code de l'urbanisme](#) afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

ENVIRONNEMENT

➔ [Instruction du Gouvernement du 2 janvier 2024 relative à la stratégie des contrôles en matière de police de l'eau et de la nature \(SNCPEN.\)](#)

La présente instruction :

- Clarifie le périmètre de la stratégie de contrôles en matière de polices de l'eau et de la nature ;
 - Précise la chaîne d'action depuis l'impulsion gouvernementale jusqu'au bilan annuel des résultats obtenus ;
 - Définit le cadre de travail pour améliorer les conditions du contrôle pour les contrôleurs et les contrôlés.
- ➔ [Décret n°2024-33 du 24 janvier 2024 relatif aux eaux réutilisées dans les entreprises du secteur alimentaire et portant diverses dispositions relatives à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine \(entrée en vigueur le 24 janvier 2024\).](#)

Le décret définit :

- Les conditions requises pour la production et l'usage d'eaux réutilisées en vue de la préparation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine y compris dans l'environnement de production.
- Les catégories d'usages possibles, la procédure d'autorisation des projets de production d'eau usée traitée recyclée (le contenu de l'arrêté préfectoral d'autorisation) et les modalités de surveillance à mettre en place pour s'assurer que la production et l'utilisation des eaux réutilisées sont compatibles avec les impératifs en matière de sécurité sanitaire des aliments.

➔ [Décret n°2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale \(entrée en vigueur le 2 février 2024\).](#)

Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.

➔ [Arrêté du 28 mai 2024 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Outil de Surveillance et de Contrôle Eau et Nature \(OSCEA\) » et de sa version mobile SONGE \(Solution pour un Outil Nomade de Gestion de l'Eau\).](#)

Cet arrêté introduit plusieurs mesures visant à moderniser et sécuriser les procédures de contrôle liées à la gestion de l'eau et de la nature, en améliorant l'accès et le traitement des informations nécessaires. La finalité du traitement étant de faciliter, centraliser, sécuriser et homogénéiser la rédaction des procédures judiciaires et administratives mises en œuvre par les fonctionnaires et agents habilités, notamment dans le cadre des contrôles relatifs à la gestion de l'eau et de la nature. Quelques informations sur les données collectées :

- Le traitement recueille des informations nominatives telles que l'identité, les coordonnées et les fonctions des personnes concernées par les procédures de contrôle.
- Ces données sont destinées aux agents habilités des services compétents en matière de gestion de l'eau et de la nature, ainsi qu'aux autorités judiciaires en cas de nécessité.
- La durée de conservation des données n'excède pas cinq ans à compter de la date de clôture de la procédure concernée.
- Des mesures techniques et organisationnelles sont mises en place pour garantir la sécurité et la confidentialité des données, conformément aux exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

PFAS

➔ [Instruction N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés \(PFAS\) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées](#)

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.

➔ [Plan d'actions interministériel sur les PFAS, Avril 2024](#)

En réponse aux préoccupations grandissantes concernant les PFAS, le gouvernement a lancé, le 4 avril, un plan d'action interministériel pour limiter les risques associés aux PFAS. Il s'appuie sur 5 axes et organise la mobilisation de toutes les administrations publiques, en définissant clairement les objectifs et les responsabilités pour assurer la cohérence et l'efficacité de l'action des différents ministères concernés. Il définit la doctrine du Gouvernement pour réduire le plus rapidement possible les risques associés aux PFAS.

➔ [Règlementation des PFAS dans l'eau potable : Echéance d'obligation posée par l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, au 1^{er} janvier 2026, obligation d'analyses sanitaires de l'eau de consommation pour les points où la présence de PFAS a déjà été identifiée par l'administration](#)

La Directive européenne 2020/2184 qui concerne la qualité des eaux de consommation humaine a été révisée pour suivre la présence des PFAS dans les analyses de l'eau et cible 20 molécules.

L'arrêté basé sur la directive européenne (transposition en droit français : Arrêté du 30 décembre 2022) fixe la limite de qualité à 0,10 µg/L pour la somme de ces 20 molécules dans les eaux de consommation humaines.

Pour les eaux brutes de toutes origines utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine la limite est de 2µg/l (2 000 ng/L).

Ce même arrêté impose l'obligation d'analyses sanitaires de l'eau de consommation pour les points où la présence de polluants éternels a déjà été identifiée par l'administration.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

➔ [Directive \(UE\) 2024/869 du 13 mars 2024 modifiant la directive 98/24/CE en ce qui concerne les diisocyanates et la directive 2004/37/CE concernant le plomb et ses composés inorganiques, date limite de transposition fixée au 9 avril 2026.](#)

Une nouvelle directive européenne fixe pour la première fois des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP). Bien que pas encore transposée, il est recommandé de ne pas attendre pour anticiper sa mise en œuvre.

Concernant les diisocyanates, deux types de VLEP sont définies :

- Une VLEP sur une durée d'exposition de 8 heures, fixée à 10 µg/m³ jusqu'au 31 décembre 2028 et 6 µg/m³ à compter du 1^{er} janvier 2029
- Une VLEP sur une courte période d'exposition (15 minutes), fixée à 20 µg/m³ jusqu'au 31 décembre 2028 et 12 µg/m³ à compter du 1^{er} janvier 2029.

Concernant le plomb et ses composés inorganiques :

- La VLEP est révisée à 0,03 mg/m³ sur 8 heures, une valeur inférieure à celle actuellement en vigueur en France, fixée à 0,1 mg/m³.
- De plus, une nouvelle valeur limite biologique (VLB) est définie pour le plomb : 30 µg Pb/100 ml de sang jusqu'au 31 décembre 2028 et 15 µg Pb/100 ml de sang à compter du 1^{er} janvier 2029 (actuellement 400 pour les hommes et 300 pour les femmes en France).

La directive impose la mise en place d'une surveillance médicale en cas notamment de dépassement de la VLB fixée à 15 µg Pb/100 ml de sang.

➔ [Arrêté du 4 juin 2024 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages](#)

Le mesurage des niveaux d'empoussièrement en fibres d'amiante dans l'air des milieux professionnels s'appuie sur l'élaboration par l'organisme accrédité d'une stratégie d'échantillonnage ayant pour objet de déterminer, pour l'objectif de mesurage fixé par son commanditaire, le nombre minimum de prélèvements à effectuer ainsi que leurs conditions de réalisation. Pour ce faire, l'article 3 de l'arrêté du 14 août 2012 prévoit que le respect par l'organisme accrédité missionné de la méthode définie par la norme NF EN ISO 16000-7 : 2007 complétée par les indications données par son guide d'application

français en vigueur emporte présomption de conformité aux exigences fixées par ledit texte réglementaire en matière d'établissement d'une stratégie d'échantillonnage.

La publication en 2023 par l'association française de normalisation (AFNOR) d'un fascicule constituant la nouvelle version dudit guide d'application, emportant l'abrogation de la version précédente, conduit à réviser la rédaction de l'article 3 de cet arrêté du 14 août 2012 afin de préciser les nouvelles conditions pour pouvoir se prévaloir de cette présomption de conformité aux dispositions dudit texte réglementaire. A cette occasion, une nouvelle rédaction est adoptée, se référant de façon générique au document en vigueur publié par l'AFNOR et valant guide d'application de la norme susmentionnée, afin de garantir la pérennité de cet arrêté en cas de publication ultérieure d'une nouvelle version dudit guide.

➔ **Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers**

Cet arrêté du 4 juin 2024, définit les obligations des donneurs d'ordre, maîtres d'ouvrage, ou propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers, qui doivent faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations résidant ou travaillant sur ces ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

➔ **Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine**

L'arrêté, pris sur la base de l'[article R. 1322-77 du code de la santé publique](#), fixe les différents usages autorisés ainsi que, pour ces derniers, les exigences de qualité requises pour des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il ne prend pas en compte les étapes amont ou annexes à ces opérations (activités extérieures aux locaux de production, ...). Le présent arrêté ne s'applique pas à l'utilisation d'eaux pour la lutte contre l'incendie, la production de vapeur, la production du froid et à des fins semblables.

➔ **Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du Code de la santé publique**

Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du [code de la santé publique](#).

➔ **Décret n°2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine entré en vigueur le 1^{er} septembre 2024**

Le décret est pris en application de l'[article L. 1322-14 du code de la santé publique](#) qui permet l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour certains usages domestiques, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé des usagers et dans certains lieux dans lesquels ces eaux sont utilisées. Il vise à définir les usages domestiques pour lesquels le recours à des eaux impropres à la consommation humaine est possible, les eaux ou mélanges d'eaux impropres à la consommation humaine pouvant être utilisés pour ces usages ainsi que les exigences techniques et sanitaires à satisfaire. Ces mesures ont pour objet de prévenir les risques de contamination de l'eau distribuée au robinet ainsi que les risques d'exposition des personnes à des pathogènes et substances chimiques, susceptibles d'altérer leur état de santé. Il précise également les modalités de conception, de mise en service, de surveillance, d'entretien et de contrôle applicables aux systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine.

➔ **Arrêté du 30 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole**

L'Arrêté du 30 juillet 2024 définit le Programme d'Actions Régional « nitrates » pour lutter contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Il précise les mesures spécifiques à chaque région afin de réduire les excès de nitrates dans les

eaux, en imposant des restrictions sur les pratiques agricoles (fertilisation, épandage) et en améliorant les méthodes de gestion des effluents. L'arrêté inclut des objectifs de réduction des concentrations de nitrates dans les nappes et cours d'eau. Il prévoit également des dispositifs de suivi et de contrôle pour assurer la mise en œuvre des actions. Le programme vise à répondre aux exigences de la Directive européenne sur les nitrates.

➔ [**Arrêté du 5 août 2024 fixant les modalités spécifiques d'application des dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, pour les installations, services et organismes relevant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministre de la Défense**](#)

L'Arrêté du 5 août 2024 vise à garantir que l'eau potable distribuée dans les installations sous la tutelle du ministère de la Défense respecte des critères stricts de qualité, tout en tenant compte des spécificités et contraintes du milieu militaire. Les services concernés sont tenus de suivre des procédures de contrôle et de gestion rigoureuses pour assurer la santé des utilisateurs.

➔ [**Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité, déposé le 15 octobre 2024 à l'Assemblée nationale, et au Sénat, comme transposition de la Directive NIS 2 \(en français sécurité des réseaux et des systèmes d'information\)**](#)

Le secteur de l'eau n'est pas épargné par les menaces cyber et doit être protégé en raison de son importance cruciale pour la santé publique, l'agriculture et l'industrie. Il rentre pleinement dans le périmètre de la réglementation sur la protection des infrastructures critiques

Cette nouvelle réglementation imposera des obligations de sécurisation à plusieurs niveaux pour les services d'eau potable et d'assainissement, en particulier pour les installations desservant au moins 30 000 habitants.

L'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information, (ANSSI) qui pilote la transposition en droit national de la directive et assure sa mise en œuvre, sera en charge d'organiser les contrôles. Des sanctions financières et administratives pourront être appliquées aux organisations qui ne se sont pas mises en conformité.

Afin de renforcer le niveau de cybersécurité des entités, la directive NIS 2 impose plusieurs exigences clés :

- **Analyse des risques**
- **Gouvernance et gestion des risques**
- **Mesures de sécurité**
- **Notification des incidents**
- **Surveillance et audits**
- **Sensibilisation et formation**

Elle impose également des exigences de sûreté pour protéger les équipements et réseaux industriels contre les menaces cyber et physiques, nécessitant une approche globale de la cybersécurité et de la sûreté pour répondre à ces enjeux de protection et de résilience.

Si votre collectivité est concernée, vos interlocuteurs SAUR se tiennent à votre disposition pour aborder ce sujet.

Pour plus d'informations :

[SECTEUR DE L'EAU ÉTAT DE LA MENACE INFORMATIQUE - ANSSI](#)

[Guide d'application "La cybersécurité, un enjeu majeur dans les domaines de l'eau et de l'assainissement" - ASTEE](#)

➔ [**Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des systèmes d'assainissement collectif**](#)

Cet arrêté apporte des précisions/modifications quant à l'établissement des nouvelles redevances des agences de l'eau.

REDEVANCES AGENCES DE L'EAU

➔ [**Réforme des redevances des agences de l'eau : Loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 \(article 101\)**](#)

[La loi de finances pour 2024 introduit des changements significatifs aux redevances perçues par les agences de l'eau, qui ont pris effet à partir du 1^{er} janvier 2025. Ces modifications affectent plusieurs domaines :](#)

- [Remplacement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique par une redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique pour les industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées.](#)
- [Remplacement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique par une redevance pour pollution de l'eau par les activités d'élevage.](#)

- [Introduction d'une nouvelle redevance sur la consommation d'eau potable.](#)
 - [Remplacement des deux redevances pour la modernisation des réseaux de collecte par une redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et une redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif.](#)
 - [Modification des redevances pour pollution diffuses, sur la ressource en eau et pour le stockage d'eau en période d'étiage.](#)
 - [Remplacement de la redevance pour protection du milieu aquatique par une redevance cynégétique et pour la protection du milieu aquatique.](#)
 - [Modification des obligations déclaratives, contrôles et modalités de recouvrement.](#)
- ➔ [Arrêté du 7 mai 2024 : Redevance pour le financement du guichet unique DT-DICT](#)

Cet arrêté fixe le barème hors taxes des redevances pour l'année 2024, destinées au financement du guichet unique Déclaration des Travaux et Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DT-DICT). Cette redevance est perçue pour financer le service public de la gestion des réseaux et canalisations. Les collectivités devront intégrer ces nouvelles dispositions dans leur gestion financière.

- ➔ [Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L.2224-12-3 du code général des collectivités territoriales](#)

Cet article dispose que les redevances d'eau potable et d'assainissement couvrent les charges consécutives aux investissements, au fonctionnement et aux renouvellements nécessaires à la fourniture des services, ainsi que les charges et les impositions de toute nature, afférentes à leur exécution.

Toutefois, la redevance d'eau potable prend en compte la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable prévue à l'[article L. 213-10-5 du code de l'environnement](#) à hauteur d'un montant forfaitaire maximal, déterminé par arrêté. De même, la redevance d'assainissement prend en compte la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif prévue à l'[article L. 213-10-6 du même code](#) à hauteur d'un montant forfaitaire maximal, déterminé par arrêté aussi.

Ce montant forfaitaire maximal est plafonné à 3 euros par mètre cube d'eau.

- ➔ [Décret n°2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau](#)

Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau modifie les redevances perçues par les agences de l'eau en France. Il supprime les redevances pour pollution d'origine domestique et pour la modernisation des réseaux de collecte. Une nouvelle redevance est instaurée sur la consommation d'eau potable, sans plafonnement sauf pour la l'élevage avec comptage spécifique. Des redevances pour la performance des réseaux sont mises en place pour inciter à la réduction des fuites et à l'entretien des infrastructures. L'objectif est d'encourager une gestion plus efficace de l'eau et de financer les actions de préservation.

- ➔ [Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des systèmes d'assainissement collectif](#)

Cet arrêté apporte des précisions/modifications quant à l'établissement des nouvelles redevances des agences de l'eau.

DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- ➔ [Formulaire DC4 : Publication d'un nouveau formulaire de déclaration d'un sous-traitant](#)

Dans ce cadre, la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et Numérique a publié un [nouveau formulaire DC4](#) applicable à compter du 1^{er} janvier 2024. Il s'agit d'un modèle de déclaration de sous-traitance généralement pour présenter un sous-traitant. Il contient notamment une nouvelle rubrique relative à la durée du contrat conclu entre le titulaire du contrat et son sous-traitant.

- ➔ [Réforme de Chorus Pro](#)

Cette réforme inclut la généralisation de la facturation électronique qui concerne directement les collectivités territoriales en plusieurs points :

- Obligation de recevoir des factures électroniques : à partir de 2024 (et d'ici 2026 pour la généralisation) les collectivités territoriales devront être capables de recevoir des factures électroniques dans le cadre de leurs relations avec les entreprises assujetties à la TVA. La réforme impose à toutes les entités publiques de recevoir des factures sous un format électronique.
- Obligation d'émission de factures électroniques : le calendrier révisé prévoit que les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire devront émettre des factures électroniques à partir du 1^{er} septembre 2026,

tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) et les micro-entreprises seront concernées à partir du 1^{er} septembre 2027.

- Introduction de la double authentification, le 18 septembre 2024. Cette mesure vise à protéger les comptes utilisateurs contre les tentatives de piratage et à assurer une sécurité accrue pour l'ensemble des utilisateurs du portail.
- A noter que la généralisation de la facturation électronique concerne toutes les transactions entre entreprises assujetties à la TVA en France. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large pour moderniser et sécuriser les processus de facturation, tout en luttant contre la fraude fiscale.

➔ **Décret Rep. Min. n° 09142 : JO Sénat Q, 15 février. 2024, p. 564 : Place des matériaux biosourcés ou bas carbone dans la commande publique**

La loi Climat et résilience introduit une obligation d'utiliser des matériaux biosourcés ou bas carbone dans au moins 25% des rénovations lourdes et constructions relevant de la commande publique à partir du 1^{er} janvier 2030. Les industriels de la filière des matériaux biosourcés prévoient de doubler leur capacité de production dès 2025 pour anticiper cette exigence. Cependant, certaines questions restent en suspens, notamment la quantité exacte de matériaux biosourcés ou bas carbone requise dans les rénovations et constructions concernées. Pour répondre à ces incertitudes, la présente réponse ministérielle a annoncé le lancement de travaux préalables à la rédaction du décret d'application de la loi. L'objectif est de définir précisément les matériaux à utiliser, leur proportion dans les ouvrages, les rénovations lourdes concernées, ainsi que les seuils de marchés de travaux pour lesquels cette obligation s'appliquera. Le gouvernement précise que la rédaction du décret interviendra après cette phase de concertation. Toutefois, il souligne que les acheteurs publics peuvent dès à présent anticiper cette mesure en incluant dans leurs marchés publics l'utilisation de matériaux biosourcés ou bas carbone, dans le respect des règles de la commande publique.

➔ **Décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique**

Afin d'accroître la part des acquisitions de biens issus de l'économie circulaire par les acheteurs publics de l'Etat et des collectivités territoriales, le décret abroge le décret n°2021-254 du 9 mars 2021 et modifie la liste des produits visés ainsi que, pour chacun d'eux, la part minimale des acquisitions qui doit être issue des filières du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage. Il prévoit également une progression pluriannuelle de ces pourcentages jusqu'en 2030. Ces acquisitions peuvent être réalisées via un achat public à titre principal ou accessoire. Le décret donne par ailleurs la possibilité de comptabiliser les dons. Il rajoute les sacs poubelles en plastique à usage unique aux produits pouvant faire l'objet d'une exemption à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique.

➔ **Guide sur les bonnes pratiques de facturation et de règlement dans les marchés publics de Travaux 2024 (09/09/2024)**

L'OECP a publié un guide des bonnes pratiques de facturation et de règlement dans les marchés publics de Travaux :

- Ce guide détaille le circuit de facturation et de paiement à toutes les étapes de la vie du marché
- Ce Guide rappelle que « Le CCAG Travaux prévoit que le maître d'œuvre accepte ou rectifie la demande de paiement du titulaire (article 12.1.9 du CCAG Travaux). Le maître d'œuvre ne peut, par conséquent, pas refuser la demande de paiement au motif qu'il n'est pas d'accord avec son montant ».

L'objectif étant de prévenir certaines situations critiques, susceptibles de générer des difficultés de paiement pour les titulaires et de complexifier les processus de validation et de traitement par les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage.

➔ **Décret n°2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique**

Le décret apporte des modifications au [code de la commande publique](#) afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Il relève à 300 000 euros hors taxes le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour les marchés innovants de défense ou de sécurité.
- Il prévoit les conditions dans lesquelles un groupement peut être constitué et sa composition modifiée dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue.
- La part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession, est relevé.
- Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise.
- Il intègre les mesures réglementaires d'application de la [loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023](#) relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne.

DROIT PUBLIC ET DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

→ [Création d'une chambre spécialisée au sein de la cour d'appel de Paris dédiée aux contentieux émergents du devoir de vigilance et de la responsabilité écologique ; le 15 janvier 2024.](#)

Le 15 janvier 2024, la cour d'appel de Paris a annoncé la mise en place, au sein de son pôle économique, d'une chambre dédiée aux contentieux émergents sur le devoir de vigilance et la responsabilité écologique. La chambre jugera des contentieux transversaux mettant en jeu des questions environnementales. Elle sera notamment compétente pour statuer en appel sur les décisions rendues par le tribunal judiciaire dans les litiges relatifs au devoir de vigilance fondés sur les articles L. 225-102-4 et L. 225-102-5 du code de commerce, ainsi que sur les litiges portant sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (nouvelle directive européenne « CSDD » en cours de publication).

→ [Plan d'action Simplification avril 2024](#)

Ce rapport présenté par le gouvernement français vise à alléger les démarches administratives et à faciliter le développement des entreprises. Le plan propose notamment des ajustements pour faciliter l'accès des entreprises aux marchés publics, ce qui peut également bénéficier aux collectivités territoriales en simplifiant leurs procédures d'achat. Des mesures sont envisagées pour simplifier les démarches administratives liées aux projets d'énergies renouvelables, facilitant ainsi leur intégration dans les projets des collectivités. Le plan inclut des actions visant à alléger les normes administratives, réduisant ainsi la charge administrative des collectivités territoriales.

→ [CA- Cour administrative d'appel de Lyon, 20 juin 2024 - N° 22LY00401 : Gestion de la ressource en eau et suppression de la clause dite de compétence générale des départements](#)

La cour a jugé que les départements, en vertu de l'article L. 3211-1 du Code général des collectivités territoriales, ne peuvent intervenir dans des domaines tels que la gestion de l'eau que pour des raisons de solidarité territoriale, respectant ainsi les compétences attribuées aux communes et intercommunalités.

→ [La proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement »](#)

Le 9 octobre 2024, le Premier ministre a annoncé la fin du transfert obligatoire de la compétence eau et assainissement aux intercommunalités, prévu par la loi NOTRe de 2015. Les collectivités territoriales conserveront la possibilité de choisir l'échelon le plus approprié pour gérer l'eau et l'assainissement. Cela implique de nouvelles responsabilités en termes de prises de décision et de planification à long terme. Les communes devront évaluer leur capacité à gérer ces services de manière autonome ou l'intérêt d'un transfert à l'intercommunalité. Les transferts déjà effectués seront maintenus.

DROM-COM

→ [Instruction interministérielle du 12 juillet 2024 relative au plan eau DOM actualisé pour les services d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

A la suite de l'adoption du plan d'action pour une gestion résiliente, sobre et concertée de la ressource en eau, annoncé par le président de la République le 30 mars 2023, le plan eau DOM a été actualisé pour intégrer les dispositions du plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau qui s'appliquent également, en Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint Martin et Saint-Pierre et Miquelon. A la suite du comité interministériel des outre-mer du 18 juillet 2023, l'instruction vise également à actualiser les priorités d'action en outre-mer pour une gestion durable et équilibrée de l'eau par l'ensemble des secteurs, et intègre également les enjeux en termes d'assainissement.